



HAL
open science

Les monnaies locales en France en 2023. Résultats de la seconde enquête nationale

Jérôme Blanc, Marie Fare, Oriane Lafuente-Sampietro

► To cite this version:

Jérôme Blanc, Marie Fare, Oriane Lafuente-Sampietro. Les monnaies locales en France en 2023. Résultats de la seconde enquête nationale. Université Lumière Lyon 2; Sciences Po Lyon; Université de Rouen Normandie. 2023, pp.68. halshs-04268002v3

HAL Id: halshs-04268002

<https://shs.hal.science/halshs-04268002v3>

Submitted on 27 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Les monnaies locales en France en 2023. Résultats de la seconde enquête nationale

Jérôme Blanc¹, Marie Fare², Oriane Lafuente-Sampietro³

22 novembre 2023 – version 3

Pour citer ce document :

Blanc Jérôme, Fare Marie, Lafuente-Sampietro Oriane (2023), *Les monnaies locales en France en 2023 : résultats de la seconde enquête nationale* [Rapport], Lyon, Triangle - UMR 5206, Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, Université de Rouen Normandie, 68 p. <https://shs.hal.science/halshs-04268002>

Résumé

Cette enquête nationale sur les monnaies locales en France a été administrée en ligne de février à avril 2023. 53 monnaies locales en circulation ont répondu à l'enquête, sur un nombre estimé de 73 monnaies locales à la fin 2022. Ce rapport fournit des données agrégées sur l'ensemble des monnaies locales en France et traite les données issues de cette enquête. Après quelques repères méthodologiques, il étudie les caractéristiques des associations émettrices, leurs ressources financières et humaines, les caractéristiques des monnaies émises et les règles de l'activité monétaire, les territoires de ces monnaies locales et leurs rapports aux acteurs locaux et aux collectivités publiques, et enfin les difficultés et perspectives exprimées.

Abstract – Local currencies in France in 2023. Results from the second national survey

This national survey on local currencies in France was conducted online between February and April, 2023. 53 local currencies in activity filled the questionnaire, on an estimated number of 73 as of end 2022. This report provides aggregate data on all local currencies in France and analyses the data from this survey. After some methodological considerations, it studies the characteristics of the issuing associations, their financial and human resources, the characteristics of the issued currencies and the rules of the monetary activity, territories of the local currencies and their relations to local players and public authorities, and eventually the difficulties and prospects expressed by actors.

¹ Univ. de Lyon, Sciences Po Lyon, TRIANGLE, UMR 5206 CNRS. Email : jerome.blanc@sciencespo-lyon.fr

² Univ. de Lyon, Univ. Lumière Lyon 2, TRIANGLE, UMR 5206 CNRS. Email : m.fare@univ-lyon2.fr

³ Université de Rouen Normandie, LASTA. Email : oriane.lafuente@univ-rouen.fr

Remerciements

Le questionnaire qui a donné lieu à ce rapport a été préparé et diffusé avec l'accord et les relais fournis par le Mouvement SOL et le Réseau MLCC. Nous remercions ces deux réseaux et les personnes associées pour leur participation. Nous remercions également les personnes qui ont commenté des versions préalables du questionnaire ainsi que celles qui ont favorisé sa diffusion et son administration. Nous remercions les acteurs des ML qui ont pris le temps de répondre à cette enquête. Nous espérons que les résultats présentés ici seront utiles à tout.es pour la compréhension de l'état des ML, de leurs évolutions et de leurs enjeux.

Nous remercions aussi tout particulièrement Noémie Lecourt, qui a participé à la préparation du questionnaire, à sa passation et au premier traitement des résultats dans le cadre d'un stage financé par le programme TerMos.

Déclaration d'intérêts

Cette enquête s'est appuyée sur un financement de Sciences Po Lyon alloué au programme TerMos (Dynamique des territoires des monnaies locales, 2020-23) dans le cadre de son appel à projets propre (AAP). Au-delà de ce budget, les ressources dédiées à cette enquête ont été le temps de travail (sur budget public) des personnes ayant monté le questionnaire et l'ayant traité ensuite.

Table des matières

Les monnaies locales en France en 2023. Résultats de la seconde enquête nationale	4
Résumé détaillé	4
Introduction	8
1. Repères méthodologiques	9
1.1. Présentation de l'enquête	9
1.2. Un changement de base : monnaies locales plutôt qu'associations.....	10
1.3. Limites de l'enquête et difficultés de traitement de certaines questions.....	10
1.4. Les monnaies locales répondantes	11
2. Données agrégées sur l'ensemble des monnaies locales.....	14
2.1. Une stabilisation du nombre de monnaies locales depuis 2019.....	14
2.2. Sources des données agrégées.....	16
2.3. La taille des ML continue de s'accroître.....	16
2.4. Les écarts entre monnaies locales s'accroissent.....	18
2.5. Le regroupement des ML selon la taille : les clusters	19
3. Les associations porteuses de monnaies locales	22
3.1. Structuration associative.....	23
3.2. Temps de maturation des projets.....	24
3.3. Objectifs à l'origine des projets de monnaies locales.....	24
3.4. Gouvernance et modes de prises de décision.....	27
3.5. Appartenance à un réseau	29
3.6. Outils de collaboration inter-ML.....	30
4. Les ressources des associations	32
4.1. Les ressources financières.....	33
4.2. Difficultés financières	35
4.3. Les ressources humaines	36
5. Les caractéristiques de la monnaie et les règles de l'activité monétaire.....	42
5.1. Les formes choisies des monnaies locales et leurs coûts	42
5.2. Les effets du numérique	45
5.3. Les reconversions : règles et résultats	47
5.4. La fonte.....	49
6. Les territoires des monnaies locales et leurs rapports aux acteurs	50
6.1. Espace de circulation des monnaies locales	51
6.2. Liens et relations aux acteurs socioéconomiques du territoire	52
6.3. Coopération et formes de soutien aux acteurs socioéconomiques du territoire	54
6.4. Liens avec les pouvoirs publics	57
7. Défis et perspectives	62
7.1. État de santé.....	63
7.2. Difficultés internes rencontrées par les ML	64
7.3. Difficultés au regard de la circulation de la ML	64
7.4. Perspectives	65
Conclusion	66
Annexe – Les monnaies locales identifiées	67
Références citées	68

Les monnaies locales en France en 2023.

Résultats de la seconde enquête nationale

Résumé détaillé

1. Repères méthodologiques

L'enquête 2023 a changé de base d'analyse par rapport à l'enquête 2019, interrogeant cette fois les monnaies locales (ML) elles-mêmes et non plus les associations. 56 ML ont répondu, dont 3 en projet et 53 en circulation. Pour celles-ci, le taux de réponse est de 72,6 %. Parmi ces ML en circulation ayant répondu en 2023, 41 avaient répondu à l'enquête précédente. Il apparaît un biais dans les réponses, car les ML de petite taille ont moins répondu que les autres.

2. Données agrégées sur l'ensemble des monnaies locales

Le nombre de ML a atteint un plateau depuis 2019 et il y en a 73 en circulation fin 2022. Parmi elles, un nombre croissant est mis en veille sans toutefois être fermées. En les excluant du décompte, on observe un plateau de 63-64 ML depuis 2020. On observe des processus de fédération d'associations autour d'une ML commune ainsi que des fusions. L'ampleur globale des ML continue de s'accroître significativement. En 2022, la masse monétaire dépasse 7,3 millions d'euros. On estime à 36 756 le nombre de particuliers et 10 123 le nombre de professionnels adhérents. La concentration déjà observée en 2019 se confirme, une ML se détachant fortement des autres. Elle est cependant surtout importante pour la masse monétaire, car la plus grande ML représente désormais près de 50 % de la masse totale de ML en circulation. La ML médiane dispose d'une masse monétaire en circulation de 26 853 euros, de 204 usagers particuliers et 94 usagers professionnels.

On observe désormais 7 clusters (c'est-à-dire 7 groupes en fonction de la taille) contre 5 auparavant, deux clusters ayant émergé aux extrémités : un cluster de ML mises en veille, et un cluster ouvert par l'accroissement de taille de la plus grande des ML. La distribution des ML par cluster évolue à la hausse : les ML connaissent une élévation générale de leur taille.

3. Les associations porteuses de monnaies locales

Les ML sont principalement créées à partir de collectifs informels qui se structurent en associations ou à partir d'associations préexistantes, indépendamment des collectivités locales. Si le statut associatif est actuellement le seul utilisé, certaines réflexions ont lieu pour évoluer vers un statut coopératif. 18% des ML ont par ailleurs opté pour des formes associatives complexes (réseau d'associations fédéré autour d'une même monnaie ou association essaimant des groupes locaux autonomes).

On identifie deux mobiles prioritaires motivant leur création : un mobile économique territorial d'un côté et un mobile citoyen, participatif et démocratique de l'autre. Les enjeux écologiques apparaissent importants mais moins prioritaires ou subordonnés aux deux précédents.

Les méthodes de consentement et de consensus dominant largement le vote dans les conseils d'administration et les bureaux, et restent plus importants que le vote dans les assemblées générales. La grande majorité des membres des CA est composée d'usagers particuliers et professionnels. Les collectivités sont représentées dans un peu moins d'un quart des ML répondantes et les salariés dans un peu plus du quart. La recherche de

participation du plus grand nombre est affirmée par un peu moins d'un tiers des répondants.

Plus de 90 % des ML se déclarent membres de réseaux nationaux : aux alentours des 2/3 se déclarent membres du Mouvement SOL et une proportion légèrement moindre du Réseau MLCC sans dépôt de marque. Le Réseau MLCC ® regrouperait 18,2 % des ML répondantes.

Un processus de régionalisation semble se déployer avec le développement de collectifs régionaux pour 43,6 % des répondants. La collaboration inter-ML voire les mutualisations sont ainsi en progression, notamment autour de Lokavaluto et de Kohinos mais également du fonds Solidarité pour un Développement Humain (SDH).

4. Les ressources des associations

Les 49 ML en activité qui ont répondu déclarent un budget cumulé de 2,555 millions d'euros en 2022. Cependant, 53,1 % des ML disposent d'un budget inférieur ou égal à 10 000 euros et le budget médian est de 8 750 euros : on retrouve ici les disparités très importantes entre ML. Le budget apparaît significativement lié au nombre d'habitants vivant sur le territoire de circulation. Il est positivement corrélé à la taille des ML, tout particulièrement à partir des ML du cluster 4.

Les cotisations des adhérents (particuliers, professionnels et collectivités) apportent 45,4 % des ressources financières des associations. En ajoutant des prestations diverses, on observe que les ressources propres couvrent 55,1 % de leur budget. Ces ressources propres sont d'autant plus importantes que le budget et la taille de la ML sont importantes.

Les apports des collectivités sont importants mais évoluent avec la taille de la ML : une plus grande taille est associée à davantage de cotisations que de financement par subventions et appels à projets.

Les principales difficultés financières déclarées par les ML viennent de leurs cotisations et de leurs relations aux pouvoirs publics dont elles ressentent un manque de soutien et envers lesquelles elles éprouvent des difficultés à monter des dossiers pour répondre à leurs offres de subventions et appels à projets.

En complétant les données de l'enquête pour couvrir l'ensemble de la population des ML en 2022, on estime à environ 1105 le nombre de personnes impliquées dans l'activité d'une ML, dont 83 salariés et 975 bénévoles. On estime que cela correspond à un volume de travail de 226,5 équivalents temps plein (ETP), auquel le bénévolat contribue à hauteur de 61,8 %.

Cette répartition est fortement dépendante de la taille de la ML. 50 % des ML ayant répondu n'ont aucun salarié. A partir du cluster 4, toutes les ML ont au moins un salarié. Plus le nombre de salariés est élevé, plus l'association mobilise également des bénévoles : le bénévolat n'est pas un substitut au salariat.

Concernant les tâches assumées, il faut souligner le caractère très mouvant de la façon dont elles sont assumées, en fonction notamment des contraintes budgétaires : il y a une fluidité notable entre salariés (alternants compris), services civiques et bénévoles pour assurer une bonne part d'entre elles. Le fait le plus important est que le bénévolat contribue à plus des deux tiers de toutes les tâches confondues, contre un cinquième pour le salariat. L'ampleur du travail bénévole partagé entre peu de personnes engendre des problèmes d'épuisement.

Sans surprise, le salariat joue un rôle plus important dans les monnaies de plus grande taille, mais certaines tâches restent principalement dévolues aux bénévoles Il existe enfin

des tâches vacantes, y compris dans les grandes ML. Les principales difficultés identifiées concernent la recherche de financement, l'animation de réseau/bénévolat et la communication/marketing. Ces difficultés conduisent la plupart des répondants à se dire prêts à mutualiser certaines fonctions avec d'autres ML.

5. Les caractéristiques de la monnaie et les règles de l'activité monétaire

Si plus de la moitié des ML (58,8 %) circulent exclusivement au format papier, la part des ML mixtes (combinant papier et numérique) est en forte croissance, atteignant 39,2 % des ML en circulation contre 13,4 % en 2019. En tout, 83,3 % des ML ont un format numérique ou envisagent de l'utiliser. La solution numérique la plus utilisée reste l'application mobile (77,8 % des ML) et l'interface de paiement se base encore majoritairement sur Cyclos (45 %), même si l'utilisation de Kohinos (25,7 %) et de Com'chain (20 %) est en croissance. Les coûts d'investissement dans la mise en place d'un format numérique, puis de son fonctionnement, sont très variables. Ils s'élèvent en médiane à 3 000 € pour l'investissement et 1 500 € par an pour le fonctionnement.

La masse monétaire des monnaies mixtes a cru beaucoup plus rapidement (x3,5) que celle des monnaies papiers (x1,2) depuis 2020. Cette croissance est particulièrement tirée par l'augmentation de leur masse monétaire numérique grâce au change automatique proposé aux particuliers. Le volume des transactions numériques a, quant à lui, cru de 74 % et le nombre de transactions de 65 % entre 2020 et 2022. La part des adhérents des ML mixtes ayant un compte numérique est également en augmentation de 69 % pour les adhérents particuliers et de 55 % pour les professionnels.

60,4 % des ML utilisent des frais de reconversion pour les professionnels, une proportion très similaire à celle estimée en 2019, et seules trois ML pratiquent actuellement un taux de fonte, confirmant la très faible diffusion de cette pratique déjà observée en 2019.

Le taux de reconversion est de 86,8 % en 2022, en croissance continue depuis 2018. Comme en 2019, le taux de reconversion s'élève avec l'âge des ML, ce qui peut en partie expliquer sa croissance au fil des années. A l'inverse, le taux de reconversion décroît avec la taille des ML. Ainsi, il est en moyenne supérieur à 80 % pour les ML des quatre premiers clusters, mais il baisse fortement pour les ML des clusters 5 et 6. Les taux de reconversion des monnaies appliquant des frais de reconversion sont en moyenne supérieurs à celles ne le faisant pas, mais cela peut s'expliquer par leur âge en moyenne plus important. Le taux de reconversion des monnaies mixtes est également en moyenne nettement inférieur à celui des monnaies papiers, à l'exception de l'année 2022 où ils sont similaires.

6. Les territoires des monnaies locales et leurs rapports aux acteurs

L'enquête montre qu'un quart des ML estime le nombre d'habitants de leur territoire entre 100 000 à 300 000 habitants. Ainsi, la majorité des ML circulent sur des territoires de taille inférieure à celle du département et 80,1 % des ML déclarent un espace de circulation mêlant des milieux à la fois ruraux et urbain.

La plupart des relations entretenues par les ML avec les acteurs socioéconomiques du territoire (hors collectivités locales) sont de nature informelle. Elles sont prépondérantes avec des structures ou projets liés à l'environnement (44,9 %), des associations culturelles (52,1 %) ou d'autres associations du territoire (56,3 %) ou encore avec d'autres monnaies locales du territoire (45,8 %).

Seules 26,4 % des ML ont été à l'initiative de nouvelles coopérations avec des acteurs du territoire. Une majorité des ML (53,1 %) sont parties prenantes de projets multi-acteurs sur leurs territoires. De plus, 9 ML déclarent allouer des ressources à des

associations partenaires et 7 ML à des publics en difficultés. 19 ML ont également déployé des mécanismes de soutien pendant la pandémie.

83,1 % des monnaies en circulation ayant répondu entretiennent des liens avec les communes, viennent ensuite les régions (62,5 % des ML), puis les départements (52,1 %) et l'Etat (50 %) et enfin les EPCI (45,8 %) et les métropoles (43,8 %). Les ML nouent donc des relations avec les acteurs publics les plus proches d'eux essentiellement via de la mise à disposition de locaux et matériel et de soutiens publics à la fois moral mais également financier par subventions. Enfin il ressort que les relations avec les communes sont les plus diverses, en portant sur toutes les modalités de liens. C'est également à cette échelle qu'est particulièrement développé l'usage des ML en paiement des services publics ou en versement des collectivités. Par comparaison entre les résultats de 2019 et ceux de 2022, on constate une participation accrue des acteurs publics aux ML.

7. Défis et perspectives

Concernant l'état de santé des ML, 37,3 % d'entre elles se déclarent en croissance, 33,3 % en difficulté et 23,5 % stables mais fonctionnelles. 5,9 % des ML répondantes annoncent un arrêt proche ou une mise en veille de la ML.

En interne, les principales difficultés portent sur les ressources humaines. Les ML répondantes indiquent des difficultés à recruter et mobiliser des bénévoles et un gros manque de moyens humains voire un turnover important. La deuxième difficulté identifiée porte sur les ressources monétaires. Du point de vue de la circulation de la monnaie, une majorité (28) des ML répondantes mettent en lumière leurs difficultés à mailler leur territoire de circulation et à créer un véritable réseau entre professionnels pour limiter les reconversions de ML en euro.

Face à ces difficultés, certaines associations cherchent à renforcer le dynamisme de leur ML soit via une croissance des adhérents particuliers et/ou professionnels et/ou associatifs ainsi que le recrutement/remobilisation de bénévoles, soit en développant le dynamisme de leur territoire de circulation.

Introduction

Les monnaies locales ont connu une forte croissance en France depuis 2010, année de lancement des premières d'entre elles sous leur forme actuelle. Elles ont été intégrées dans la Loi sur l'économie sociale et solidaire votée en 2014, qui ouvre une nouvelle catégorie juridique leur faisant une place dans le Code monétaire et financier.

De façon générale, ce sont des dispositifs monétaires mis en place par des structures associatives, destinés à circuler dans l'économie marchande et non marchande d'un territoire défini. Les moyens de paiement libellés dans l'unité de compte interne sont émis à l'occasion d'une conversion d'euros, qui donne lieu au dépôt d'un fonds susceptible d'être mobilisé lors des opérations de reconversion en euros. Celles-ci sont limitées aux seuls adhérents professionnels. Ces monnaies locales sont utilisées en complément de l'euro et ne visent pas son remplacement.

Il existe des monnaies locales dans plusieurs pays européens, et de ce point de vue la France a connu leur développement relativement tard, après une vague en Allemagne et au Royaume-Uni. Elle a été suivie par des expériences analogues en Suisse et surtout en Belgique. Mais c'est au Brésil, dans un contexte et avec des objectifs assez différents, que ces monnaies se sont le plus fortement déployées. La France est aujourd'hui avec le Brésil le pays où l'on trouve le plus de monnaies locales dans le monde.

Après une première enquête menée en 2019-20, nous avons lancé une seconde enquête de recensement en 2023, dans le cadre du même groupe de chercheuses et chercheur afin d'actualiser les connaissances recueillies sur les monnaies locales et d'évaluer leur dynamique de développement. L'enquête devait concerner prioritairement les monnaies locales en circulation sur le territoire français, mais était également ouverte à des projets de monnaies locales. Elle s'est appuyée sur deux réseaux qui structurent une part importante du champ des monnaies locales en France : le réseau des Monnaies Locales Complémentaires et Citoyennes (MLCC) d'un côté, l'association Mouvement SOL de l'autre.

Cette seconde enquête permet d'engager une analyse longitudinale des monnaies locales en disposant désormais de points de comparaisons entre 2018 et 2022, et pour certaines données quantitatives d'informations recueillies années après années sur ces cinq ans. Le présent document est un rapport établi à partir de ces données, mais il utilise également d'autres données collectées par ailleurs afin de fournir une vue agrégée des monnaies locales en France. Comme le précédent rapport, celui-ci ne fournit pas d'éléments nominatifs permettant d'identifier des réponses à des monnaies locales précises. Lorsque des ML sont mentionnées, c'est sur des propos généraux ou à partir d'éléments qui dépassent le cadre de l'enquête.

Une première section présente les conditions méthodologiques de l'enquête. La section 2 fournit des données agrégées sur l'ensemble des monnaies locales identifiées, qu'elles aient répondu ou non à cette enquête comme à la précédente. La section 3 analyse les réponses relatives aux associations et à leur projet. La section 4 s'intéresse aux ressources financières et aux ressources humaines mobilisées par ces associations. La section 5 présente les caractéristiques des monnaies mises en place et les règles de l'activité monétaire. La section 6 étudie les liens qu'entretiennent les associations de ML aux acteurs du territoire, y compris les collectivités locales, et la section 7 discute des difficultés et des perspectives des ML. En annexe se trouve une liste des monnaies locales recensées sur la période 2018-22.

Nous incluons systématiquement des résumés en début de section. Ces résumés de section ont constitué le résumé général placé au début de ce document.

1. Repères méthodologiques

On présente ici les conditions de l'enquête, les grandes lignes du questionnaires (section 1.1) et certains choix méthodologiques (section 1.2). On précise ensuite certaines limites et difficultés de l'enquête (section 1.3). On présente enfin les caractéristiques distinctives des ML répondantes par rapport à l'enquête 2019-20, ce qui permet d'identifier un biais dans les réponses de cette nouvelle enquête (section 1.4).

Résumé

Le questionnaire de cette seconde enquête nationale a tenu compte des difficultés rencontrées précédemment et a été complété par de nombreuses questions. Comme la précédente, il a été administré en ligne via Lime Survey.

L'enquête a changé de base d'analyse, interrogeant cette fois les monnaies locales (ML) elles-mêmes et non plus les associations. 56 ML ont répondu, dont 3 en projet et 53 en circulation. Pour celles-ci, le taux de réponse est de 72,6 %. Parmi ces ML en circulation ayant répondu en 2023, 41 avaient répondu à l'enquête précédente. Il apparaît un biais dans les réponses, car les ML de petite taille ont moins répondu que les autres.

1.1. Présentation de l'enquête

Partant du questionnaire de l'enquête de 2019, ce dernier a été travaillé et amendé afin de tenir compte des difficultés rencontrées précédemment. Une première version a été soumise aux réseaux des ML, le Mouvement SOL et le Comité d'Animation Provisoire (CAP) du réseau MLCC afin d'obtenir leurs retours et avis. Beaucoup de ces retours ont été pris en compte afin de modifier la formulation de certaines questions, d'en ajouter de nouvelles et d'affiner des options de réponses.

Tableau 1 - Questions et thématiques de l'enquête 2023

Groupe de questions	Type d'informations demandées	Nombre de questions
Identification du projet	Nom de la ML, localisation, date de lancement/création, adhésion aux réseaux, outils de collaboration inter-ML, objectifs de la ML, conflits	26
Format de la monnaie en circulation	Choix du format numérique ou papier, coûts associés, technologies, fontes, taux de reconversion, etc.	9
Volume et activité de la monnaie locale	Masse monétaire, fonds de réserve, nombres d'adhérents particuliers et professionnels, etc.	17
Fonctionnement de la structure	Budget, salariés, bénévolat, gouvernance, chartes, partenaires financiers, compétences, etc.	18
Dynamiques territoriales et partenariats	Liens aux acteurs socioéconomiques du territoire et aux pouvoirs publics, usage du fonds de réserve, mécanismes de soutiens et processus de coopération territoriale, etc.	13
Défis et perspectives	Difficultés rencontrées, perspectives de développement et opinions sur les politiques publiques relatives aux ML	5
Suites de la recherche	Contacts, caractéristiques du répondant, intérêt pour participer à d'autres projets de recherche et type d'études souhaitées	5

L'enquête a par la suite été administrée en format numérique en février 2023 par l'intermédiaire des deux réseaux, qui ont transmis le lien vers le questionnaire à leurs contacts dans les associations de ML accompagné du questionnaire en format PDF, afin qu'elles puissent préparer leurs réponses avant de les renseigner en ligne. En effet, certaines questions pouvaient nécessiter l'apport et la participation d'autres personnes des associations que le répondant initial. Nous avons également organisé un webinaire afin de répondre aux questions éventuelles des ML. L'enquête devait se clore le 5 avril mais le taux de réponse n'étant pas suffisamment satisfaisant, nous avons relancé individuellement les ML et étendu la phase de collecte jusqu'au 18 avril.

Le questionnaire a été réalisé grâce au logiciel Lime Survey et était composé de 7 grands groupes de questions. Au total, 93 questions étaient disponibles, mais tous les répondants n'étaient pas assujettis à chacune d'entre elles, les questions s'adaptant au profil de la monnaie concernée (Tableau 1).

1.2. Un changement de base : monnaies locales plutôt qu'associations

Ce rapport d'enquête 2023 concerne des monnaies, non des associations. C'est un changement de base par rapport au rapport d'enquête 2019-20, qui conduit, à des fins de comparaison, à réviser à la baisse le nombre de ML identifiées lors du rapport précédent (section 2.1).

Ce changement a été guidé par le développement de logiques fédératives d'essaimage d'une même monnaie sur des territoires voisins, gérées par différentes associations. Il en résulte un accroissement du territoire de circulation de certaines monnaies, couvrant jusqu'à plusieurs départements, dans le cas de la roue.

Cette modification de base rend mieux compte des activités quantitatives des monnaies, mais fait perdre en finesse dans l'analyse de l'ancrage territorial de chaque association.

1.3. Limites de l'enquête et difficultés de traitement de certaines questions

L'enquête 2019-20 avait montré que les réponses pouvaient varier selon les personnes des associations désignées pour répondre. Nous avons précisé dans l'enquête 2023 que certaines questions exigeraient des échanges en interne préalables à la réponse. On s'aperçoit néanmoins que, dans les ML plus anciennes, les personnes ayant participé au montage d'un projet peuvent être moins présentes et que les répondants sont donc moins au fait des origines des projets.

Pour mieux comprendre qui répond, nous avons inclus une question sur le statut et l'ancienneté des répondants. Dans 45 % des cas, les réponses ont été préparées par plus d'une personne, ce qu'on peut considérer comme les consolidant. En moyenne, lorsqu'on obtient l'information sur l'ancienneté il apparaît que le ou la répondante a 5 ans et demi d'ancienneté dans la structure, mais dans une fourchette large puisque cela va de six mois à 17 ans. Dans 10 ML, un ou une fondatrice a participé à la réponse. Dans 35 ML (soit 77,8 % des cas), les répondants sont uniquement bénévoles. Dans les autres configurations, ce sont des salariés uniquement (3 ML) ou une réponse collégiale (7 ML).

Toutes les questions posées n'ont pas pu être traitées, faute de réponses suffisantes ou de cohérence dans les réponses. Enfin, certaines réponses visiblement aberrantes (s'agissant par exemple de certaines données quantitatives) ont été neutralisées pour ne pas biaiser les traitements.

1.4. Les monnaies locales répondantes

L'enquête a obtenu 56 réponses, dont 53 de ML en circulation et 3 de ML en projet. Le taux de réponse des 53 monnaies locales en circulation est de 72,6 %, légèrement inférieur au taux de réponse de l'enquête 2019-20. Le Tableau 2 compare cette enquête à la précédente ainsi qu'à deux autres sources de données et d'informations ayant vocation à couvrir la totalité du champ des monnaies locales.

Bien qu'ayant obtenu un taux de réponse satisfaisant, l'absence de réponse de certaines monnaies, notamment de certains profils, biaise légèrement la représentativité des résultats de l'enquête. Le Tableau 3 et le Tableau 4 permettent de comparer les populations de ML d'une enquête sur l'autre selon qu'elles ont répondu ou pas à ces enquêtes.

Il apparaît que les ML n'ont pas les mêmes comportements de réponse selon leur taille (approchée par le cluster tel qu'il est présenté en section 2.5). Les ML les plus grandes répondent davantage que les petites : seules 62,5 % des ML de cluster 1 ont répondu, alors que la part des répondants passe à 80-85 % pour les clusters 3 et 4 et que les quelques ML de cluster 5 et 6 ont toutes répondu. C'est ainsi que les répondants à l'enquête 2023 ont une taille nettement plus importante que la moyenne des tailles de l'ensemble des ML⁴ : leur cluster moyen est 2,755 contre 2,329, soit 18,3 % de plus. L'ancienneté moyenne des ML répondantes (c'est-à-dire le nombre de mois de circulation à la date de l'enquête) est quant à elle proche de celles de l'ensemble des ML, quoi que légèrement inférieure.

Par ailleurs, sur les 53 ML en circulation ayant répondu à l'enquête 2023, seules 41 avaient déjà répondu à l'enquête 2019-20 (Tableau 4). Cela n'aurait pas de conséquences sur la comparabilité des résultats si, d'une enquête sur l'autre, les répondants partageaient les mêmes caractéristiques par rapport aux non-répondants. Or il y a des différences parfois significatives. Ainsi, la différence entre le cluster moyen des répondants et de l'ensemble des ML n'était que de 4,8 % lors de l'enquête 2019-20. La taille supérieure des répondants de 2023 par rapport à la moyenne, comparativement à l'échantillon 2019-20, s'explique partiellement par le fait que les ML nouvellement répondantes sont d'une taille un peu plus grande que la moyenne. Au contraire, 12 des ML ayant seulement répondu à l'enquête 2019-20 ont connu une baisse nette de leur taille (de 2 à 1,25), tandis que 5 autres ont fermé. Quant aux ML qui n'ont répondu à aucune des deux enquêtes, leur taille passe de 1,7 à 1,125. A l'opposé, les ML ayant renouvelé leur participation d'une enquête sur l'autre montrent une assez nette progression de leur taille (de 2,59 à 2,872). Les associations gérant des monnaies de petite taille ou mises en sommeil ont donc moins répondu à l'enquête 2023 qu'à l'enquête 2019. La non-réponse des petites ML et des ML en sommeil peut s'expliquer par les difficultés des associations gestionnaires qui auraient moins de disponibilité pour répondre et dont les bénévoles sont plus éprouvés. Il en résulte que les résultats obtenus dans l'enquête 2023 sont relativement biaisés car ils survalorisent des ML de taille importante et sous-valorisent les ML de petite taille et en sommeil.

⁴ On s'appuie ici sur une vue générale des 73 ML obtenue par croisement de multiples sources, allant au-delà de celles de l'enquête 2023. Le raisonnement par « clusters » (c'est-à-dire par regroupement de ML en fonction de leur taille) permet de fournir cette vue générale du fait que, en dépit d'approximations sur le nombre d'utilisateurs particuliers et professionnels ou sur la masse monétaire en circulation, il est possible néanmoins de classer les ML dans ces clusters – au nombre de 7 pour cette enquête 2023.

Tableau 2 – Sources de données sur les monnaies locales en France

	Fourel et Magnen (2015)⁵	Blanc et Lakócai (2020), en lien avec le programme MOLONA	Enquête nationale 2019-20	Enquête nationale 2023
Période concernée par les données	2014	2018	2018 et 2019	2020, 2021 et 2022
Nombre de ML en circulation concernées par les données	N = 14	N = 75	N = 63	N = 53
Nombre estimé de ML en circulation au moment de l'enquête	18 (fin mars 2014)	77 (au cours de l'année 2018)	82 (fin décembre 2019)	73 (fin décembre 2022)
Taux de réponse ou de complétude des données	77,8 %	97,4 %	76,8 %	72,6 %
Nombre de ML en projet concernées par les données	18	0	2	3
Type de données	Quantitatives et qualitatives par réponse à questionnaire de responsables ou délégués associatifs	Quantitatives, par collecte d'informations de multiples sources (sites web et informations des associations, médias, etc.)	Quantitatives et qualitatives par réponse à questionnaire de responsables ou délégués associatifs	Quantitatives et qualitatives par réponse à questionnaire de responsables ou délégués associatifs
Avantages	Enquête systématique, données multidimensionnelles	Enquête systématique et résultats proches de l'exhaustivité sur quelques données quantitatives simples	Enquête systématique, données multidimensionnelles sur de nombreux items	Enquête systématique, données multidimensionnelles sur de nombreux items
Défauts	Récolte sur expériences hétéroclites (pas seulement ML)	Approximations et extrapolations	Des ML anciennes, importantes ou originales sont absentes	Des ML anciennes, importantes ou originales sont absentes

Nota : ce tableau reprend et complète celui de l'enquête 2019-20

⁵ Il s'agit du rapport fourni par Christophe Fourel et Jean-Philippe Magnen à l'issue de la « mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux ». Dans le cadre de cette mission, un questionnaire a obtenu 37 réponses dont 32 « correspondant à des monnaies locales complémentaires « classiques » », et parmi elles 17 étaient en circulation, contre 15 en projet (2015, p. 285). Selon notre examen a posteriori des retours fournis pour cette première enquête, seuls 14 des 32 cas de monnaies locales étaient effectivement en circulation au moment de l'enquête.

Tableau 3 – Caractéristiques des ML répondantes et non-répondantes en circulation d'une enquête sur l'autre

	enquête 2019-20 (données 2019)	enquête 2023 (données 2022)
Cluster moyen, toutes ML en circulation confondues	2,301 (N=73)	2,329 (N=73)
Cluster moyen des ML répondantes	2,411 (N=56)	2,755 (N=53)
Cluster moyen des ML en circulation ayant répondu aux deux enquêtes	2,590 (N=39)	2,872 (N=39)
Cluster moyen des ML en circulation n'ayant répondu à aucune des deux enquêtes	1,700 (N=11)	1,125 (N=11)
Cluster moyen des ML encore en circulation en 2022 mais ayant répondu à la seule enquête 2019-20	2,000 (N=12)	1,250 (N=12)
Cluster moyen des ML en circulation ayant répondu à la seule enquête 2023	2,286 (N=12)	2,429 (N=12)

Nota : Ici les résultats de l'enquête 2019-20 sont revisités par le choix de se concentrer sur les ML et non plus sur les associations, comme expliqué en section 1.2. Autre point, les ML en projet en 2019 mais en circulation en 2022 ne sont pas pris en compte. La mesure de la taille des ML (par « clusters ») est expliquée en section 2.5

Tableau 4 – Répondants et non-répondants à l'enquête 2023

	Inexistence lors de l'enquête 2019-20, en circulation lors de l'enquête 2023	En projet * lors de l'enquête 2019-20, en circulation lors de l'enquête 2023	En circulation 2019-20 et 2023	En circulation 2019-20, ne circulent plus 2023	En projet * 2023	Total
Réponse aux deux enquêtes	/	2	39	/	/	41
Réponse en 2019-20, pas en 2023	/	/	12 **	5	/	17
Réponse en 2023, pas en 2019-20	5	/	7	/	3	15
Aucune réponse	1	/	7	3	/	11
Total	6	2	65	8	3	84

Nota : Données sur la base des ML et non pas des associations, comme expliqué en section 1.2.

* Attention, ce tableau n'inclut des ML en projet qu'à partir du moment où elles ont été répondantes à l'une, l'autre, ou les deux enquêtes. Au contraire, toutes les ML considérées comme en circulation en 2019 et/ou en 2022 sont incluses dans le tableau.

** Lecture : 12 ML ont répondu à l'enquête 2019-20 mais pas à celle 2023, tout en étant en circulation lors des périodes étudiées par ces deux enquêtes

2. Données agrégées sur l'ensemble des monnaies locales

Dans cette section, nous présentons des données synthétiques concernant l'ensemble des monnaies locales identifiées, au-delà des seules ML ayant répondu à l'enquête. Cela permet d'avoir une première approche globale du nombre de ML et de leur évolution depuis 2014 (section 2.1). En complétant les données fournies par l'enquête, on obtient des données agrégées sur la masse monétaire et le nombre d'utilisateurs particuliers et professionnels (sections 2.2 et 2.3). Il est alors possible d'identifier les écarts entre ML, notamment en regroupant les ML en fonction de leur taille dans des « clusters » (sections 2.4 et 2.5). Ces premiers éléments généraux sont utiles pour l'analyse des réponses à cette enquête, dans les sections suivantes.

Résumé

On adopte ici un regard global sur les ML en circulation en France. Le nombre de ML a atteint un plateau depuis 2019 et il y en a 73 en circulation fin 2022. Parmi elles, un nombre croissant est mis en veille sans toutefois être fermées. En les excluant du décompte, on constate un plateau de 63-64 ML depuis 2020. On observe par ailleurs un processus de fédération d'associations autour d'une ML commune ainsi que des fusions, donnant lieu à des territoires de circulation plus étendus.

L'ampleur globale des ML continue de s'accroître significativement. En 2022, la masse monétaire à l'échelle nationale dépasse 7,3 millions d'euros. On estime à 36 756 le nombre de particuliers et 10 123 le nombre de professionnels adhérents dans toute la France. La concentration déjà observée se confirme, une ML se détachant fortement des autres. Elle est cependant surtout importante pour la masse monétaire, car la plus grande ML représente désormais près de 50 % de la masse totale de ML en circulation. Cette grande ML n'a pas d'équivalent ailleurs en Europe.

La ML médiane dispose d'une masse monétaire en circulation de 26 853 euros, de 204 usagers particuliers et 94 usagers professionnels.

On regroupe les ML par clusters de taille. On observe désormais 7 groupes contre 5 auparavant, deux clusters ayant émergé aux extrémités : un cluster de ML mises en veille, et un cluster ouvert par l'accroissement de taille de la plus grande des ML. En dépit de l'ouverture d'un cluster de ML mises en veille, la distribution des ML par cluster évolue à la hausse : les ML connaissent une élévation générale de leur taille.

2.1. Une stabilisation du nombre de monnaies locales depuis 2019

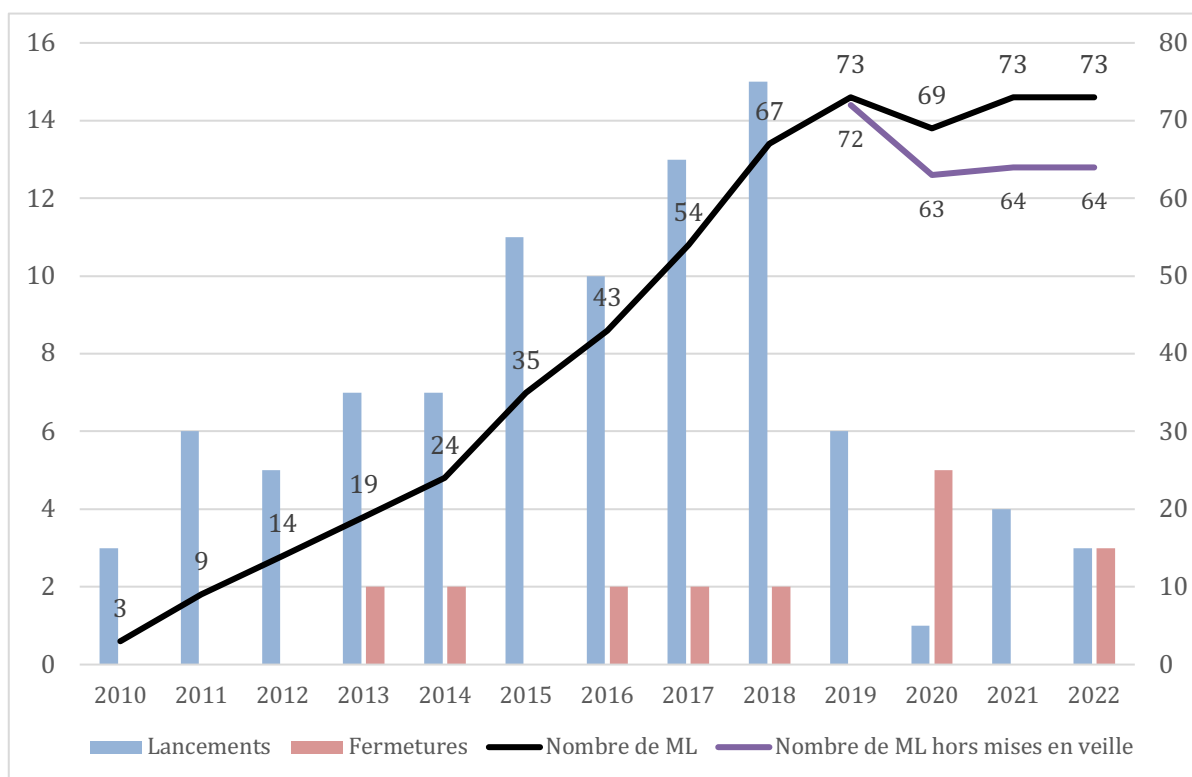
Comme indiqué dans la section 1.2 de ce rapport, le recensement qui est réalisé ici concerne des monnaies, non des associations. Il conduit à réviser à la baisse le nombre de ML identifiées lors du rapport précédent, du fait du développement de logiques fédératives d'essaimage d'une même monnaie sur des territoires voisins, gérées par différentes associations. C'est ainsi le cas de la roue (7 associations, à partir de 2011), de la gabare (3 associations, à partir de 2016) et de l'agnel (2 associations, à partir de 2015).

On observe également des fusions de monnaies et d'associations, ce qui réduit le nombre de monnaies différentes en circulation tout en élargissant leur territoire de circulation. Cela a pu concerner la luciole (absorbant la bogue en 2013), le moneko (résultat de la fusion du retz'l et de la soNantes en 2020) et la gemme (fusion de l'ostrea et de la MIEL en 2022).

Selon cette nouvelle base centrée sur les monnaies, on compte 73 ML effectivement en circulation à la fin 2022 (Figure 1). Ce nombre a atteint un plateau depuis 2019, comme on l'avait observé lors de l'enquête 2019-20, après une progression très importante durant toute la décennie 2010. Si la pandémie a visiblement mis un coup d'arrêt à cette croissance en 2020, il s'avère que cette rupture de tendance a démarré dès 2019. En parallèle, le nombre de fermetures a augmenté à partir de 2020. Il faut ajouter à cela le constat d'un nombre croissant de ML considérées comme mises en veille, où l'hypothèse de la fermeture se pose sans qu'elle ait été actée. De ce point de vue, le nombre de ML en circulation non mises en veille est stabilisé autour de 63-64 depuis 2020 après un sommet atteint en 2019, et l'on peut sans doute pointer ici l'effet de désorganisation engendré par la crise sanitaire. Au total, 93 ML ont été lancées entre le début 2010 et la fin 2022 et 20 d'entre elles ont fermé, dont 5 pour raison de fusion.

La France reste l'un des deux pays au monde les plus concernés par les monnaies alternatives de ce type, avec le Brésil où il existe plus d'une centaine de banques communautaires de développement dont une de leurs activités potentielles consiste à mettre en circulation une ML⁶.

Figure 1 - Nombre de monnaies locales en circulation en France, 2010-22



Nota : Échelle de gauche : lancements et fermetures. Échelle de droite : nombre total de ML en fin d'année. Ne sont pas prises en compte dans ce graphique les expériences de monnaie SOL initiées avant 2010, étant donné qu'elles ne relevaient pas du même fonctionnement que les monnaies locales dont ce rapport fait état. La courbe des ML hors mises en veille est tracée à partir de 2019, faute d'informations systématiques sur les cas de mises en veille avant 2019.

⁶ Une enquête analogue est en cours de réalisation au Brésil, sous la direction d'Ariadne Scalfoni Rigo (Universidade federal da Bahia). Une journée d'études organisée à Lyon le 3 octobre 2023 a eu notamment pour but de comparer les premiers résultats de ces deux enquêtes. Voir <https://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article11824>

2.2. Sources des données agrégées

Le questionnaire de l'enquête 2023 comprenait des questions quantitatives plus nombreuses et complètes que l'enquête 2019-20. Cela a permis de compléter les données collectées mais également de construire une vue longitudinale de l'évolution quantitative des ML sur la période 2018-22, soit cinq ans, autour des principales données que sont le nombre d'utilisateurs particuliers et professionnels et la masse monétaire en circulation.

Comme toutes les associations de ML en circulation n'ont pas répondu, les données collectées ont été complétées par des informations obtenues sur les sites internet des associations au sein des compte-rendu d'assemblée générale ou des infolettres et par la presse ou d'autres sources, en gardant bien à l'esprit le caractère flou et parfois trompeur de ce qui peut être diffusé dans des articles de presse, blogs etc. Il a ainsi fallu redresser certaines données, mais surtout les compléter par imputation. Pour cela, nous avons utilisé la moyenne, par cluster, des ratios entre masse monétaire, utilisateurs particuliers et professionnels, pour obtenir une estimation d'une ou deux de ces données pour une monnaie dont on ne disposait pas de l'ensemble de ces trois éléments. Cette opération a été réalisée pour les cinq années 2018 à 2022 et cela implique bien entendu d'importantes approximations. Il est néanmoins possible de fournir une image de l'évolution quantitative des monnaies locales sur cinq ans sur cette base. Soulignons enfin que les données de l'enquête 2018, fournies en mettant la focale sur les associations gestionnaires, ont été recalculées pour les mettre sur la même base que celles de l'enquête 2022, dont on a indiqué précédemment qu'elle a été construite sur les monnaies et non les associations⁷.

2.3. La taille des ML continue de s'accroître

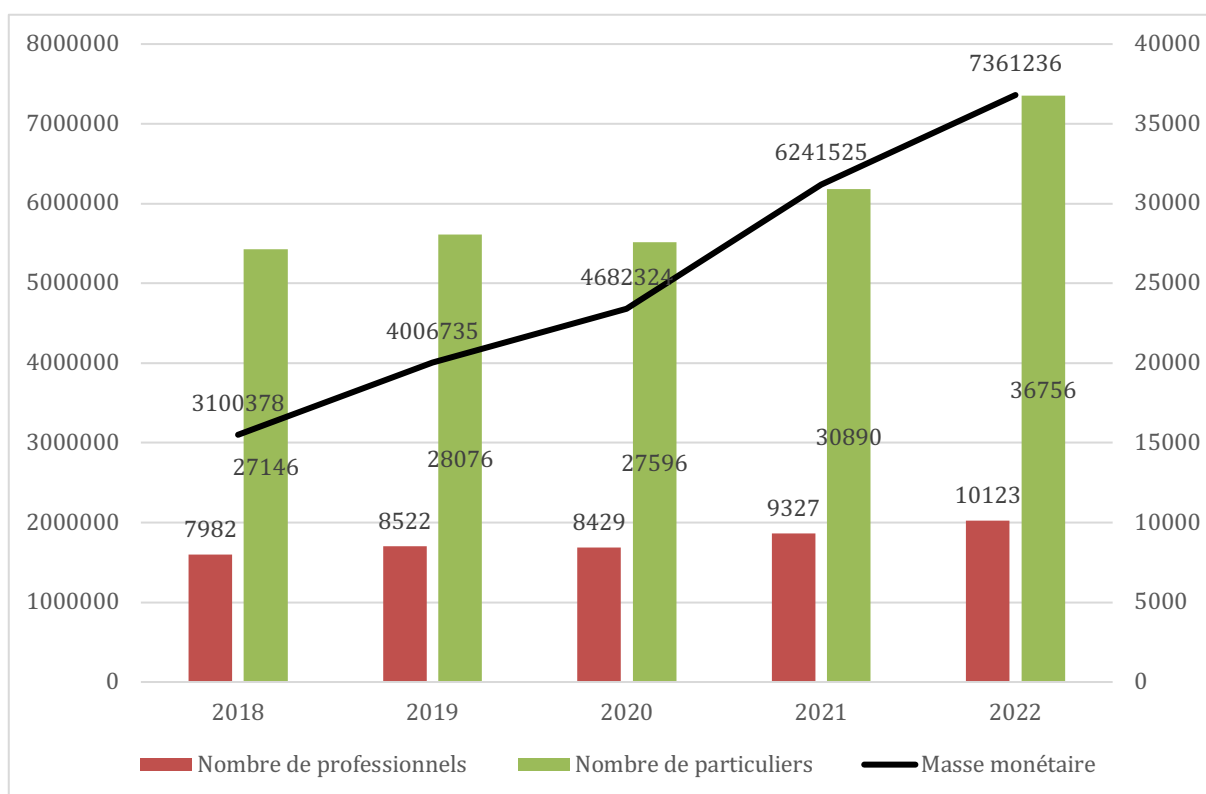
Si l'on adopte une vue globale de l'activité des ML, on observe qu'elles ont connu depuis 2018 un accroissement significatif de leur taille exprimée en masse de monnaie en circulation, de nombre d'utilisateurs particuliers et de nombre de professionnels. En 2022, la masse de monnaie en circulation dépasse les 7 millions d'euros, soit 137,4 % de plus que quatre ans auparavant, ce qui correspond à une hausse annuelle de 24,1 % (Figure 2 et Tableau 5). C'est d'autant plus remarquable que, dans l'intervalle, le nombre de monnaies locales n'a augmenté que de 8,9 %. Le nombre d'utilisateurs augmente également, mais dans des proportions beaucoup plus limitées qui correspondent à un rythme annuel de 7,9 % pour les particuliers et de 6,1 % pour les professionnels. Les ML ont ainsi éprouvé beaucoup plus de facilités à augmenter la masse monétaire que le nombre d'utilisateurs.

On peut noter par ailleurs que 81,6 % des ML ayant répondu à l'enquête fournissent des décomptes d'adhérents sur la base des adhésions à jour de cotisation, mais que 12,2 % (soit 6 ML) comptabilisent des adhérents cumulés, quand 6,1 % (soit 3 ML) ne comptabilisent pas leurs adhérents.

De même, la forte concentration déjà relevée dans l'enquête 2019-20, et la tendance à son accroissement, se confirment dans cette enquête. La ML la plus étendue de France couvre en effet en 2022 désormais 49,9 % de la masse monétaire totale des ML en France, contre 35,4 % quatre ans plus tôt. La part de cette très grande ML s'accroît également, mais de manière bien moins marquante, en matière d'utilisateurs particuliers (désormais 12,4 %) et de professionnels (13 %).

⁷ Le problème ne s'est pas posé pour les données 2014, car les monnaies coïncidaient avec les associations : chaque monnaie était émise par une association différente.

Figure 2 - Données agrégées sur les monnaies locales en France, 2018 à 2022



Nota : Échelle de gauche : masse monétaire, en euros. Échelle de droite : nombre total de particuliers et de professionnels.

A ce niveau de polarisation, il est utile d'examiner les ML sans prendre en compte cette très grande ML. Si on l'exclut des calculs, il apparaît que la masse monétaire en ML a augmenté de 84,3 % sur quatre ans, ce qui est un accroissement important mais très inférieur à celui de l'ensemble des ML. Quant aux usagers, particuliers et professionnels, le taux d'accroissement en quatre ans n'est pas beaucoup affecté par l'exclusion de la plus grande ML. Le tout donne à voir une dynamique solide des ML de France mais qui est tirée par la plus grande d'entre elles ; si elle est exclue du raisonnement, les dynamiques restent solides mais sont moindres.

Tableau 5 – Evolution des données principales des ML en France, 2018-22

Evolution	Variation 2018-2022	Variation en rythme annuel 2018-2022	Part de la plus grande ML dans le total en 2018	Part de la plus grande ML dans le total en 2022	Variation sur 2018-22, hors ML la plus grande
Masse monétaire	+137,4 %	+24,1 %	35,4 %	49,9 %	+84,3 %
Nombre de particuliers	+35,4 %	+7,9 %	9,0 %	12,4 %	+30,3 %
Nombre de professionnels	+26,8 %	+6,1 %	10,3 %	13,0 %	+22,9 %

Nota : les données présentées ici concernent la totalité des ML en circulation, sauf lorsqu'est isolée la plus grande d'entre elles

Enfin, la hausse rapide de la masse monétaire doit être interprétée au travers du développement du numérique, comme on le verra en section 5.3. : celui-ci en explique une grande partie.

2.4. Les écarts entre monnaies locales s'accroissent

Les principaux indicateurs quantitatifs des monnaies locales ont significativement évolué entre 2014, 2018 et 2022 (Tableau 6). La moyenne reste peu pertinente car perturbée par la plus grande des ML de France. Il est donc préférable d'identifier ces écarts et la médiane de la distribution, en excluant les ML mises en sommeil. De ce point de vue, la ML médiane dispose d'une masse monétaire en circulation de 26 853 euros, de 204 usagers particuliers et 94 usagers professionnels.

Tableau 6 – Indicateurs simples sur les monnaies locales, comparaison entre 2014, 2018 et 2022

	Minimum	Médiane	Moyenne	Maximum
Masse monétaire				
Données 2014 (14 ML)	1 600	11 525	26 139	245 000
Données 2018 sur nouvelle base (67 ML)	2 000	17 889	46 274	1 097 280
Données 2022 (73 ML)	2 550	26 853	100 839	3 670 000
Variation 2018/2014		+55,2 %	+77,0 %	
Variation 2022/2018		+50,1 %	+ 117,9 %	
Nombre d'usagers particuliers				
Données 2014 (14ML)	20	150	414	2700
Données 2018 sur nouvelle base (67 ML)	30	233	405	2447
Données 2022 (73 ML)	22	204	504	4571
Variation 2018/2014		+55,3 %	-2,2 %	
Variation 2022/2018		-12,4 %	+24,4 %	
Nombre de prestataires professionnels				
Données 2014 (14 ML)	5	55	86	500
Données 2018 sur nouvelle base (67 ML)	11	78	119	821
Données 2022 (73 ML)	5	94	139	1321
Variation 2018/2014		+41,8 %	+38,4 %	
Variation 2022/2018		+20,5 %	+16,8 %	
Ratio masse monétaire / particuliers et professionnels				
Données 2014 (14 ML)	64,0	56,2	52,3	76,6
Données 2018 sur nouvelle base (67 ML)	14,4	50,4	67,9	335,8
Données 2022 (73 ML)	14,4	72,6	114,3	777,4
Variation 2018/2014		-10,3 %	+29,8 %	
Variation 2022/2018		+44,0 %	+68,3 %	

Nota : les données 2014 proviennent de Fourel et Magnen (2015) et portent sur 14 des 18 ML alors en circulation. Les données 2018 proviennent de l'enquête 2019-20 mais ont été recalculées pour cette enquête 2023. Les données 2022 ont été élaborées avec et à l'occasion de cette enquête. Ces données portent sur les monnaies effectivement en circulation et excluent celles qui ont été mises en sommeil par des associations qui continuent d'exister. Le changement de structure de l'ensemble des ML ici considéré n'est pas pris en compte (on ne suit pas en 2018 puis 2022 l'évolution des seules 14 ML présentes en 2014)

La masse monétaire médiane a connu une croissance presque aussi importante de 2018 à 2022 que sur la période précédente, soit 50 à 55 %. En revanche, on note une inflexion dans l'évolution du nombre de particulier et du nombre de professionnels sur la période 2018-22 par rapport à la période 2014-18. C'est ainsi que le nombre médian de particuliers a baissé de 12,4 %, après avoir grimpé de 55,3 %. L'inflexion est moins marquée pour les professionnels, dont le nombre a crû de 20,5 % après avoir augmenté de 41,8 %. Autrement dit, les ML ont fortement accru leur masse monétaire mais le nombre d'utilisateurs n'a pas suivi, au point que le nombre de particuliers connaît un décrochage significatif. Ce résultat contrasté est très important car il indique à la fois une plus grande facilité à émettre de la monnaie et une plus grande difficulté à maintenir l'intérêt des usagers particuliers comme le démontrait déjà l'enquête précédente. De nombreux indices conduisent à faire l'hypothèse que la montée des formats numériques participerait à la forte hausse de la masse monétaire. Il en résulte une hausse significative de la masse monétaire par usager (particuliers et professionnels confondus), ce ratio médian ayant crû de 44 % sur la période 2018-22, contre une baisse de 10,3 % sur la période 2014-18.

Comme on l'a vu, les écarts entre ML, déjà importants, se sont significativement accrus : la plus grande ML a une masse monétaire en circulation désormais 1439 fois plus élevée que la plus petite, et couvre désormais 49,9 % de la masse monétaires cumulée toutes ML confondues (Tableau 5).

2.5. Le regroupement des ML selon la taille : les clusters

Nous reprenons ici l'indicateur synthétique de taille calculé lors de l'enquête 2019-20. Il permet de représenter la distribution générale des ML. Il est calculé de la façon suivante :

$$S_i = M_i \times (P_i + U_i)$$

Avec S l'indicateur synthétique, M la masse de monnaie locale en circulation, P le nombre de prestataires utilisateurs et U le nombre de particuliers utilisateurs. Les comptoirs de change ne sont pas ajoutés dans cet indicateur, car ils sont déjà comptés dans les prestataires.

L'indicateur synthétique de taille S fournit des données que l'on peut classer en groupes ou « clusters » définis par une puissance 10 (Tableau 7). Par rapport à l'enquête 2019-20, on identifie désormais un « cluster 0 » correspondant à des ML ayant suspendu leur circulation sans avoir toutefois renoncé à l'activité. Ce sont des ML mises en sommeil, en attendant un nouvel élan via leur reprise par un nouveau collectif militant ayant dégagé un projet de relance avec de nouvelles ressources budgétaires. On constate l'apparition de ce cluster 0 en 2019 et son importance grandissante, puisque fin 2022 il concernait 9 ML. Il n'y a aucune certitude que ces ML en sommeil soient effectivement relancées.

La distribution des ML évolue également par la réduction des très petites ML, celles du cluster 1, mais également des petites ML du cluster 2 : on passe de 42 ML à 28 ML dans les clusters 1 et 2 (Figure 3). L'atrophie de ces deux groupes de ML s'explique par l'arrêt ou la mise en sommeil de 14 d'entre elles, tandis que 10 ML en sortent par le haut et atteignent le cluster 3.

De son côté, le cluster 3 passe de 18 à 26 ML. Ce groupe est devenu le plus important de tous en 2022, supplantant le cluster 2. Douze des 26 ML incluses dans le cluster 3 en 2022 étaient déjà dans ce groupe en 2018. Dix autres proviennent du cluster 2, et 4 ont été lancées dans l'intervalle.

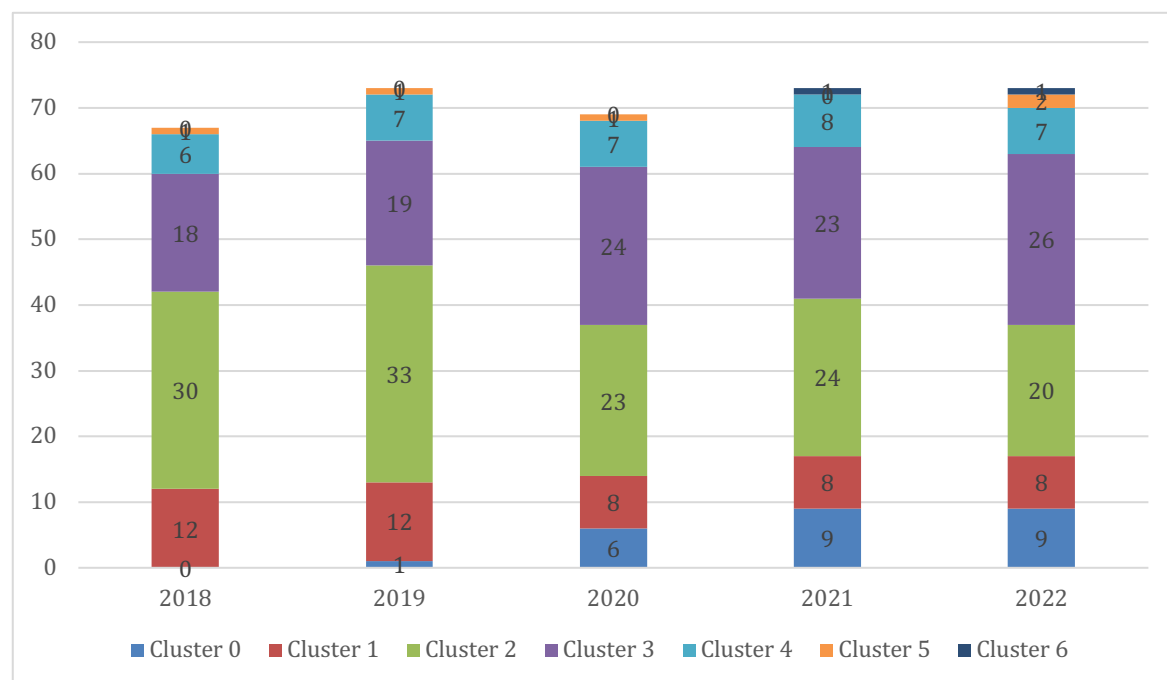
Tableau 7 – Les groupes de ML en fonction de l'indicateur synthétique de taille S (année 2022)

Cluster	Indicateur synthétique de taille S	Nombre de cas	Equivalents en Europe et Amérique du Nord (pays, année des données)
Cluster 0 – ML en sommeil	$S_i = 0$	9	
Cluster 1 – ML à circulation confidentielle	$S_i < 10^6$	8	
Cluster 2 – ML de petite taille	$10^6 \leq S_i < 10^7$	20	Totnes Pound (Royaume-Uni, 2008)
Cluster 3 – ML de taille moyenne	$10^7 \leq S_i < 10^8$	26	Ithaca HOUR* (Etats-Unis, 1998), Epi lorrain (Belgique, 2015), BerkShares (États-Unis, 2017)
Cluster 4 – ML de taille importante	$10^8 \leq S_i < 10^9$	7	Brixton Pound (Royaume-Uni, 2016), Grama (Espagne, 2018)
Cluster 5 – ML de grande taille	$10^9 \leq S_i < 10^{10}$	2	Chiemgauer (Allemagne, 2017), Bristol Pound (Royaume-Uni, 2017)
Cluster 6 – ML de très grande taille	$10^{10} \leq S_i < 10^{11}$	1	

Nota : Les équivalents mentionnés le sont à titre d'exemple et ne relèvent pas d'un regard systématique. L'Ithaca HOUR est présenté ici par souci de comparaison d'un dispositif historique mais n'est pas de même nature que les ML étudiées.

On verra ailleurs qu'il existe un saut qualitatif important lorsqu'on passe du cluster 3 au cluster 4. Or, sur les 7 ML du cluster 4 en 2022, 3 étaient déjà dans ce groupe en 2018. Deux autres sont montées du cluster 3, et les deux dernières ont été lancées dans l'intervalle.

Figure 3 – Nombre de ML par clusters de taille, 2018-22



L'accès aux clusters de taille supérieure (cluster 4 et au-delà) est donc assez limitée. Surtout, chose remarquable, on ne trouve pas, sur cette période 2018-22, de ML qui saute plus d'un cluster. Autrement dit, ce qu'enseigne l'histoire courte des ML en France est que rares sont les ML qui accèdent à une taille élevée en partant de bas et en franchissant lentement toutes les étapes. Jusqu'ici, il semble nécessaire pour accéder à une taille supérieure, de franchir assez vite certains obstacles permettant d'obtenir cette taille.

Enfin, il semble que plus les ML ont une taille importante, plus la masse monétaire par usager est élevée : elle dépasse 700 euros par adhérent dans le cluster 6, alors que du cluster 1 au cluster 4 elle ne dépasse que rarement les 100 euros (Figure 4). Concernant le rapport entre le nombre de particuliers et de professionnels, il est difficile d'avoir des conclusions claires (Figure 5). On remarque en effet que ce ratio est généralement entre 2 et 3, mais que les ML du cluster 4 connaissent de manière persistante un ratio autour de 5 particuliers par professionnel. Ce n'est pas confirmé dans les clusters de niveau plus élevés, l'exception du cluster 5 en 2022 étant liée à une politique municipale active.

Figure 4 – Masse monétaire par usager (particuliers et professionnels confondus)

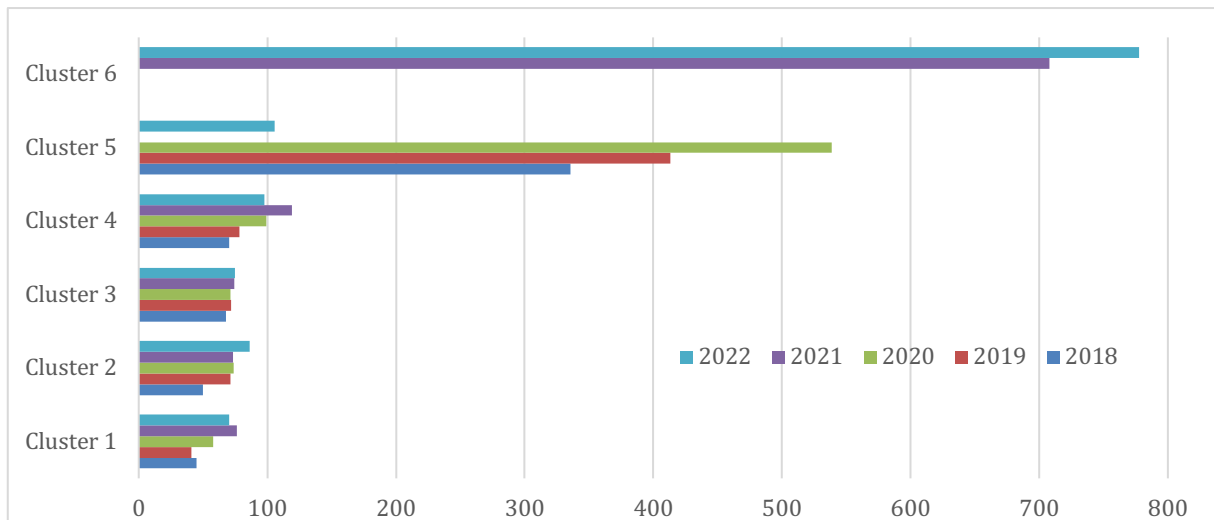
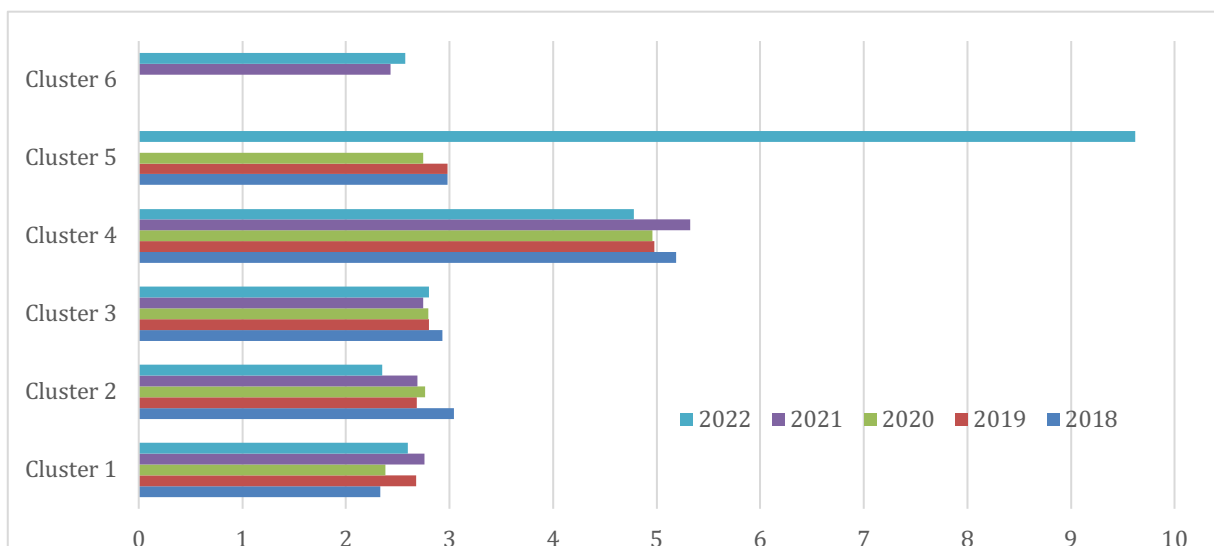


Figure 5 – Nombre de particuliers par professionnels adhérents



3. Les associations porteuses de monnaies locales

On s'intéresse ici aux caractéristiques des associations qui portent les projets de ML et gèrent leur circulation. On examine le statut de la structure porteuse (section 3.1), le temps de maturation des projets (section 3.2) puis les objectifs à l'origine des projets de ML (section 3.3). Le fonctionnement des associations est étudié ainsi que leurs interrelations : on examine l'organisation de la gouvernance et des prises de décisions dans l'association porteuse (section 3.4) puis l'appartenance de ces associations à des réseaux nationaux et régionaux (section 3.5), et enfin le recours à des outils de collaboration inter-monnaies locales (section 3.6).

Résumé

Les ML sont principalement créées à partir de collectifs informels qui se structurent en associations ou à partir d'associations préexistantes, indépendamment des collectivités locales. Si le statut associatif est actuellement le seul utilisé, certaines réflexions ont lieu pour évoluer vers un statut coopératif (SCOP ou SCIC). 18% des ML ont par ailleurs opté pour des formes associatives complexes, soit un réseau d'associations fédéré autour d'une même monnaie, soit une association essaimant des groupes locaux autonomes.

Il faut 38 mois en moyenne entre la première formulation de l'idée d'une ML et sa mise en circulation, mais les temps de maturation varient fortement.

On identifie deux mobiles prioritaires motivant leur création : un mobile économique territorial d'un côté et un mobile citoyen, participatif et démocratique de l'autre. Les enjeux écologiques apparaissent importants mais moins prioritaires ou subordonnés aux deux précédents. Les noms des monnaies évoquent généralement la dimension territoriale du projet.

L'importance de la question démocratique se retrouve dans la gouvernance des associations, qui va au-delà du seul principe une personne, une voix. Les méthodes de consentement et de consensus dominent largement le vote dans les conseils d'administration et les bureaux, et restent plus importants que le vote dans les assemblées générales. La grande majorité des membres des CA est composée d'usagers particuliers et professionnels. Les collectivités sont représentées dans un peu moins d'un quart des ML répondantes. Les salariés le sont dans un peu plus du quart.

La recherche de participation du plus grand nombre est affirmée par un peu moins d'un tiers des répondants. Elle se traduit par beaucoup de tâtonnements.

L'usage des chartes de valeurs est systématique.

Plus de 90 % des ML se déclarent membres de réseaux nationaux : aux alentours des deux tiers se déclarent membres du Mouvement SOL et une proportion légèrement moindre du Réseau MLCC sans dépôt de marque. Le Réseau MLCC ® regrouperait 18,2 % des ML répondantes.

On constate également un processus de régionalisation, avec le développement de collectifs régionaux qui concernent 43,6 % des répondants, et des liens très répandus entre ML.

On observe un désir de mise en réseau, de collaboration et d'entraide des ML. La collaboration inter-ML voire les mutualisations sont ainsi en progression, notamment

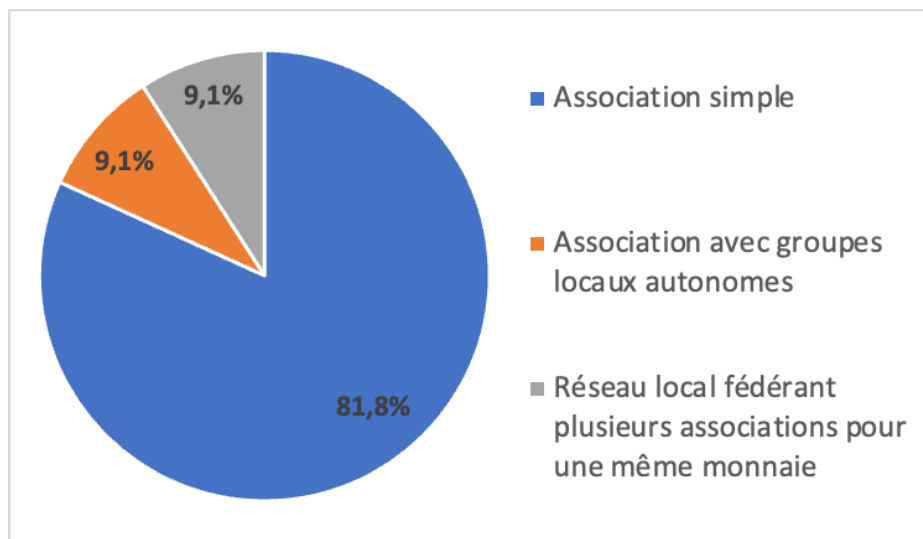
autour de Lokavaluto et de Kohinos mais également du fonds Solidarité et un Développement Humain (FSDH). La mutualisation d'outils de gestion, pourtant, n'est pas encore très poussée.

3.1. Structuration associative

La moitié des 56 monnaies répondantes sont apparues à l'initiative d'un collectif informel qui a créé la structure de gestion monétaire actuelle. 26,8 % d'entre elles sont directement issues de la structure actuelle. Pour 12,5 % des monnaies répondantes le projet de monnaie locale a été d'abord porté par une structure antérieure. Seules deux ML ont été initiées par une collectivité ou une organisation publique ou parapublique locale, c'est deux de moins que dans l'enquête de 2019, avec une seule en commun. 5 ML répondantes ont une origine différente, dont deux qui sont issues de la fusion de deux ML antérieures.

Le statut associatif reste le seul utilisé par les ML répondantes (Figure 6). La grande majorité d'entre elles ont opté pour une structure simple, mais dix monnaies ont opté pour des formes plus complexes. Ainsi, pour cinq monnaies l'association principale se divise en plusieurs groupes locaux autonomes. Cinq monnaies se structurent sous la forme d'un réseau de plusieurs associations partageant une même monnaie. Ces chiffres sont difficilement comparables à ceux de 2019 car les associations avaient répondu individuellement à l'enquête, alors que cette année les réponses ont été réalisées par monnaie, les associations des réseaux fournissant une réponse commune.

Figure 6 – Statut de la structure actuelle gérant la monnaie locale



N=55

Par ailleurs, plusieurs monnaies envisagent une évolution de leurs statuts. L'une d'entre elles souhaite faire évoluer leur réseau d'association vers une association unique avec groupes locaux. Quatre monnaies envisagent également d'adopter une forme coopérative Société coopérative et participative (SCOP) ou Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC).

3.2. Temps de maturation des projets

Il existe un délai de 38 mois en moyenne entre le moment où les acteurs à l'origine de la ML en ont formulé l'idée une première fois et la mise en circulation effective de la monnaie. Ces délais s'échelonnent de 5 mois à 8 ans selon la monnaie.

Ce temps de maturation est supérieur de 10 mois à celui observé en 2019, principalement du fait d'un changement de formulation dans la question, puisqu'en 2019 nous demandions le mois de lancement du projet et non la date de l'émergence de l'idée. Cependant, on peut également noter un effet de génération lié à la covid, les cinq monnaies circulant depuis 1 an à 3 ans ayant un temps de maturation moyen 1,8 fois supérieur à la moyenne. Ce temps de maturation plus important peut également être dû au lancement simultané du format numérique, majoritaire pour les monnaies récentes, et qui peut demander davantage de temps de préparation.

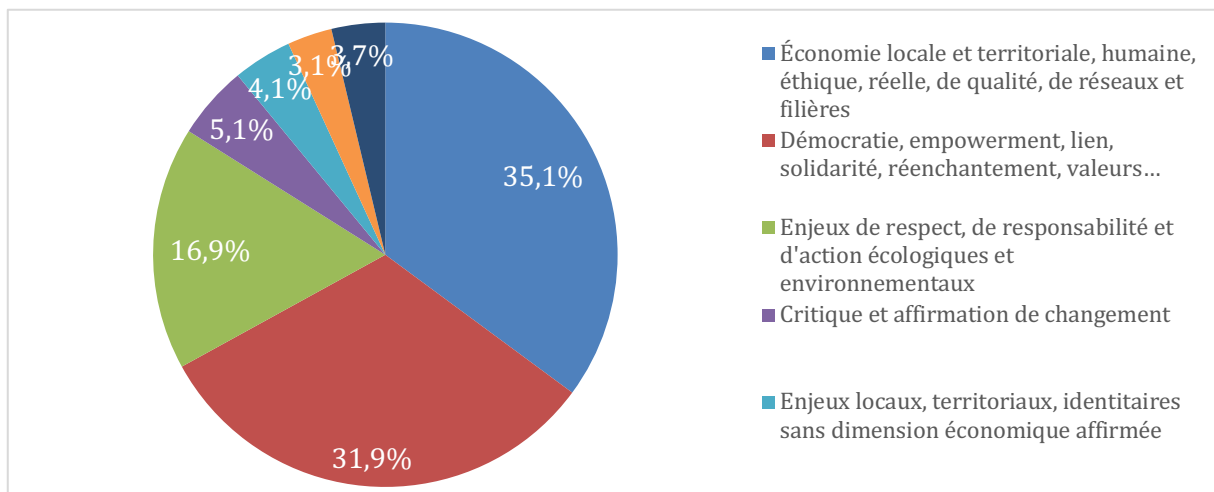
Un quart des ML (15) ont par ailleurs réalisé une phase de test avant la mise en circulation effective de la monnaie.

3.3. Objectifs à l'origine des projets de monnaies locales

L'enquête 2019-20 contenait une question cherchant à identifier les « objectifs » à l'origine des projets. Elle proposait une liste de combinaisons de mots-clés dont trois pouvaient être choisis par les répondants, sans hiérarchisation, Quoi qu'intéressants, les résultats obtenus étaient insatisfaisants notamment du fait du chevauchement de certaines combinaisons (les questions écologiques, ou les enjeux territoriaux, relevant par exemple de plusieurs combinaisons). Il a été préféré, pour l'enquête 2023, de demander jusqu'à 5 mots-clés hiérarchisés sans liste préétablie. Les résultats ne peuvent donc être comparés précisément à ceux de l'enquête 2019-20, même s'ils vont dans le même sens.

En affectant à chaque mot-clé une pondération en fonction de son classement dans la hiérarchie, et en regroupant les mots-clés par thématique, on obtient les résultats présentés dans la Figure 7, où chaque thème est hiérarchisé par un indice synthétique.

Figure 7 – Objectifs à l'origine de la création de la ML



Nota : 48 répondants ayant donné 214 mots-clés. On indique ici la part des mots-clés de chaque groupe dans le total, à partir d'un indice synthétique construit en tenant compte du rang de citation des termes

Cela permet de dégager deux principaux mobiles de création de monnaies locales.

Le premier est un mobile économique territorial, où l'économie locale, construite par réseaux, filières, proximité économique etc. prend le sens d'une économie humaine, éthique, mais aussi réelle et de qualité.

Ce premier mobile, lié à l'ancrage territorial, se reflète dans les noms choisis par les ML. Ainsi, 59 % des ML répondantes ont choisi un nom faisant référence à une caractéristique de leur territoire, qu'elle soit historique, géographique ou culturelle. Parmi elles, 15 % ont utilisé un mot de patois et, en tout, 28,5 % ont utilisé un mot du patois ou de la langue locale pour nommer leurs monnaies. En incluant cette dimension linguistique, 78,5 % des ML ont utilisé une référence locale pour nommer leur monnaie. La dimension territoriale du projet se reflète ainsi fortement dans les noms donnés. 28,5 % des monnaies se réfèrent par ailleurs à des jeux de mots ou à de l'argot autour du terme monnaie et 12,5 % ont choisi un nom reflétant les valeurs du projet, que ce soit sous forme d'acronyme ou en référence à un enjeu emblématique de leur projet comme la création de lien social ou l'écologie.

Un deuxième mobile, presque aussi important, renvoie à la qualité du lien social et à l'amélioration des capacités de chacun et du groupe, via le déploiement d'actions et de méthodes démocratiques, l'*empowerment*, la solidarité et l'existence, au fond, de liens chauds construisant une vie sociale réenchantée. Loin derrière ces deux mobiles, mais se dégageant tout de même des suivants, se trouve l'enjeu de la reconnaissance et du respect des enjeux écologiques et environnementaux, promouvant la responsabilité individuelle et collective. Ce trio de tête rejoint celui identifié dans l'enquête 2019-20, quoi que le troisième apparaisse ici moins important.

Les autres mobiles sont très secondaires : la critique de l'existant et l'affirmation de la recherche du changement (4e objectif) et la mise en avant d'enjeux locaux, territoriaux ou identitaires sans préoccupation économique (5e) sont loin derrière ; vient enfin l'objectif de réussir le projet lui-même et de l'essaimer (6e) puis d'autres mobiles très marginaux.

Il est intéressant de comparer ces résultats avec les valeurs mises en avant par les deux réseaux historiques de ML en France. Le réseau MLCC (avant sa scission) a produit un Manifeste des MLCC⁸ qui énonce quatre objectifs : « renforcer le lien social à travers nos échanges ; favoriser prioritairement la consommation locale par des circuits courts de proximité et de qualité ; favoriser l'initiative, l'autonomie et la responsabilité entrepreneuriale ; refuser la spéculation ». Ces objectifs s'inscrivent dans « une vision transformatrice pour assurer des transitions vers un mode de vie juste et soutenable ». De fait, si les deux premiers objectifs sont bien présents sous divers termes dans les retours des répondants, « l'initiative, l'autonomie et la responsabilité entrepreneuriales » sont absents – sauf à l'associer à des motifs d'économie sociale et solidaire, ce qui n'est pas explicite dans le texte du Manifeste. Quant au refus de la spéculation, il est certes mentionné mais de façon assez secondaire et il est associé à une critique plus large de la finance.

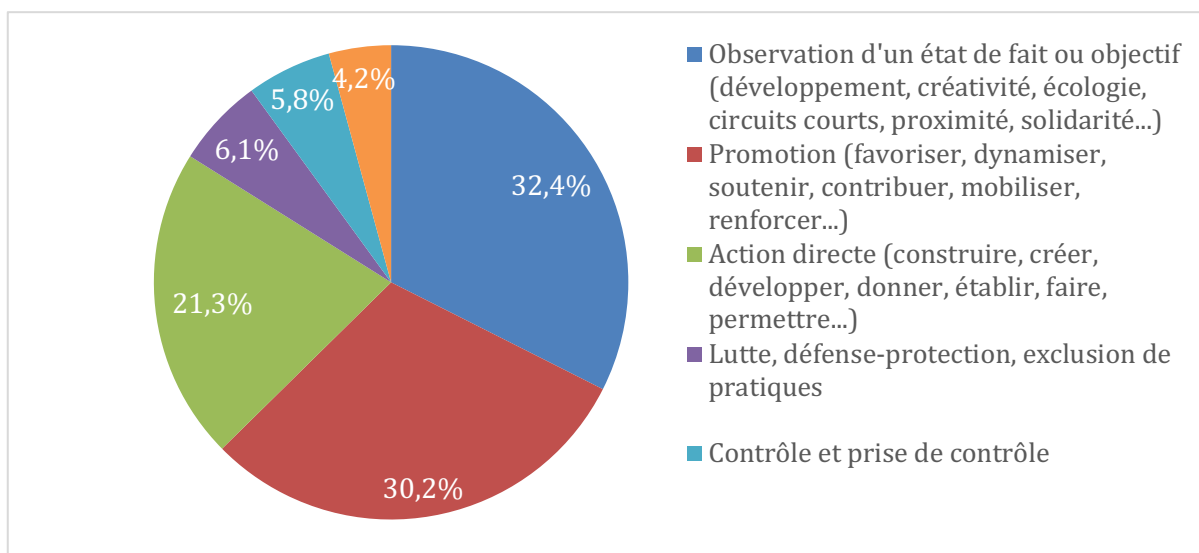
⁸ Le Manifeste « a pour seul objet d'établir clairement les liens qui relient les différentes monnaies locales complémentaires en déclarant les valeurs communes auxquelles elles se rattachent, sans entamer l'individualité de chacune d'elles. ». il a été discuté lors des rencontres nationales bi-annuelles et adopté en mai 2013 à Villeneuve sur Lot. Voir : <http://monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net/adhesion-mlcc/>

De son côté, la charte du Mouvement SOL⁹ se donne pour objectifs « de mettre la monnaie, en définissant clairement et démocratiquement ses fonctions, au service du développement de l'être humain, d'inscrire les initiatives monétaires (monnaies locales complémentaires, monnaies temps,...) développées par les structures adhérentes dans un mouvement de transformation sociétale, de développer toute action contribuant à une réappropriation démocratique de la monnaie par les citoyens, et enfin de mettre en œuvre des systèmes d'échanges coopératifs d'utilité écologique, économique et sociale sur les territoires dans la perspective d'un développement humain soutenable » (Charte du Mouvement SOL). Les items proposés dans cette charte se retrouvent globalement dans l'enquête sous divers termes, mais les questions de réappropriation citoyenne de la monnaie ne sont en définitive pas très importantes pour les répondants.

De même, mais cela vaut aussi pour le Manifeste MLCC, l'objectif de contribuer à une transformation systémique est rarement abordé frontalement par les répondants à l'échelle de leur ML. Il semble donc que les objectifs formulés au niveau des ML par leurs répondants sont davantage liés aux enjeux de leur territoire et de leurs adhérents existants et potentiels que ceux fixés dans les textes des deux grands réseaux lorsqu'ils formulent leurs valeurs.

Ce point est confirmé par la domination sans partage de termes relevant du « local » sur ceux relevant du « global » : lorsque les mots-clés proposés évoquent une échelle (dans 60 % des cas), ils évoquent l'échelle locale dans 88 % des occurrences, contre 12 % pour l'échelle globale.

Figure 8 – Catégories d'action dans les mots-clés décrivant les objectifs des ML



Nota : 48 répondants ayant donné 214 mots-clés

On observe en outre que les réponses sont, pour une grande part, structurées autour de l'observation d'un état de fait ou surtout d'un objectif tel que le bien commun, les circuits courts, la créativité, l'écologie, le développement, la solidarité etc. (32,3 % du total), mais aussi autour de logiques et de verbes d'action positive où il s'agit de

⁹ http://www.sol-reseau.org/uploads/assets/documents/comprendre_documents/CHARTE-MOUVEMENT_SOL.pdf

promouvoir, de contribuer, de dynamiser, de favoriser, de mobiliser, de créer, de renforcer, de faire, d'établir, etc. (51,5 % au total) (Figure 8). Les termes identifiant un repoussoir, c'est-à-dire dénotant une lutte, une volonté de défense ou de protection et l'exclusion de pratiques critiquées, sont très marginaux (6,1 %), et ceux relevant de l'idée de contrôle et de la prise de contrôle (où l'on retrouve l'idée de réappropriation citoyenne de la monnaie) sont également très faibles (5,8 %).

Afin de fixer leurs valeurs et leurs objectifs, les ML françaises tendent à élaborer des chartes assez tôt au démarrage du projet, en amont du lancement. Cette spécificité française est confirmée dans l'enquête 2023. Toutes les 47 ML en circulation ayant répondu à cette question disposent d'au moins une charte : 76,6 % d'entre elles disposent d'une charte commune aux particuliers et aux prestataires, 10,6 % ont établi une charte à l'usage des seuls professionnels et 12,8 % ont établi deux chartes différentes. Les résultats, sans surprise, sont très conformes à ceux obtenus dans l'enquête 2019-20.

3.4. Gouvernance et modes de prises de décision

Comme on vient de le voir, la démocratie apparaît comme un mobile important de mise en œuvre des ML. Cela se traduit dans le fonctionnement même des associations, que cela soit du point de vue des modalités de prise de décision, de l'usage de méthodes participatives ou encore dans la représentation des différents acteurs du territoire dans la gouvernance associative (Tableau 8).

Tableau 8 – Modalités de prise de décision en AG et CA (ou réunion du bureau)

Modes de prise de décision	En assemblée générale	Conseil d'administration (ou réunion du bureau)
Vote majoritaire simple	38,5 %	15,7 %
Consensus	40,4 %	49,0 %
Consentement	44,2 %	52,9 %
Autres	5,8 %	3,9 %

Nota : 52 ML répondantes pour la 2^{ème} colonne et 51 ML répondantes pour la troisième colonne ; plusieurs réponses possibles

L'usage de modes de prise de décision démocratiques allant au-delà du principe une personne, une voix s'incarne dans le cadre des conseils d'administration (CA) et des réunions du bureau. La majorité des ML utilise le consentement (les désaccords éventuels ne sont pas bloquants) (pour 52,9 % des ML répondantes) puis le consensus (tout le monde est en accord) (49 %) et enfin le vote majoritaire simple (15,7 %). On observe cependant que le recours au vote majoritaire simple est plus important dans le cadre des assemblées générales (AG) puisque 38,5 % utilisent le vote majoritaire simple. La plupart des ML mobilisent toutefois le consensus (40,4 % des ML répondantes) ou le consentement (44,2 %). Certaines ML mobilisent 2 voire 3 modalités de prises de décision quelle que soit l'instance de prise de décision.

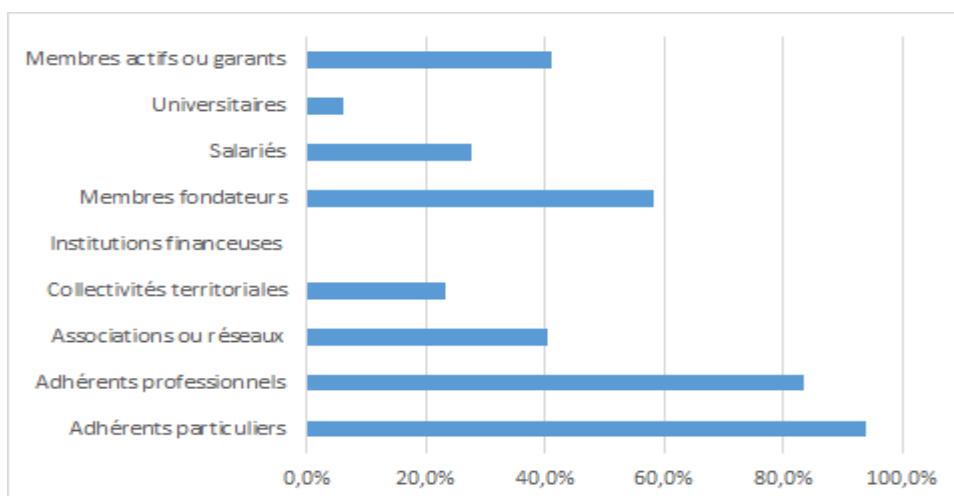
Au-delà des modalités de prise de décision, un enjeu important pour les associations consiste à animer la vie associative par la participation du plus grand nombre aux différentes instances et réunions. Pour cela, 30,8 % seulement des monnaies répondantes (16 ML sur 52 ML répondantes) déploient des méthodes favorisant la participation. Parmi

ces méthodes, les plus fréquemment citées sont : des rôles tournants pour chaque réunion (4 ML), l'usage du consentement (4 ML), une attention particulière dans l'animation des réunions pour permettre à tous de s'exprimer (3 ML), l'usage de la sociocratie (3 ML) ou de l'holocratie (2 ML) ou encore de facilitation (2 ML) ou de tour de table (2 ML). On observe un tâtonnement important autour de cette dimension participative avec la mise en place d'expérimentations, des modifications de formats et le recours à des outils d'animation (brise-glaces, débat mouvant, forum ouvert, rêve du dragon, chapeau ou carton de couleur, cartographie d'écosystème, world café, jeux de rôles, cercle samoan, etc.).

Concernant la composition des organes élus (Figure 9), pour le CA (ou son équivalent la collégiale) la très grande majorité des ML intègre des adhérents particuliers (93,8 % des ML répondantes) et des adhérents professionnels (83,3 %). Au total, 81,3 % des ML répondantes intègrent ainsi ces deux types de membres, qui composent la majorité des membres du CA. Certaines ML donnent une place particulière aux membres fondateurs (58,3 % des ML répondantes) ou aux membres actifs ou garants (40,9 %) en les intégrant dans la gouvernance. Les collectivités restent peu représentées puisque 23,4 % des monnaies (soit 11 ML) intègrent en pratique des collectivités territoriales dans leur gouvernance. Néanmoins, les réponses à cette question oscillent selon la formulation de la question (cf. section 6.4 où seulement 5 ML déclarent que les pouvoirs publics participent à la gouvernance) et un taux de non-réponses plus important en fin de questionnaire. Comparé aux résultats de la précédente enquête, il semblerait toutefois que les collectivités locales sont plus fortement intégrées puisque seulement 4 ML intégraient des collectivités. Quant à d'autres institutions financières, elles sont absentes.

Concernant les salariés, il faut rappeler que dans le cadre associatif ces derniers ne sont pas obligatoirement intégrés dans les CA ou assimilés, puisque la composition du CA relève d'un vote des adhérents en AG. Pourtant, 27,7 % des monnaies (13) les intègrent.

Figure 9 – Qui l'association intègre-t-elle dans sa gouvernance ?



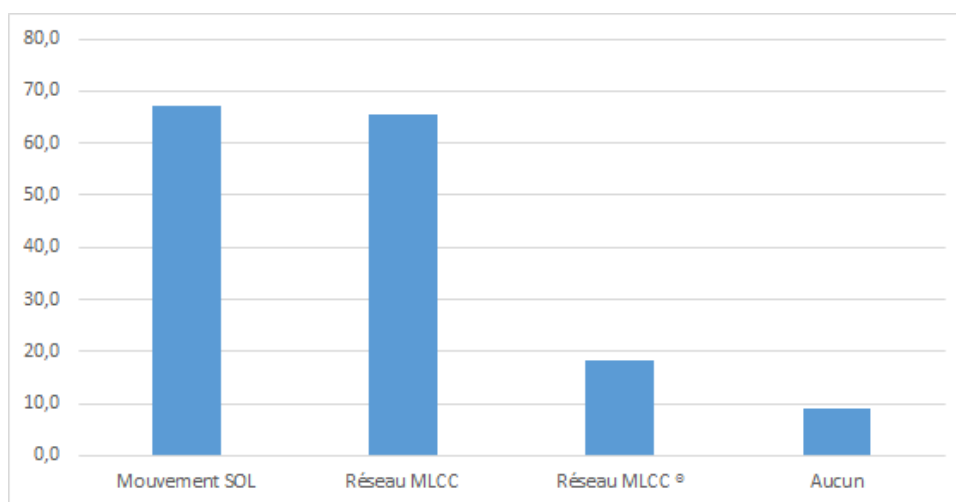
Nota : taux de réponse variable selon les items (de 44 à 48 ML) ; calcul à partir du nombre de ML répondantes

3.5. Appartenance à un réseau

Jusqu'en 2021, la structuration nationale des ML reposait sur deux réseaux, le réseau MLCC et le Mouvement SOL. Lors des 17èmes rencontres du réseau MLCC à Josselin en 2021, un groupe de fondateurs du réseau MLCC a dévoilé qu'une marque MLCC avait été déposée en leurs noms propres auprès de l'INPI en 2020 dans la perspective de fixer des critères d'adhésion précis intégrés dans le Manifeste des MLCC et la charte (ou Roue des valeurs)¹⁰. L'objectif de ce groupe est d'éviter un risque de dénaturation du réseau en contestant le droit de s'appeler MLCC pour les monnaies ne respectant pas ces critères. Les MLCC présentes lors des Rencontres ont décidé de demander une restitution/cession collective de la marque MLCC à l'ensemble des monnaies membres du réseau et, dans l'attente, de conserver l'usage du terme. Compte tenu de l'absence de restitution de la marque, le réseau MLCC a reconstitué des outils de communication et a poursuivi ses activités, créant de la sorte un réseau MLCC parallèle en attendant une résolution des tensions ou une solution *ad hoc*. Ainsi depuis cette annonce, coexistent 3 réseaux : le réseau des MLCC® (marque déposée), le Mouvement SOL et le réseau des MLCC. Ces éléments de contexte illustrent la complexité actuelle de la structuration nationale des ML.

Il ressort de l'enquête que 67,3 % des monnaies répondantes (37) déclarent faire partie du Mouvement SOL et 65,5 % des monnaies (36) du réseau MLCC sans dépôt de marque. 18,2 % des monnaies (10) déclarent faire partie du réseau MLCC® avec dépôt de marque et que 9,1 % des monnaies (5) déclarent ne faire partie d'aucun réseau (Figure 10).

Figure 10 – Adhésion à un réseau national de ML



Nota : 55 monnaies répondantes

Au regard des données collectées précédemment (Blanc et al., 2020), on observe une très forte croissance du nombre d'adhésion au Mouvement SOL (+ 32 ML déclarant leur adhésion à ce réseau) ainsi qu'une croissance de l'adhésion au réseau MLCC (sans marque et avec) (+ 16 ML déclarant leur adhésion à un de ces deux réseaux).

¹⁰ Parmi ces critères, on peut mentionner celui de la mise en oeuvre (ou d'un engagement de mise en oeuvre) d'une monnaie fondante et d'une taxe à la reconversion (de ML en euros).

Les adhésions croisées tendent également à se développer, car 26 monnaies disent appartenir à la fois au Mouvement SOL et au mouvement MLCC sans dépôt de marque (soit 72,2 % des monnaies membre du réseau MLCC et 70,3 % des monnaies membres du Mouvement SOL). Ce mouvement de rapprochement déjà amorcé en 2019 a tendance à se renforcer (en 2019, 35,4 % des monnaies répondantes se disaient adhérentes des deux réseaux existants, à savoir le Mouvement SOL et le réseau MLCC).

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées sur ces résultats. Tout d'abord il est possible que les porteurs de ML ne soient pas informés des tensions entre les réseaux. Ensuite, cela pourrait être le reflet de la confusion régnant au sein des ML sur les distinctions entre les différents réseaux. Enfin, les porteurs de ML peuvent considérer qu'il n'y a pas de différence entre les réseaux et donc qu'ils partagent les mêmes valeurs et objectifs. C'est ainsi que 5 monnaies déclarent appartenir à la fois au Mouvement SOL et au mouvement MLCC avec dépôt de marque (soit 50 % des monnaies membres du réseau MLCC et 13,5 % des monnaies membres du Mouvement SOL) et que 4 ML déclarent une appartenance à ces 3 réseaux à la fois.

Les résultats de l'enquête mettent également en lumière un processus de régionalisation. C'est ainsi que 43,6 % des monnaies (24) font partie d'un collectif régional. Parmi elles, 7 ML sont dans un collectif informel en région AURA, 9 ML sont membres du collectif Moned'Oc, association formelle créée en 2021 et regroupant 14 monnaies d'Occitanie. 4 autres ML sont membres d'un collectif informel en Bretagne, dont l'objectif est de se constituer en association (MLCC BZH), composé de 7 ML fondatrices et enfin 1 monnaie dans un collectif informel dans le Grand Est, en cours de structuration. Au-delà de la formalisation de ces relations par la constitution de collectifs ou d'associations, 66,7 % des ML entretiennent des liens avec d'autres monnaies locales.

3.6. Outils de collaboration inter-ML

Les ML françaises et leurs réseaux ont mis en place ces dernières années un certain nombre d'outils facilitant la gestion, la collaboration et le partage d'expériences.

Concernant les adhésions à des initiatives nationales (Figure 11), 29,1 % des monnaies (16) sont membres de Lokavaluto¹¹, 27,3 % des monnaies (15 ML) font partie de la fédération Kohinos¹² et 16,4 % des monnaies (9 ML) font partie du fonds Solidarité pour un Développement Humain (SDH)¹³.

Ces adhésions à des initiatives structurantes à l'échelle nationale se reflètent partiellement dans l'usage des outils de gestion, car certains d'entre eux sont portés par ces mêmes structures (Tableau 9). Alors que des solutions techniques de gestion ont été créées par certaines organisations en lien étroit avec les ML (au-delà de l'interface éventuelle des paiements électroniques), ces outils techniques sont d'une grande

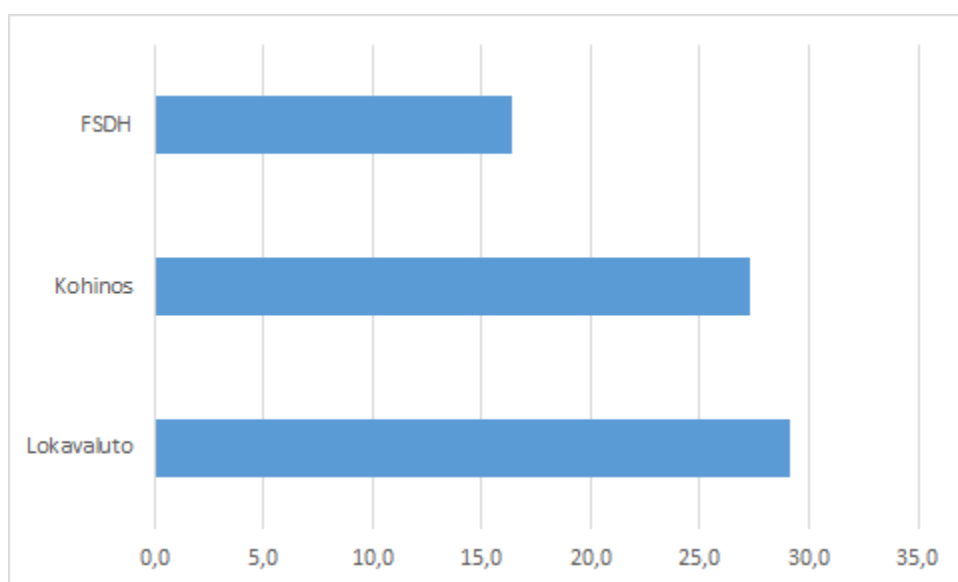
¹¹ Lokavaluto est une association qui a pour but de développer, d'implémenter et d'accompagner le déploiement de systèmes d'informations évolutifs et open source pour des organisations favorisant le développement de l'économie locale. Voir : <https://lokavaluto.fr>

¹² Kohinos est dédié à la gestion et au pilotage des monnaies locales complémentaires et citoyennes. Développé avec Symphony, il propose un affichage public avec cartographie et un espace privé de gestion des membres d'une association. Il sert aussi pour les paiements mobiles entre membres. Voir : <https://kohinos.com/>

¹³ Le fonds Solidarité pour un Développement Humain (SDH) est un fonds de dotation géré par un collectif d'associations centrées autour de l'accès à une production durable et relocalisée satisfaisant les besoins vitaux de nos territoires de vie, en particulier grâce à l'usage de monnaies citoyennes locales et le versement de revenu de base inconditionnel en monnaie citoyenne locale contre garantie par une production durable et relocalisée à 85 %. Il permet aux associations membres d'obtenir des dons défiscalisables pour les particuliers et entreprises. Voir : <https://www.helloasso.com/associations/solidarite-pour-un-developpement-humain-sdh>

diversité et leur usage est somme toute assez limité malgré l'existence de solutions logicielles intégrées dédiées aux ML. C'est ainsi que 27,3 % des monnaies répondantes (12) utilisent le kit d'outils proposé par Lokavaluto et 13,6 % (6) utilisent le logiciel Kohinos. Beaucoup, soit 18 ML (40,9 %), privilégient d'autres solutions comme Cyclos, Somoney, Excel, Dolibarr, Garradin, Odoo, LoGeAs, Framateam, Yeswiki ou kaz.bzh, et 18,2 % des monnaies (8) utilisent plusieurs logiciels.

Figure 11 – Autres adhésions à une dynamique nationale de ML



Nota : 55 monnaies répondantes

Tableau 9 – Outils de gestion utilisés par les ML

Outil de gestion de la ML	Nombre de ML	Pourcentage
Lokavaluto	12	27,3 %
Kohinos	6	13,6 %
Autre logiciel	18	40,9 %
Plusieurs logiciels	8	18,2 %
Total	44	100,0 %

Pour ce qui est des outils de partage d'expériences, 68,5 % des monnaies répondantes utilisent la mailing liste du réseau MLCC. La moitié des ML répondantes déclarent également utiliser le forum « Rocket Chat » du Mouvement SOL et 38,9 % son drive. Prêt d'un tiers des ML participent à des groupes de travail inter-MLCC au niveau national et 18,5 % (10) des ML utilisent des outils de coopération régionaux.

Si ces chiffres démontrent un intérêt certain pour des formes de mise en réseau, de collaboration et d'entraide des ML françaises, il semble qu'un nombre non négligeable de ML use peu de ces outils.

4. Les ressources des associations

Cette section analyse les résultats relatifs aux questions sur les ressources financières (section 4.1) et discute des difficultés financières rencontrées par les ML (section 4.2), pour s'intéresser ensuite aux ressources humaines, aux tâches qu'elles assument et aux difficultés en la matière (section 4.3).

Résumé

Les 49 ML en activité qui ont répondu déclarent un budget cumulé de 2,555 millions d'euros en 2022. Cependant, 53,1 % d'entre elles disposent d'un budget inférieur ou égal à 10 000 euros et le budget médian est de 8 750 euros : on retrouve ici les disparités très importantes entre ML. Le budget apparaît significativement lié au nombre d'habitants vivant sur le territoire de circulation. Il est positivement corrélé à la taille des ML, tout particulièrement à partir des ML du cluster 4 où l'élévation de la taille est associée à un budget nettement supérieur. L'état de santé déclaré des ML est également clairement lié au budget : plus l'état de santé est déclaré bon, plus le budget est élevé.

Les cotisations des adhérents (particuliers, professionnels et collectivités) apportent 45,4 % des ressources financières des associations. En ajoutant des prestations diverses, on observe que les ressources propres couvrent 55,1 % de leur budget. Ces ressources propres sont d'autant plus importantes que le budget et la taille de la ML sont importantes.

Les apports des collectivités sont importants mais évoluent avec la taille de la ML : une plus grande taille est associée à davantage de cotisations que de financement par subventions et appels à projets.

Les principales difficultés financières déclarées par les ML viennent de leurs cotisations, difficiles à renouveler et dont les montants sont insuffisants pour 47,2 % d'entre elles, et de leurs relations aux pouvoirs publics dont elles ressentent un manque de soutien et envers lesquelles elles éprouvent des difficultés à monter des dossiers pour répondre à leurs offres de subventions et appels à projets.

En complétant les données de l'enquête pour couvrir l'ensemble de la population des ML en 2022, on estime à environ 1105 le nombre de personnes impliquées dans l'activité d'une ML, dont 83 salariés et 975 bénévoles. On estime que cela correspond à un volume de travail de 226,5 équivalents temps plein (ETP), auquel le bénévolat contribue à hauteur de 61,8 %.

Cette répartition est fortement dépendante de la taille de la ML. 50 % des ML ayant répondu n'ont aucun salarié. A partir du cluster 4, toutes les ML ont au moins un salarié. Plus le nombre de salariés est élevé, plus l'association mobilise également des bénévoles : le bénévolat n'est pas un substitut au salariat.

Plus la ML appartient à un cluster de taille élevé, plus elle bénéficie de travail en ETP et plus ce travail est fourni par des salariés. Alors que les plus petites ML s'appuient sur 11,5 personnes pour 2,1 ETP, les plus grandes mobilisent 42,6 personnes pour 10 ETP. Le bénévolat continue de jouer un rôle important même dans les ML les plus grandes, où il fournit environ 50 % du temps ETP.

Concernant les tâches assumées, il faut souligner le caractère très mouvant de la façon dont elles sont assumées, en fonction notamment des contraintes budgétaires : il y a une fluidité notable entre salariés (alternants compris), services civiques et bénévoles pour assurer une bonne part d'entre elles. Le fait le plus important est que le bénévolat

contribue à plus des deux tiers de toutes les tâches confondues, contre un cinquième pour le salariat. L'ampleur du travail bénévole partagé entre peu de personnes engendre des problèmes d'épuisement.

Sans surprise, le salariat joue un rôle plus important dans les monnaies de plus grande taille, mais certaines tâches restent principalement dévolues aux bénévoles, comme l'éducation populaire/pédagogie, la représentation politique/plaidoyer et l'informatique/numérique. Il existe enfin des tâches vacantes, y compris dans les grandes ML, tout particulièrement dans les domaines juridiques/réglementaire, mais également en éducation populaire/pédagogie et en recherche de financement. Les principales difficultés identifiées concernent la recherche de financement, l'animation de réseau/bénévolat et la communication/marketing. Globalement, les ML de plus petites tailles ont du mal à prendre en charge un plus grand nombre de tâches que les autres, qui sont alors souvent non assumées.

Ces difficultés conduisent la plupart des répondants à se dire prêts à mutualiser certaines fonctions avec d'autres ML.

4.1. Les ressources financières

Le budget total des 49 ML en circulation ayant répondu à la question du budget atteint les 2 555 000 euros pour l'année 2022. Le budget moyen s'élève à 52 143 euros. La moyenne est cependant très trompeuse, car les budgets sont en réalité très différents selon les cas. C'est ainsi que 53,1 % des ML ne disposent que jusqu'à 10 000 euros de budget, ce qui est généralement réhibitoyre pour employer ne serait-ce qu'un salarié. Le budget médian est de seulement 8 750 euros. La plus grande ML déclare, de son côté, un budget entre 500 001 et 800 000 euros, avec lequel elle emploie 13 salariés. Bien que la comparaison soit difficile du fait d'une question posée différemment dans l'enquête 2023 par rapport à celle 2019-20 (afin d'affiner les tranches de budget proposées aux répondants), on note une élévation générale, mais limitée, du budget des ML. En outre, le nombre de ML disposant de moins de 10 000 euros de budget est en baisse relative, tandis qu'il y a plus de ML disposant d'un budget supérieur à 100 000 euros que lors de l'enquête 2019-20.

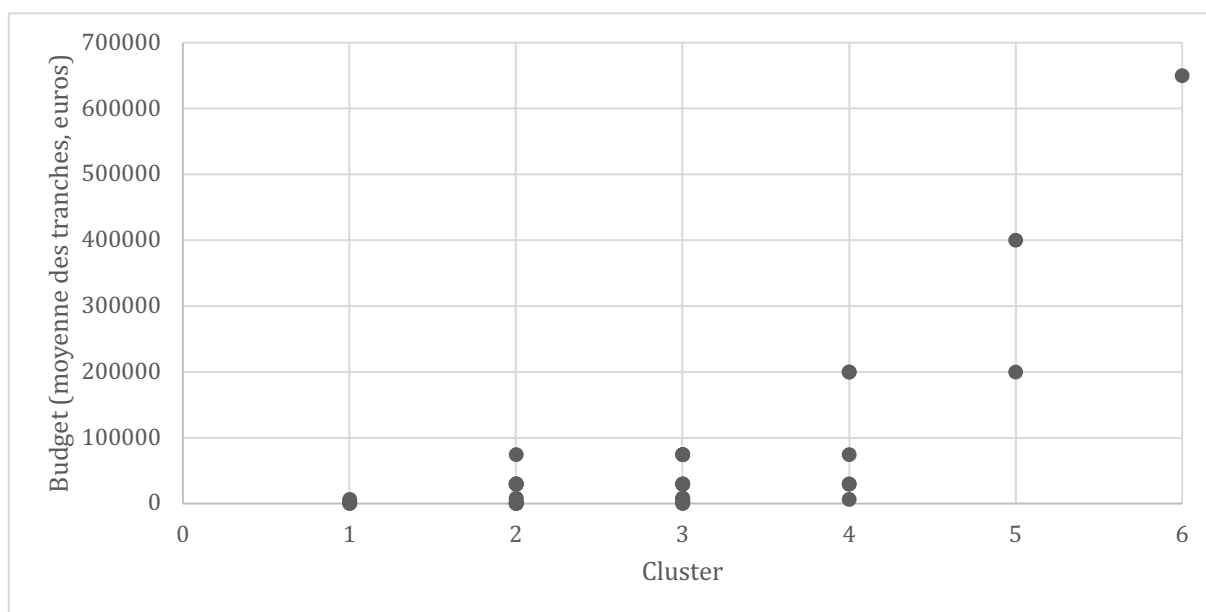
Enseignement important, le niveau du budget est significativement lié à la population du territoire de circulation, si bien qu'une partie non négligeable des écarts budgétaires entre associations est corrélée à cette dimension. Cela ne constitue cependant qu'une tendance, démentie par certaines associations ayant un budget nettement supérieur aux autres compte tenu de leur territoire de circulation (c'est notamment le cas de la plus grande ML de l'échantillon), tandis que d'autres, même sur des territoires très peuplés, ont des budgets faibles.

Sans surprises, l'ampleur du budget est corrélée à la taille de la ML. La Figure 12 montre la corrélation sur la base des clusters présentés en section 2.5. S'il n'y a pas de différence notable de ce point de vue entre les ML du cluster 2 et celles du cluster 3, et si le nombre de ML des clusters 4 et au-delà est faible, il apparaît cependant clair que l'élévation de la taille à partir du cluster 4 est associée à un budget nettement supérieur. Parmi les ML du cluster 4, à une exception près le budget est systématiquement supérieur à 10 000 voire 30 000 euros. A partir du cluster 5, le budget dépasse les 100 000 euros.

On remarque également que l'état de santé déclaré de la ML est très clairement corrélé au budget. Les ML déclarées en croissance ont un budget moyen de 90 855 euros, celles déclarées stables ont un budget moyen de 49 166 euros, celles en difficultés mais en

fonctionnement déclarent 28 833 euros et les autres, mises en veille, ont 20 312 euros de budget en moyenne.

Figure 12 – Budget en euros (par moyenne de tranche) des ML des clusters 1 à 6



Nota : 49 ML répondantes

Les ressources financières des associations de ML sont de divers types (Tableau 10). Celles relevant des cotisations des adhérents (particuliers, professionnels et collectivités) représentent 45,4 % du budget total des ML ayant fourni un ensemble complet et cohérent de données budgétaires pour l'année 2022. Si l'on y ajoute des ressources obtenues par prestations diverses (dont de formation), les ressources propres constituent 55,1 % de leur budget. Si l'on néglige le cluster 1 pour lequel il n'y a pas suffisamment de données pour l'analyse, il apparaît que plus la taille de la ML est élevée, plus les ressources propres forment une part élevée du budget total : de 36,1 % pour le cluster 2 à 64,6 % pour le cluster 4, les données limitées du cluster 5 semblant indiquer une poursuite de cette tendance. Les ML sécurisent et consolident donc leurs ressources propres en accroissant leur volume d'utilisateurs et la masse monétaire. Cela s'explique par le rôle central des cotisations dans ces ressources propres, qui suppose, d'une part, de recruter suffisamment d'adhérents particuliers et professionnels, voire de collectivités, et, d'autre part, de faire en sorte que les adhérents soient à jour de cotisations. Mais cela s'explique également, dans une moindre mesure, par les prélèvements opérés sur les reconversions de ML en euro ainsi que la capacité de certaines associations à développer des activités annexes de prestation de services.

Une part significative du budget des associations provient des collectivités publiques, sous la forme en particulier de subventions et de financements obtenus par appels à projets. L'accroissement de la taille d'une ML se traduit par un poids moindre de ces ressources publiques dans son budget total, puisque ce ratio passe de 47,3 % à 14,4 % entre les ML du cluster 2 et celles du cluster 4. C'est la diversification des ressources propres qui explique cette relativisation des financements publics avec l'augmentation de la taille. On note néanmoins que les plus grandes ML, davantage liées aux acteurs publics du territoire, parviennent à capter des ressources publiques sous la forme non pas de subventions et appels à projets mais aussi de cotisations. Celles-ci constituent une source

renouvelable chaque année qui peut être calculée en fonction du nombre d'habitants de la collectivité locale. Elles peuvent fournir un volume non négligeable de ressources, tout en constituant une manière efficace d'impliquer la collectivité dans le projet territorial de la ML. Ainsi, en tenant compte de ces cotisations, les ressources publiques constituent encore 41,5 % du budget total des ML du cluster 4.

Tableau 10 – Eléments contribuant au budget total des ML

Clusters de taille	Part des ressources propres (cotisations, prestations, revenus de gestion monétaire)	Part des financements publics (subventions, appels à projets)	Part des ressources publiques, tout compris (subventions, appels à projets, cotisations)
Cluster 1 (1 observation)	100,0 %	0,0 %	0,0 %
Cluster 2 (8 observations)	36,1 %	47,3 %	56,0 %
Cluster 3 (6 observations)	50,2 %	26,2 %	30,9 %
Cluster 4 (3 observations)	64,6 %	14,4 %	41,5 %
Cluster 5 (1 observation)	70,4 %	18,3 %	40,6 %

Nota : 19 observations de ML en circulation ayant fourni un ensemble complet et cohérent de données budgétaires

Enfin, sans surprise, et comme constaté lors de l'enquête 2019-20, les volumes de ressources publiques captés par les ML s'accroissent avec leur taille.

4.2. Difficultés financières

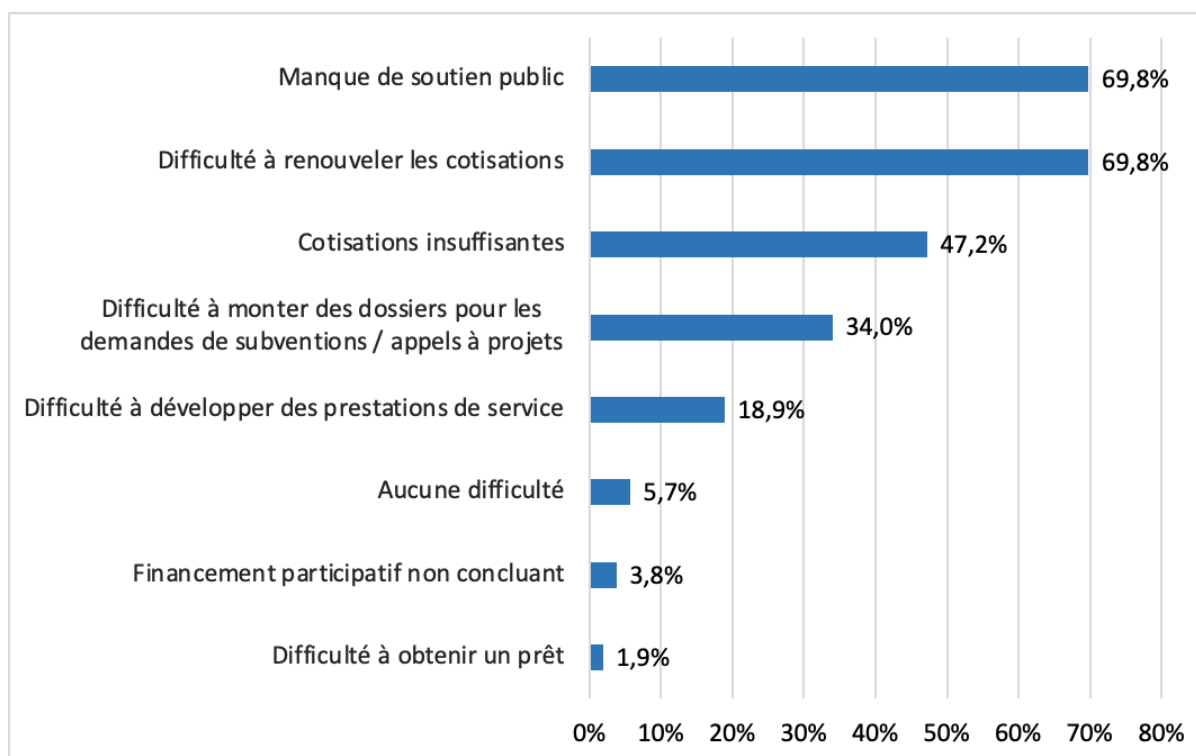
Les principales difficultés financières déclarées par les ML viennent de leurs cotisations, difficiles à renouveler et dont les montants sont insuffisants pour 47,2 % d'entre elles, et de leurs relations aux pouvoirs publics dont elles ressentent un manque de soutien et envers lesquelles elles éprouvent des difficultés à monter des dossiers pour répondre à leurs offres de subventions et appels à projets (Figure 13).

L'ensemble des monnaies en veille déclarent des problèmes de renouvellement des cotisations, ce qui est cohérent avec le manque de dynamisme des projets pouvant mener à leur arrêt. 81,3 % des monnaies qui se déclarent en difficulté mais fonctionnelles déplorent le manque de soutien public. Les monnaies en croissance n'ont, pour 10 % d'entre elles, aucun problème de financement. Pour les autres, les problèmes se concentrent principalement sur les cotisations et le manque de soutien des pouvoirs publics. Les monnaies stables déclarent à 83,3 % des difficultés de renouvellement des cotisations et dans les mêmes proportions un manque de soutien des pouvoirs publics.

Par ailleurs, les monnaies ne déclarant pas de difficultés financières ont toutes un budget global inférieur à 5 000 €. Les problématiques liées aux dossiers de demande de subvention et de réponses aux appels d'offres, ainsi que de développement de produits de service sont davantage évoqués par des ML aux budgets supérieurs à 10 000 €, mais inférieurs à 300 000 €. Il se dessine ainsi une catégorie de ML déjà structurée, mais encore en développement et qui aurait besoin de professionnalisation afin de diversifier leurs

sources de financement au-delà des cotisations. Les ML aux budgets supérieurs à 300 000 € déclarent de leur côté des problèmes uniquement quant au montant des cotisations et leur renouvellement, les processus de demande de subvention et de prestation de services semblant maîtrisés ou non nécessaires à leur fonctionnement.

Figure 13 – Difficultés de financement



N=53, dont monnaies non circulantes

4.3. Les ressources humaines

4.3.1. Qui fournit quel volume de travail ?

Un ensemble de questions a porté sur les ressources humaines des associations, afin d'identifier la contribution relative des salariés, des alternants, des services civiques, stagiaires et des bénévoles. Pour les 42 monnaie en circulation qui ont fourni un ensemble complet de données à ce sujet, on comptabilise 65 salariés en contrat classique ou en alternance, 34 personnes en service civique ou en stage et 678 bénévoles actifs (Tableau 11).

Par extrapolation, on peut estimer à environ 1 105 le nombre de personnes impliquées dans l'activité d'une monnaie locale en France en 2022, dont 83 salariés et 975 bénévoles.

Les volumes en équivalent temps plein (ETP) sont cependant inférieurs. On obtient alors un total estimé de 226,5 ETP, composé de 40,7 ETP de salariés en contrat classique et 8,5 ETP en alternance, 37,3 ETP de stagiaires et services civiques et 140 ETP de bénévolat. Celui-ci représente près de trois fois plus de volume de travail que le salariat et fournit 61,8 % du volume total de travail ETP. Il reste que ces données sont sujettes à beaucoup d'incertitude, le volume équivalent temps plein du bénévolat actif restant très approximatif, de même que celui des stagiaires et services civiques.

Tableau 11 – Ressources humaines en 2022

Types d'activité	Nombre total de personnes en 2022 (42 réponses complètes)	Estimation pour l'ensemble des ML françaises (73)	Estimation du volume en équivalent temps plein sur l'ensemble des ML françaises
Salariés	54	69	40,7
Salariés en alternance	11	14	8,5
Services civiques	23	32	26,7
Stagiaires	11	16	10,6
Bénévoles	678	975	140
Total	777	1 105	226,5

Nota : le nombre total de personnes est calculé à partir des réponses complètes de 42 ML répondantes (1^e colonne). L'estimation qui en résulte (2^e colonne) est calculée en tenant compte de l'effet de taille, par lequel par exemple les plus petites ML n'ont pas de salariés. Les estimations du volume en équivalent temps plein sont calculées à partir de leurs ratios avec le nombre de personnes identifié sur les monnaies locales répondantes.

Sans surprise, le nombre de personnes varie fortement en fonction de la taille des ML, classée par clusters, et dont on a vu qu'elle est associée à des budgets très différents (cf section 4.1).

50 % des ML ayant répondu n'ont aucun salarié. Le nombre de salariés (en contrat classique ou en alternance) croît avec la taille de la ML. Les ML du cluster 1 n'en déclarent aucun, tandis qu'à partir du cluster 4 toutes en ont au moins un.

Comme cela avait été noté dans l'enquête 2019-20, la taille de la ML est aussi associée à un plus grand nombre de bénévoles actifs, avec un écart de 1 à 5 entre la moyenne des plus petites et la plus grande (10,3 bénévoles pour les premières, 50 pour la seconde). Le bénévolat ne remplace donc pas le salariat, mais son nombre lui est fortement lié : on peut supposer que le recrutement de bénévoles est d'autant plus facile que le nombre de salariés est grand, celui-ci permettant de dégager un temps de travail stable destiné à entretenir le bénévolat et recruter de nouveaux bénévoles ; mais à l'inverse on peut aussi supposer que l'ampleur de l'engagement bénévole permet à l'association de dégager suffisamment de ressources monétaires pour recruter des salariés. Il reste que des associations plus grandes peuvent déclarer un plus grand nombre de bénévoles alors que ceux-ci sont en moyenne moins impliqués que dans une association plus petite reposant essentiellement sur leur activité.

Au total, le lien entre la taille de la ML et ses effectifs salariés et non salariés connaît une rupture lorsque les ML passent du cluster 3 au cluster 4, c'est-à-dire lorsqu'on atteint les 10 plus grandes des 73 ML en circulation fin 2022. Ce saut est également visible dans le lien entre de la taille et le budget (section 4.1).

Le Tableau 12 estime le nombre de personnes impliquées en fonction de la taille des ML et fournit une approximation du nombre d'équivalents temps plein pour chaque groupe. Il apparaît que, pour les plus petites ML en circulation sans toutefois être en sommeil (clusters 1 et 2), l'ensemble des contributions de salariés (très rares) et non-salariés tourne autour de 2,1 équivalent temps plein, en mobilisant 11,5 personnes, qui sont essentiellement des bénévoles. Les ML de la taille intermédiaire du cluster 3 mobilisent environ 2,8 ETP et peuvent s'appuyer, pour cela, sur 14,2 personnes, dont un

peu moins d'un salarié, le travail bénévole restant très dominant. Ce n'est qu'en basculant dans le cluster 4 et plus encore dans la frange haute des ML (les clusters 5 et 6), que le travail salarié atteint 32,5 % du temps de travail. L'ensemble de ces sources de travail se monte alors à environ 10 ETP et le bénévolat en fournit encore la moitié.

Tableau 12 – Ressources humaines en 2022 en fonction de la taille des ML

	Nombre moyen de personnes par ML dans les clusters 1-2	Nombre moyen de personnes par ML dans le cluster 3	Nombre moyen de personnes par ML dans les clusters 4-5-6
Salariés	0,3	0,7	4,6
Salariés en alternance	0,1	0,2	0,9
Services civiques	0,2	0,3	1,9
Stagiaires	0,3	0,2	0,3
Bénévoles	10,7	12,8	35,0
Nombre total de personnes	11,5	14,2	42,6
Nombre approximatif d'équivalents temps plein	2,1	2,8	10,0
Nombre de ML ayant répondu	17	17	8

Nota : 42 ML répondantes des clusters 1 à 6

4.3.2. Qui assume quelles tâches ?

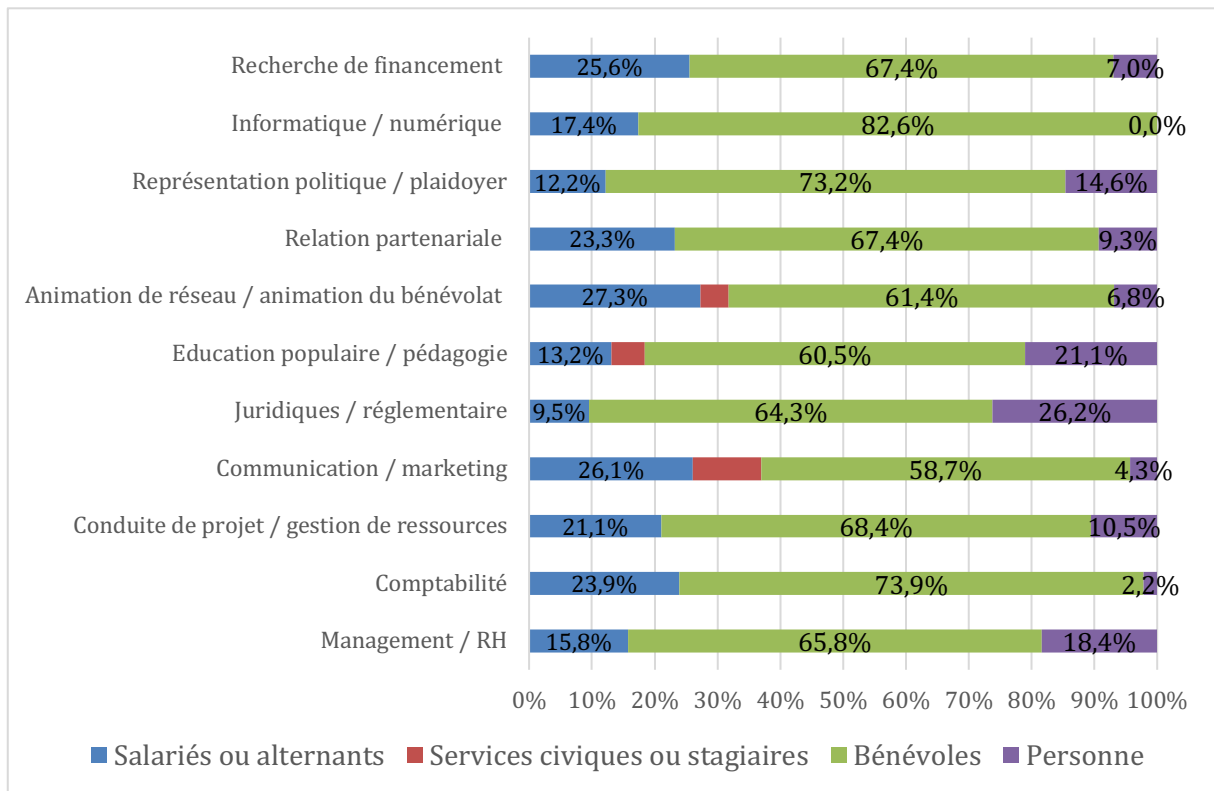
Nous avons distingué 11 tâches différentes et cherché à identifier la manière dont ces tâches sont majoritairement allouées en fonction des statuts des personnes impliquées (Figure 14). L'exercice est difficile, d'autant plus que certains commentaires soulignent le caractère très mouvant des ressources humaines dans des associations récentes. Un autre met l'accent sur la rotation fréquente et rapide des personnes et la nécessité de tâtonner et travailler régulièrement sur les missions et les tâches de chacun. Un autre encore souligne le caractère mouvant et partagé des responsabilités, pouvant être assumées par diverses personnes de tous statuts. De fait, les tensions semblent très courantes et peuvent donner lieu à des démissions.

La question relative aux tâches était construite de telle sorte qu'elle contraignait les répondants à sélectionner un seul type de statut pour chacune des tâches, alors que certains soulignent le caractère partagé et collectif de certaines d'entre elles. Il en résulte que l'enquête néglige la complexité de la gestion de ces tâches. On peut tout de même penser que les résultats font sens dans la mesure où les réponses données mettent en avant le type de statut qui est prioritairement attaché à une tâche. Autre point, certaines des tâches identifiées sont externalisées, comme parfois l'informatique à Lokavaluto, ou la comptabilité ou l'animation à des prestataires extérieurs.

L'ampleur du bénévolat se retrouve dans cette affectation des tâches, puisqu'il contribue à plus des deux tiers (67,7 %) de toutes les tâches confondues, contre 19,8 % pour le salariat. Le bénévolat couvre de 58,7 % à 82,6 % des tâches. Quant au salariat, il se concentre en particulier dans l'animation de réseau/animation du bénévolat (dans 27,3 % des cas), dans la communication/marketing (26,1 %), la recherche de financement (25,6 %), la comptabilité (23,9 %) ou encore les relations partenariales (23,3 %). Ce rôle majeur du bénévolat n'est pas sans difficultés et les commentaires ajoutés par les

répondants soulignent parfois l'ampleur du travail partagé entre peu de personnes qui tendent à s'épuiser.

Figure 14 – Affectation des tâches en fonction du statut des personnes



Nota : les non-réponses ne sont pas incluses. Elles correspondent à 25,8 % des réponses demandées

De son côté, la contribution des services civiques et stages est globalement anecdotique (1,9 %) et n'apparaît que dans des tâches de communication/marketing (c'est là où elle est la plus significative), d'éducation populaire/pédagogie, et d'animation du réseau/animation du bénévolat.

A l'exception de l'informatique/numérique, il subsiste un ensemble de tâches qui ne sont assumées par personne, en particulier dans le juridique/réglementaire (26,2 %), l'éducation populaire/pédagogie (21,1 %) ou le management/RH (18,4 %), ou encore la représentation politique/plaidoyer (14,6 %).

Sur cette base moyenne, les différences entre associations sont importantes lorsqu'on les différencie selon leur taille.

On peut considérer qu'une plus grande présence du salariat révèle un degré plus important de professionnalisme, pas seulement parce que les salariés peuvent être recrutés sur leurs compétences spécifiques (car les bénévoles peuvent l'être également), mais aussi parce que la présence permanente de salariés rend l'organisation elle-même plus professionnelle du fait de la continuité des activités. De ce point de vue, le degré de professionnalisme des associations de ML est d'autant plus élevé que la monnaie est d'une taille importante : contrairement aux ML de plus petite taille, dans les ML des clusters 4-5-6, le salariat l'emporte nettement sur le bénévolat dans l'affectation des onze tâches identifiées, sauf pour ce qui concerne l'éducation populaire/pédagogie, la représentation

politique/plaidoyer (dont on peut comprendre qu'elle puisse relever des militants associatifs plus que des salariés) mais aussi l'informatique/numérique, où les bénévoles conservent une importance stratégique. Ce dernier point constitue peut-être également une faiblesse des grandes à très grandes ML.

Cela dit, lorsqu'on examine les tâches vacantes (sans personne pour les assumer), ces ML des clusters 4-5-6 déclarent plus de difficultés que les autres dans les domaines juridique/réglementaire (57,1 % déclarent n'avoir personne, soit davantage que dans les ML plus petites), l'éducation populaire/pédagogie (25 % sans personne) et la recherche de financement (22,2 % sans personne). Il se peut qu'elles s'expliquent par un plus grand besoin d'assumer ces tâches de manière efficace dans les grandes ML.

En matière de professionnalisation par le salariat, les écarts les plus spectaculaires entre petites et très petites ML (clusters 1-2) et grandes et très grandes ML (clusters 4-5-6) apparaissent dans l'animation de réseau/animation du bénévolat, la communication/marketing, la recherche de financement et la relation partenariale : tous domaines essentiels à la consolidation voire au changement de taille. Ces grandes et très grandes ML mettent moins l'accent, dans la professionnalisation par le salariat, sur le management/RH, sur l'informatique/numérique et sur la représentation politique/plaidoyer.

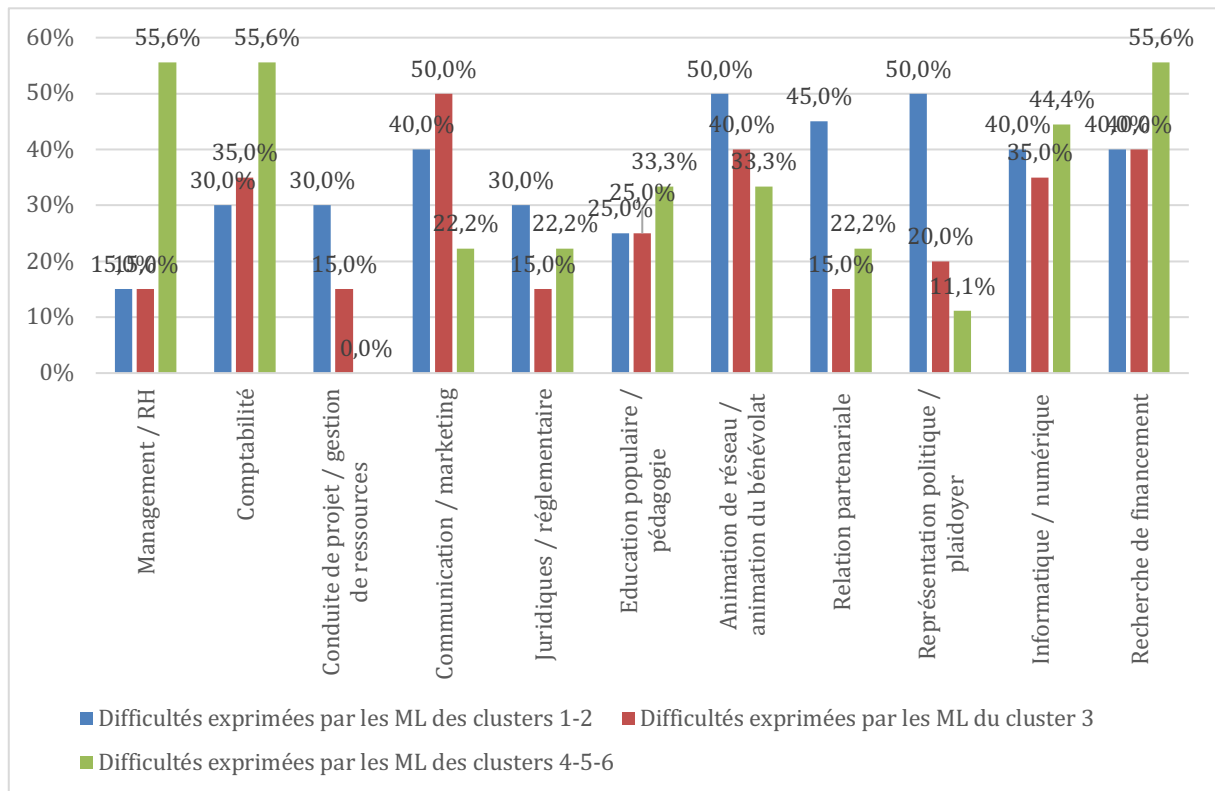
Quant aux plus petites ML (clusters 1-2), la part des tâches non assignées est bien plus importante et concerne prioritairement le management RH (ce qui est peu surprenant en l'absence de salarié), la représentation politique/plaidoyer (ce qui illustre de faibles rapports aux collectivités locales du territoire), les questions juridiques/réglementaires, la conduite de projet/gestion de ressources ou encore la relation partenariale (d'où de faibles rapports aux acteurs du territoire) et l'éducation populaire/pédagogie. Les très rares salariés se concentrent prioritairement sur les tâches de conduite de projet/gestion de ressources, recherche de financement, mais aussi comptabilité, communication/marketing, animation de réseau/animation du bénévolat.

Sur l'éventail des 11 tâches identifiées, quasiment toutes les associations répondantes signalent éprouver des difficultés (Figure 15). La taille semble jouer à ce titre un rôle ambigu : si les plus petites associations, celles des ML de cluster 1 et 2, déclarent le plus de difficultés (elles cochent 35,9 % des items), ce pourcentage est à peine plus bas dans les ML les plus grandes (clusters 4-5-6, où 32,3 % des items sont cochés) et légèrement inférieur pour les ML de taille intermédiaire (cluster 3, où 27,7 % des items seulement sont cochés). Là encore, il se peut que les plus grandes ML, devant des responsabilités devenues plus lourdes face à leur environnement, au sein duquel se trouvent des partenaires en nombre croissant et plus exigeants, éprouvent des difficultés relativement fortes à s'acquitter de tâches importantes pour une activité consolidée et professionnalisée.

Toutes ML confondues, les difficultés les plus importantes sont liées à la recherche de financement (42,3 % des répondants signalent cette difficulté), à l'animation de réseau/bénévolat (40,4 %), à la communication/marketing (38,5 %). Les tâches très spécialisées telles que l'informatique/numérique (36,5 %) et la comptabilité (34,6 %) posent des difficultés moins grandes mais supérieures à la moyenne. Il est notable que ces difficultés exprimées concernent des tâches sur lesquelles le salariat est en moyenne très présent. Les plus grandes ML (clusters 4-5-6) disent éprouver le plus de difficultés dans le management/RH, la comptabilité et la recherche de financement : trois domaines où la salarisation, présente, n'est pas aussi poussée qu'en matière de conduite de projet/gestion de ressources, de communication/marketing ou d'animation de réseau/

animation du bénévolat : ce sont donc sans doute des tâches à gros enjeux pour le déploiement des ML à l'avenir, où le salariat devrait se développer.

Figure 15 – Pourcentage de répondants exprimant des difficultés, en fonction de la taille des ML



Nota : 49 réponses de ML en circulation

Ces difficultés conduisent la plupart des répondants à se dire prêts à mutualiser certaines fonctions avec d'autres ML. 32 % se disent prêts à mutualiser à l'échelle nationale et 64 % à mutualiser à l'échelle régionale (les deux pouvant se cumuler). Seules 10 % des ML ayant répondu à la question ne se disent pas prêtes à mutualiser quoi que ce soit. Certaines sont d'ailleurs déjà engagées dans des processus de mutualisation, notamment dans des réseaux associatifs utilisant la même monnaie.

5. Les caractéristiques de la monnaie et les règles de l'activité monétaire

On étudie ici la partie proprement monétaire de l'activité des associations de ML. On présente les formes monétaires choisies (section 5.1) et les effets qu'engendre la mise en place d'un format numérique (section 5.2). On examine ensuite les règles en matière de reconversion ainsi que les taux de reconversion observés (section 5.3). On évoque enfin les mécanismes de fonte (section 5.4).

Résumé

Si plus de la moitié des ML (58,8 %) circulent exclusivement au format papier, la part des ML mixtes (combinant papier et numérique) est en forte croissance, atteignant 39,2 % des ML en circulation contre 13,4 % en 2019. En tout, 83,3 % des ML ont un format numérique ou envisagent de l'utiliser à l'avenir. Les nouvelles ML se lancent désormais également majoritairement directement en format mixte. La solution numérique la plus utilisée reste l'application mobile (77,8 % des ML avec un format numérique) et l'interface de paiement se base encore majoritairement sur Cyclos (45 %), même si l'utilisation de Kohinos (25,7 %) et de Com'chain (20 %) est en croissance. Les coûts d'investissement dans la mise en place d'un format numérique, puis de son fonctionnement, sont très variables selon les monnaies. Ils s'élèvent en médiane à 3000 € pour l'investissement et 1500 € par an pour le fonctionnement.

La masse monétaire des monnaies mixtes a cru beaucoup plus rapidement (x3,5) que celle des monnaies papiers (x1,2) depuis 2020. Cette croissance est particulièrement tirée par la croissance de leur masse monétaire numérique grâce aux dispositifs de change automatique proposés aux particuliers. Le volume des transactions numériques a, quant à lui, cru de 74 % et le nombre de transactions de 65 % entre 2020 et 2022. La part des adhérents des ML mixtes ayant un compte numérique est également en croissance, avec une hausse de 69 % pour les adhérents particuliers et de 55 % pour les professionnels.

60,4 % des ML utilisent des frais de reconversion pour les professionnels, une proportion très similaire à celle estimée en 2019 et seules trois ML, soit 6,3 % d'entre elles, pratiquent actuellement un taux de fonte, confirmant la très faible diffusion de cette pratique déjà observée en 2019.

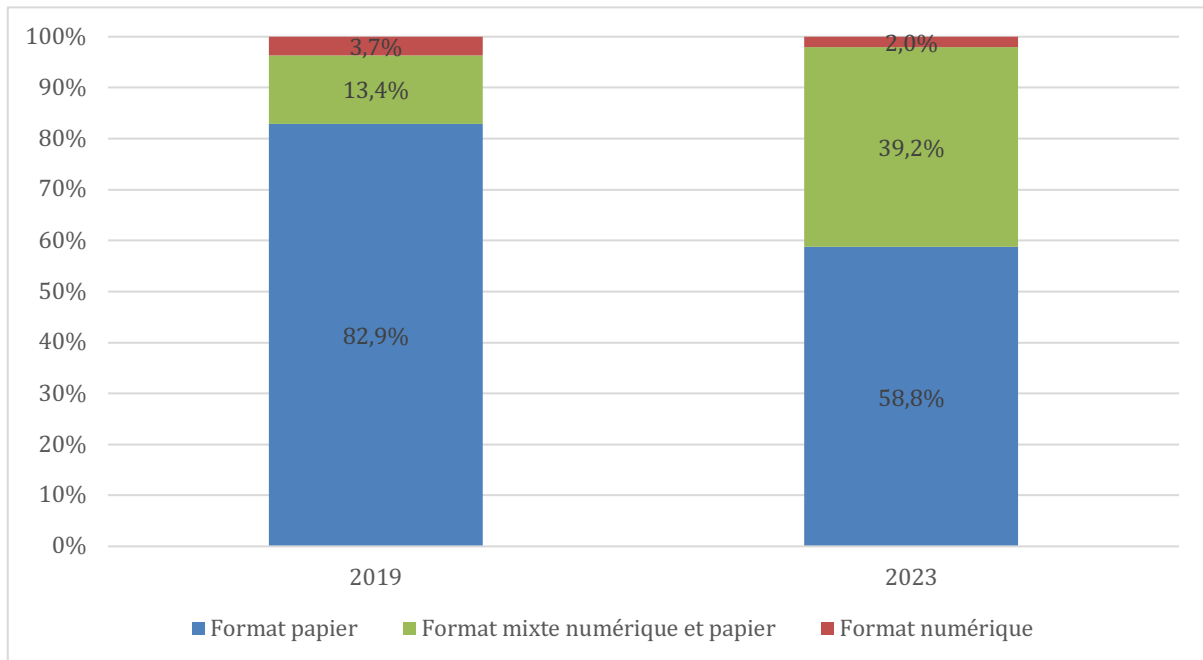
Le taux de reconversion est de 86,8 % en 2022, en croissance continue depuis 2018. Comme en 2019, le taux de reconversion s'élève avec l'âge des ML, ce qui peut en partie expliquer sa croissance au fil des années. A l'inverse, le taux de reconversion décroît avec la taille des ML. Ainsi, il est en moyenne supérieur à 80 % pour les ML des quatre premiers clusters, mais il baisse fortement pour les ML des clusters 5 et 6. Les taux de reconversion des monnaies appliquant des frais de reconversion sont en moyenne supérieurs à celles ne le faisant pas, mais cela peut s'expliquer par leur âge en moyenne plus important. Le taux de reconversion des monnaies mixtes est également en moyenne nettement inférieur à celui des monnaies papiers, à l'exception de l'année 2022 où ils sont similaires.

5.1. Les formes choisies des monnaies locales et leurs coûts

La majorité des monnaies circule uniquement sous la forme de billets (Figure 16). Cependant, cette proportion a diminué de 29 % depuis 2019, alors que la part des monnaies mixtes (papier et numérique) a été multipliée par 3. Un tiers des monnaies qui était sous le seul format papier en 2019 et ayant répondu aux deux enquêtes ont évolué

vers un format mixte. Par ailleurs, 70 % des monnaies au format papier déclarent un projet de numérisation de leur instrument. Les monnaies ne circulant pas encore envisagent également toutes un format mixte papier et numérique. Ainsi, en tout, ce sont 83,3 % des monnaies qui ont un format numérique ou envisagent de l'utiliser. Cette tendance très claire à la numérisation des monnaies, déjà évidente lors de l'enquête 2019-20, s'est confirmée et intensifiée.

Figure 16 – Formes monétaires choisies



N=51 en 2023, N=82 en 2019

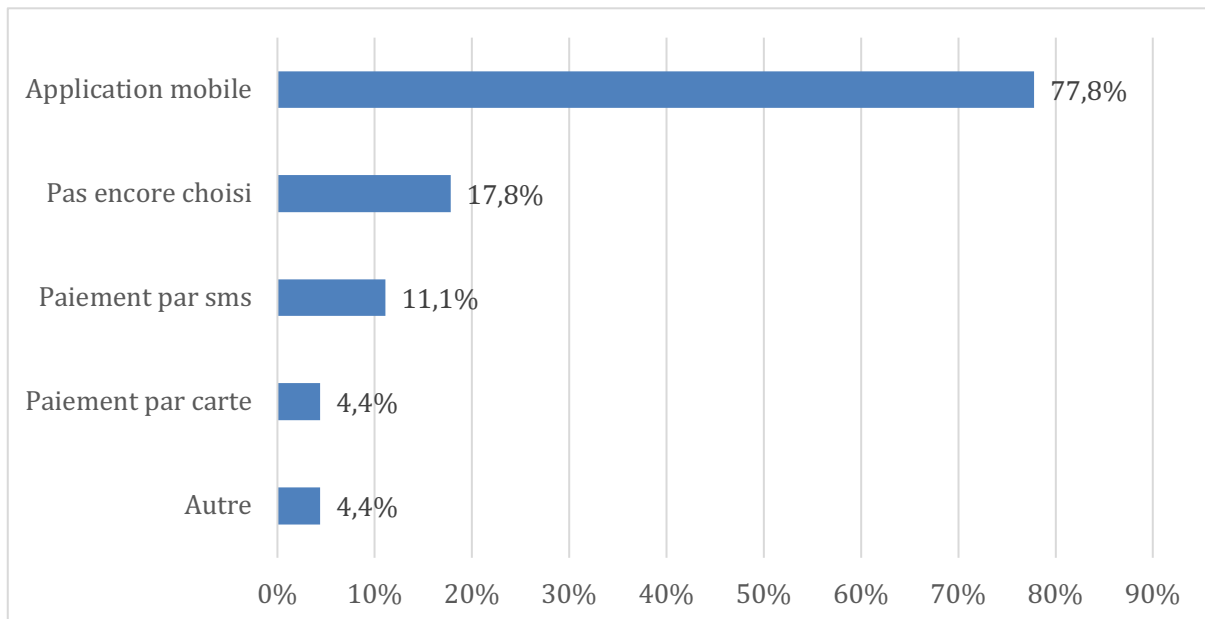
Pour les 21 monnaies circulant actuellement au format numérique, celui-ci a été lancé en moyenne 44 mois après la mise en circulation de la monnaie locale, soit environ 3 ans et 8 mois. Ce délai entre la première mise en circulation et le déploiement d'un moyen de paiement numérique diminue avec le temps. Ainsi, les monnaies lancées entre 2010 et 2013 et s'étant dotées d'un mode de paiement numérique ont mis presque 9 ans à le faire. Les monnaies lancées entre 2015 et 2019 ont mis en moyenne 3 ans à se doter de leur volet numérique. Les monnaies les plus récentes, lancées depuis 2020 et ayant un format numérique, ont toutes introduit ce mode de paiement dès leur mise en circulation. Cette diminution drastique des délais est explicable par un changement de culture suivant la numérisation des modes de paiement en général, mais aussi du développement de solutions technologiques et d'expériences permettant aux nouvelles monnaies de déployer bien plus rapidement les dispositifs de paiement numérique.

Comme dans l'enquête 2019, c'est l'application mobile qui est la solution numérique la plus sollicitée par les ML (Figure 17). Le système de paiement par SMS ne disparaît cependant pas, avec 5 monnaies continuant à l'utiliser.

Cyclos domine encore largement les interfaces de paiement, puisque 45,7 % des ML ayant un moyen de paiement numérique en circulation ou en projet ont opté pour une solution le comprenant (Figure 18). Au demeurant, on voit croître par rapport à 2019 la

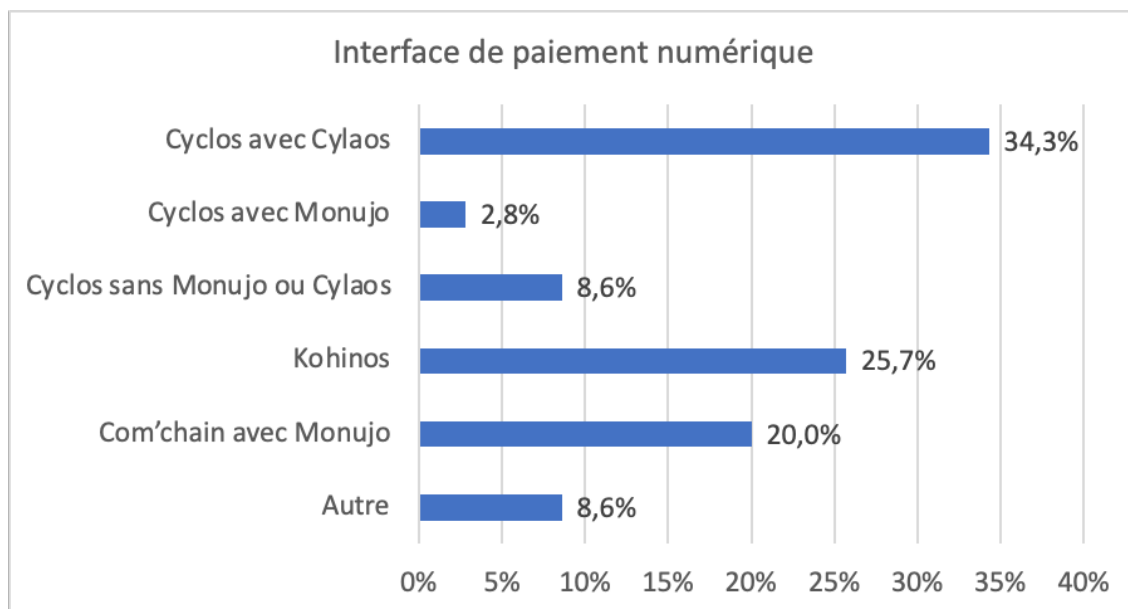
part des logiciels alternatifs Kohinos et Com'chain, développés par certaines monnaies locales puis diffusés auprès d'autres.

Figure 17 - Solutions numériques, en fonctionnement à la fin 2022 ou prévues



N=46, monnaies avec solution numérique ou avec un projet de solution numérique

Figure 18 - Interface des paiements numériques



N=35, ML avec un mode de paiement numérique ou ayant choisi leur future interface

Le coût de l'investissement pour le développement du mode de paiement numérique est très variable. S'il est en moyenne de 74 000 €, la moitié des 18 monnaies avec une solution numérique ayant répondu à cette question ont dépensé moins de 3 000 € et un quart moins de 1 500 €. Les monnaies déclarant les plus forts coûts de développement

sont celles ayant le plus participé au développement des interfaces de paiement Kohinos et Com'chain et en ont donc supporté l'essentiel du coût.

De la même façon, le coût de fonctionnement annuel du numérique varie fortement, avec une moyenne à 3 200 € par an, mais une médiane à 1 500 € par an. Plus de la moitié des monnaies déclarent avoir mutualisé les coûts de développement du numérique, que ce soit au travers du Mouvement SOL, Lokavaluto ou avec un groupe informel. Les différences de coûts ne semblent pas tant liées aux solutions choisies (bien que Kohinos semble avoir des coûts de fonctionnement annuels inférieurs à Cyclos), mais davantage à la mutualisation qui permet de les limiter.

Que ce soit dans le coût d'investissement ou dans le coût de fonctionnement, la grande variabilité peut être due à des différences de déclaration, certaines monnaies ayant pu intégrer le coût du travail salarié et bénévole dans leur mesure et d'autres non.

5.2. Les effets du numérique

La masse monétaire des monnaies mixtes a cru beaucoup plus rapidement ces dernières années que la masse monétaire des monnaies papiers (Tableau 13). Ainsi, la moyenne de la masse monétaires des monnaies mixtes a été multipliée par 3,5 entre 2020 et 2022 quand celle des monnaies papiers par moins d'1,2. Cette augmentation semble tirée par la hausse de la masse monétaire numérique. En effet, au sein des monnaies mixtes, la masse monétaire numérique moyenne des ML mixtes a été multipliée par 4,5 entre 2020 et 2022.

Cependant, cette importante croissance de la masse monétaire numérique n'est pas également répartie entre les monnaies. Certaines observent des multiplications par plus de dix de leur masse monétaire numérique, quand d'autres stagnent ou diminuent.

Ainsi, la moyenne de la part de la masse monétaire numérique des monnaies mixtes a tendance à diminuer en 2022. Elle représentait en moyenne 48,4 % de leur masse monétaire en 2020, 51,9 % en 2021 et 43,4 % en 2022. Cette baisse ne contredit pas la hausse absolue de la masse monétaire numérique. En effet, elle est probablement liée au lancement récent du mode de paiement numérique dans certaines monnaies anciennes, où sa proportion demeure faible face à la monnaie papier précédemment créée malgré une croissance plus rapide. Ainsi, pour les 7 monnaies mixtes dont on dispose des informations pour les trois années d'enquête, la part du numérique au sein de la masse monétaire est bien croissante, passant de 48,4 % en 2020 à 62,8 % en 2022.

Tableau 13 – Masse monétaire selon la forme monétaire

Masse monétaire totale	Monnaies mixtes		Monnaies papiers	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
2020	106 495	80 000	23 013	19 500
2021	316 019	110 000	25 277	17 750
2022	379 836	120 784	27 175	22 927

Cette augmentation de la part du numérique et de la masse monétaire totale est potentiellement due aux changes automatiques souvent mis en place par les monnaies mixtes et numériques lors de l'ouverture d'un compte numérique pour les particuliers.

On observe également une importante croissance des échanges en numérique depuis 2020, avec une hausse de 74 % du volume des transactions numériques au sein des ML

mixtes et numériques (Tableau 14). Le nombre moyen de transactions a suivi une trajectoire similaire, passant de 7 876 en 2020 à 13 489 en 2022. Cette croissance se confirme lorsqu'on regarde uniquement le panel des 7 ML ayant répondu pour les trois années. Au demeurant, les volumes de transaction connaissent une forte variance, rendant ces indicateurs difficiles à interpréter. En effet, de très grosses monnaies connaissent une croissance importante, doublant leur volume moyen de transaction, quand de plus petites stagnent, voir se rétractent. On observe donc derrière ces moyennes des trajectoires individuelles singulières.

Tableau 14 – Activité numérique des ML mixtes (2022, comparaison possible avec 2019)

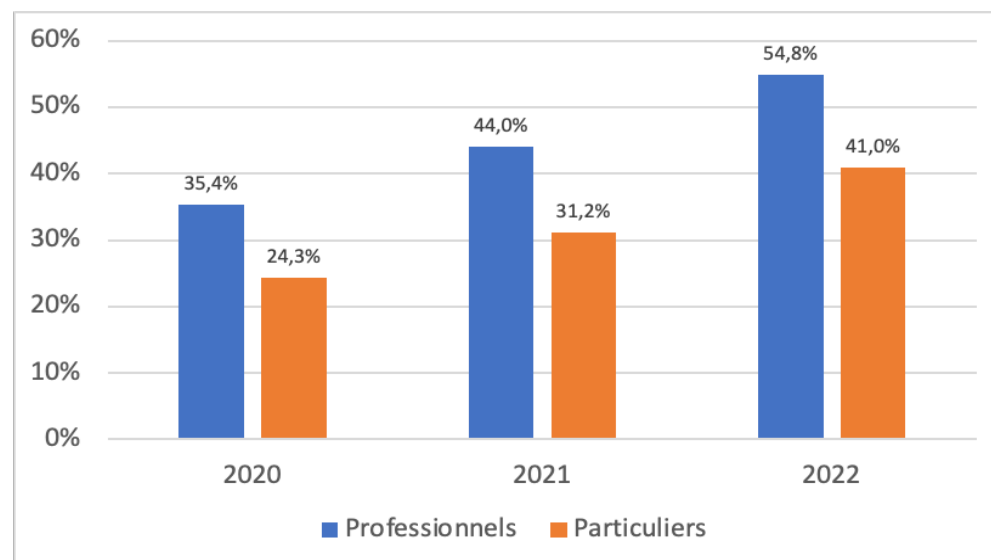
	Volume de transaction		Nombre de transactions		Monnaies répondantes
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	
2020	451 294,9	208 245	7 876,4	792	7
2021	626 743,4	65 723,2	10 260	998	9
2022	787 628,6	119 305,2	13 489,1	1 310,5	10

La croissance des échanges est tout de même cohérente avec la hausse de la masse monétaire. Cela montre donc que la hausse de la masse monétaire du fait du numérique et des changes automatiques ne se traduit pas uniquement par une hausse de la thésaurisation, mais bien également par une hausse des volumes échangés.

Notons qu'une monnaie déclare des frais sur les paiements numériques, s'étalant de 0,5 % à 1 %.

La part des adhérents des monnaies mixtes ayant un compte numérique est également en croissance (Figure 19). Elle a augmenté de 69 % depuis 2020 pour les adhérents particuliers et de 55 % pour les adhérents professionnels. Cela montre également l'adoption de ce mode de paiement ressemblant davantage aux innovations actuelles dans les modes de paiement en dehors des ML par les utilisateurs.

Figure 19 – Part des adhérents ayant un compte numérique



N=7 en 2022, N=7 en 2021, N=5 en 2020

5.3. Les reconversions : règles et résultats

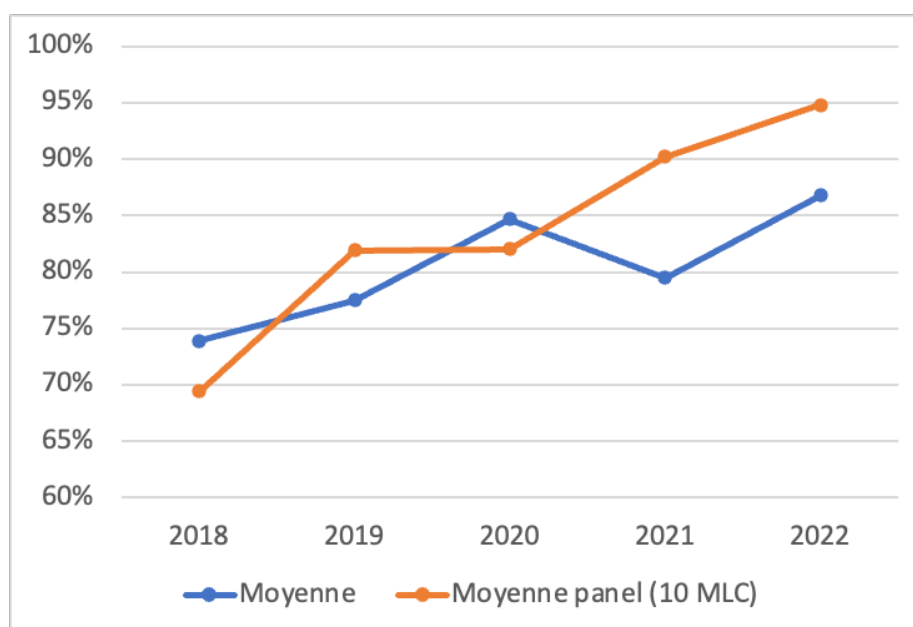
5.3.1 Les règles

60,4 % des monnaies répondantes (N=48) déclarent avoir mis en place des frais de reconversion pour les professionnels, une proportion très similaire à celle estimée en 2019. Le taux est généralement fixe, à l'exception de deux cas. Il s'élève en moyenne à 3 % du montant reconverti, mais varie selon les monnaies de 1 % à 5 %. Parmi les trois monnaies en création ayant répondu à cette question, une seule compte appliquer des frais de reconversion, qui s'élèveront à 3 % des montants reconvertis. Si en 2019 plus d'un tiers des monnaies pratiquant ces frais envisageaient de les supprimer, cette pratique semble beaucoup moins remise en cause en 2023. Ainsi, seules cinq monnaies déclarent avoir supprimé leurs frais de reconversion ces dernières années, soit à cause de la pandémie, soit pour attirer davantage d'utilisateurs professionnels. Deux autres déclarent avoir diminué ces frais.

5.3.2. Les taux de reconversion

Le taux de reconversion, soit le ratio des unités de ML reconverties en euros dans l'année divisée par le nombre d'euros convertis en unités de ML dans l'année est de 86,8 % en 2022, en croissance depuis 2018 (Figure 20). On observe un taux particulièrement élevé en 2020 et qui diminue en 2021 avant de reprendre la tendance de croissance. Cette dynamique est probablement due au moindre lancement de nouvelle ML en 2020 du fait de la pandémie de covid19 et l'apparition de plusieurs nouvelles en 2021. En effet, les nouvelles ML ont tendance à avoir des taux de reconversion plus faibles et font donc baisser les moyennes les années où elles sont nombreuses. La croissance du taux de reconversion se retrouve dans le panel des 10 ML ayant fourni des informations pour toutes les années depuis 2018, sans la rupture entre 2020 et 2021. Elle est cohérente avec la tendance à la croissance du taux de reconversion avec le vieillissement des ML (Figure 20).

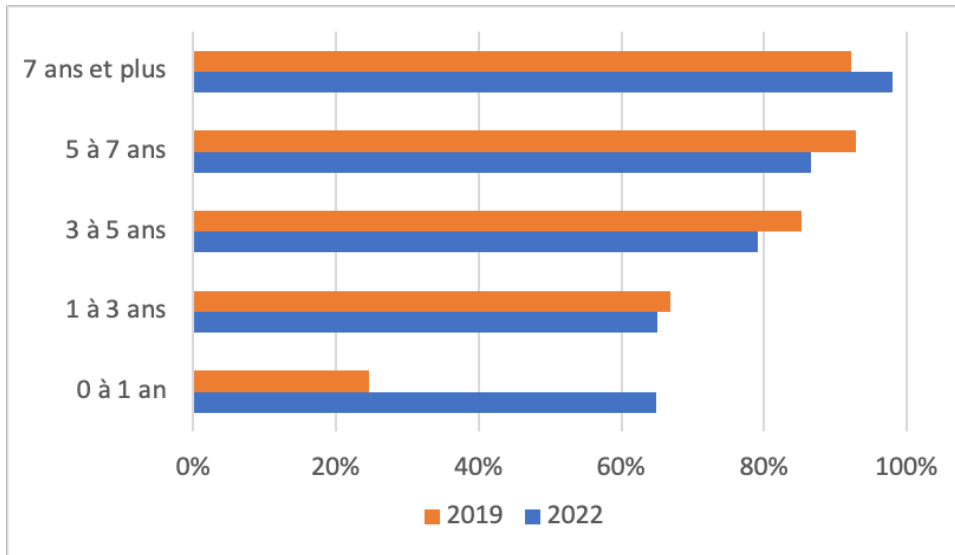
Figure 20 – Taux moyen de reconversion 2018-22



N=31 en 2022, N=26 en 2021, N=19 en 2020, N=32 en 2019, N=27 en 2018

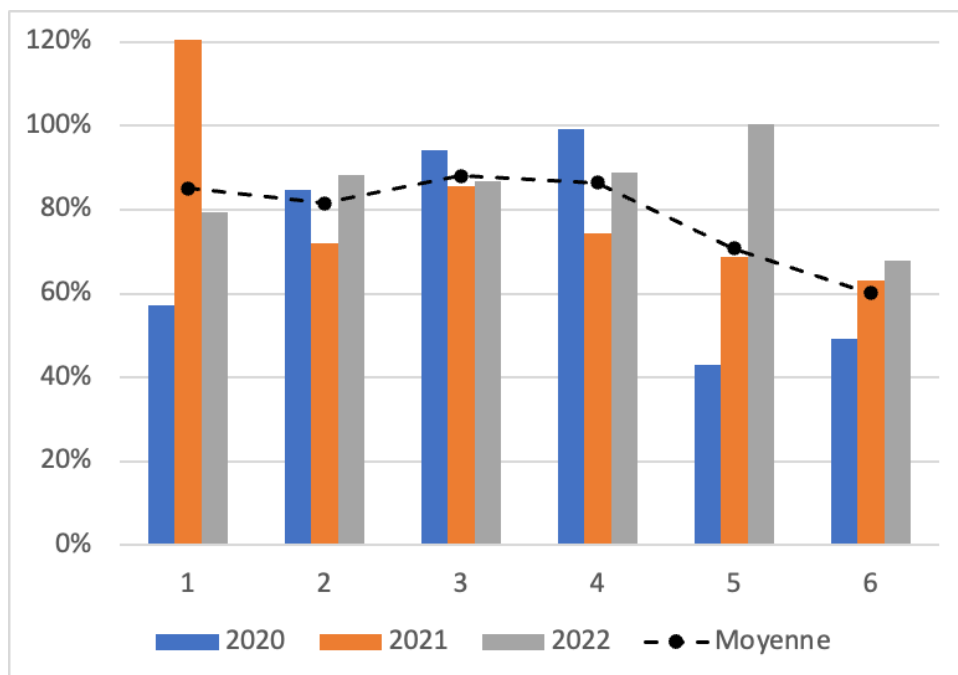
On observe ainsi en 2022 la même tendance qu'en 2019 de croissance du taux de reconversion avec l'âge des monnaies (Figure 21). Il semble qu'après une période de croissance de la masse monétaire en début d'existence avec des taux de reconversion faibles, celle-ci se stabilise au bout de 5 à 7 ans. A ce stade, la croissance est moindre et une grande partie des nouvelles émissions monétaires se solde en rééchange.

Figure 21 – Taux de reconversion en fonction de l'âge de la monnaie



N=33 en 2022

Figure 22 - Taux moyen de reconversion 2020-22 en fonction de la taille des ML



N=31 en 2022, N=26 en 2021, N=19 en 2020. Clusters de taille en abscisse

En fonction de la taille de la ML, on voit émerger une tendance relativement stable avec des taux de reconversion entre 80 % et 85 % pour les monnaies des quatre plus petits clusters, puis une décroissance pour les plus grandes monnaies des clusters 5 et 6 (Figure 22). Comme en 2019, cette tendance est à interpréter avec précautions puisqu'il y a souvent de grandes variations des taux de reconversion selon les années au sein d'une même monnaie, qui peuvent, du fait du petit nombre d'observation dans chaque catégorie, fortement impacter la moyenne des clusters, tout comme des groupes d'âge dans le graphique précédent.

Les taux de reconversion des monnaies appliquant des frais de reconversion sont en moyenne supérieurs à celles ne le faisant pas. En 2022, le taux de reconversion moyen des monnaies appliquant des frais était de 93,6 % contre 81,2 % pour les monnaies sans frais. Cependant, les médianes des deux groupes sont plus proches, voir similaire pour les taux de reconversion toutes années confondues. Ainsi, l'écart est davantage dû à des valeurs extrêmes dans chaque catégorie qu'à une réelle différence de distribution. Il faut également interpréter ce résultat avec précaution, en effet les ML utilisant des frais de reconversions sont en moyenne plus âgées (6 ans de circulation) que celles ne le faisant pas (4 ans), or nous avons vu précédemment que le taux de reconversion augmente avec la durée d'existence.

Les taux de reconversion sont, à l'exception d'en 2022, plus faibles pour les monnaies mixtes en moyenne et en médiane, que pour les monnaies circulant uniquement en papier (Tableau 15). La reconversion inférieure pour le numérique est confirmée par la comparaison des reconversions des masses monétaires numériques et des masses monétaires papiers. En moyenne, le taux de reconversion des masses monétaires numériques sur les trois années est de 72,7 % alors qu'elle est de 94,8 % pour les monnaies papiers et les parties papiers des monnaies mixtes.

Tableau 15 – Taux moyens et médians de reconversion, 2020-22

	Taux de reconversion moyen		Taux de reconversion médian		Nombre d'observations
	Monnaies papiers	Monnaies mixtes	Monnaies papiers	Monnaies mixtes	
2020	94,6 %	74,3 %	97,8 %	75,0 %	19
2021	86,0 %	72,5 %	92,1 %	77,3 %	26
2022	86,8 %	88,1 %	91,6 %	92,4 %	31
Total	88,3 %	78,7 %	92,7 %	78,9 %	82

Ce résultat est un peu contre-intuitif car les monnaies numériques, en générant davantage de monnaies et en facilitant les procédures de reconversion, pourraient accentuer le phénomène. Au contraire, le résultat obtenu laisse penser que le numérique facilite les paiements, notamment entre professionnels et ainsi favorise la circulation monétaire face à la reconversion.

5.4. La fonte

Seules trois monnaies répondantes, soit 6,3 % d'entre elles, appliquent actuellement un taux de fonte de 2 % trimestriel ou semestriel. Ce dispositif, qui a longtemps fait partie de l'imaginaire entourant les projets de ML est dans les faits peu pratiqué. En 2019, encore 10 ML déclaraient un taux de fonte, mais seules quatre le pratiquaient effectivement, pour une proportion similaire à celle trouvée en 2023. Parmi celles ayant répondu aux deux

enquêtes, plusieurs ont définitivement arrêté la fonte entre 2019 et 2023. Ainsi, parmi les ML déclarant pratiquer la fonte en 2023, une la pratiquait déjà en 2019 et avait répondu à l'enquête, une autre la pratiquait déjà mais sans avoir répondu à l'enquête et la dernière envisageait de le faire et l'a donc mise en place entretemps.

6. Les territoires des monnaies locales et leurs rapports aux acteurs

Cette section explore les liens entretenus par les ML avec les acteurs de leur territoire de circulation. Nous aborderons tout d'abord les espaces de circulation des ML (types de territoires, nombre d'habitants, milieux) (6.1), puis nous analyserons les relations entre les ML et les acteurs socioéconomiques de leur territoire de circulation (6.2) ainsi que les formes de coopération et mécanismes de soutien aux acteurs du territoire (6.3). Enfin, la dernière partie porte sur les liens entretenus avec les pouvoirs publics (6.4).

Résumé

L'enquête montre qu'un quart des ML estime le nombre d'habitants de leur territoire entre 100 000 à 300 000 habitants. On observe une relative stabilité de la taille des territoires en termes d'habitants, notamment pour les plus petits territoires. Ainsi la majorité des ML circulent sur des territoires de taille inférieure à celle du département et 80,1 % des ML déclarent un espace de circulation mêlant des milieux à la fois ruraux et urbain.

La plupart des relations entretenues par les ML avec les acteurs socioéconomiques du territoire (hors collectivités locales) sont de nature informelle. Elles sont prépondérantes avec des structures ou projets liés à l'environnement (44,9 %), des associations culturelles (52,1 %) ou d'autres associations du territoire (56,3 %) ou encore avec d'autres monnaies locales du territoire (45,8 %).

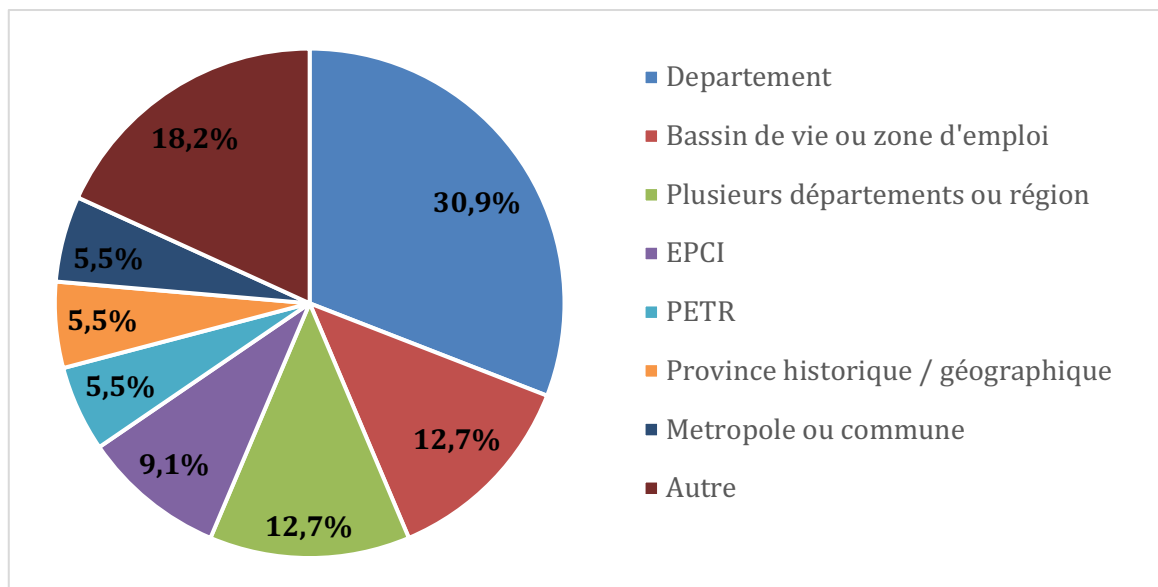
Seules 26,4 % des ML (14) répondantes et en circulation ont été à l'initiative de nouvelles coopérations avec des acteurs du territoire. Une courte majorité des ML répondantes et en circulation (53,1 %) sont parties prenantes de projets multi-acteurs sur leurs territoires. De plus, 9 ML sur les 49 répondantes déclarent allouer des ressources à des associations partenaires et 7 ML à des publics en difficultés. 19 ML ont également déployé des mécanismes de soutien pendant la pandémie.

83,1 % des monnaies en circulation ayant répondu entretiennent des liens avec les communes, viennent ensuite les régions (62,5 % des ML), puis les départements (52,1 %) et l'Etat (50 %) et enfin les EPCI (45,8 %) et les métropoles (43,8 %). Les ML nouent donc des relations avec les acteurs publics les plus proches d'eux essentiellement via de la mise à disposition de locaux et matériel et de soutiens publics à la fois moral mais également financier par subventions. Enfin il ressort que les relations avec les communes sont bien plus diverses qu'avec les autres acteurs publics, car elles déploient un spectre plus large de coopération en intervenant sur toutes les modalités de liens. C'est également à cette échelle qu'est particulièrement développé l'usage des ML en paiement des services publics ou en versement des collectivités. Par comparaison entre les résultats de 2019 et ceux de 2022, on constate une participation accrue des acteurs publics aux ML.

6.1. Espace de circulation des monnaies locales

Si le type de territoire le plus utilisé par les ML répondantes pour définir leur espace de circulation est le département, plus de la moitié d'entre elles ciblent des territoires de taille inférieure (Figure 23). Ainsi, seules 8 ML visent des espaces de circulation regroupant plusieurs départements ou une région entière pour l'une d'entre elles.

Figure 23 – Types de territoires des monnaies locales



N=55

Pour délimiter les espaces inférieurs aux départements, 12,7 % des ML se sont appropriées des unités territoriales utilisées par la statistique publique pour définir les lieux de vie, se réclamant de bassins de vie ou de zones d'emploi. 20 % des ML caractérisent tout de même leurs territoires grâce aux découpages administratifs locaux, que ce soit sous la forme d'intercommunalités, d'EPCI (établissements publics de coopération intercommunale), de pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) et de métropoles. Au demeurant, de nombreuses ML ne semblent pas se reconnaître dans ce type de découpage et se réfèrent à des parties de département ou au regroupement de plusieurs EPCI, métropoles et intercommunalités pour décrire leur territoire. Le rattachement à une province historique ou géographique ne concerne dans cette enquête que trois ML.

Un quart des ML estiment le nombre d'habitants de leur territoire entre 100 000 à 300 000 habitants (Tableau 16). On observe une relative stabilité de la taille des territoires en termes d'habitants, notamment pour les plus petits territoires. Au demeurant, aucune des ML répondantes en 2023 ne semble circuler dans des communautés de moins de 10 000 habitants et on observe une forte croissance des ML ciblant des territoires de plus d'un million d'habitants (+31 %). Cette augmentation n'est pas l'effet d'une hausse de taille des ML présentes dans les deux enquêtes, les ML répondantes les deux années ayant généralement déclaré une taille similaire, voir inférieure, mais à un nombre important de nouvelles ML répondantes déclarant des territoires avec une population supérieure à 1 million d'habitants.

Tableau 16 - Nombre d'habitants du territoire où circule la monnaie

Nombre d'habitants estimé	Enquête 2023	Enquête 2019
Moins de 10 000	0,0 %	1,7 %
De 10 000 à 50 000	5,4 %	20,3 %
De 50 000 à 100 000	14,3 %	
De 100 000 à 300 000	25,0 %	44,0 %
De 300 000 à 500 000	19,6 %	
De 500 000 à 1 million	16,1 %	20,3 %
De plus d'un million	17,9 %	13,6 %
Nombre de ML répondantes	56	59

80,1 % des ML déclarent un espace de circulation mêlant des milieux à la fois ruraux et urbain (Tableau 17). Cette diversité des milieux déclarés met en évidence la volonté de couvrir un territoire permettant de développer des complémentarités entre les différents milieux, notamment entre lieux de production et de ventes pour les denrées alimentaires. Cette volonté de lien entre les espaces se révèle particulièrement dans le très faible nombre de ML uniquement urbaines, démontrant de l'importance pour ces dispositifs d'inclure des lieux de production agricole dans leur territoire. Cette prédominance de la mixité des environnements est également cohérente avec l'augmentation de la taille des territoires ciblés.

Les environnements ruraux sont ainsi majoritaires, puisque plus de la moitié des ML déclarent un environnement de circulation rurale ou mixte mais à dominante rurale. Pour expliquer cette tendance, on peut émettre l'hypothèse que les associations étendent particulièrement leur espace de circulation dans les zones rurales afin de couvrir davantage de types de production. On peut cependant aussi envisager que les ML connaîtraient un certain engouement dans des communautés rurales et se développeraient donc davantage dans ces zones.

Tableau 17 - Milieux de circulation des monnaies locales actives

Environnement	Enquête 2023
Rural	7,2 %
Mixte à dominante rurale	50,9 %
Mixte sans dominante	20,0 %
Mixte à dominante urbaine	18,2 %
Urbain	3,6 %

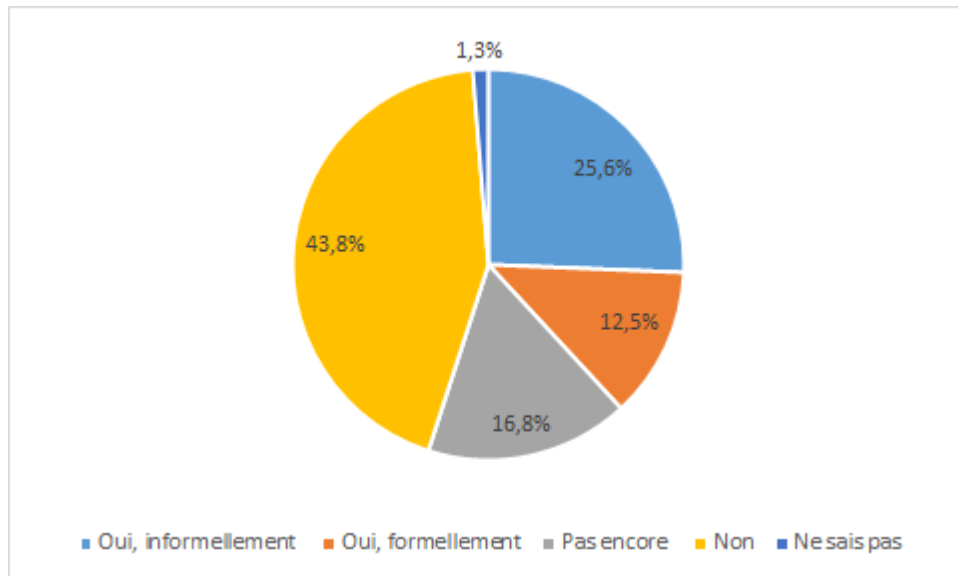
N=55

6.2. Liens et relations aux acteurs socioéconomiques du territoire

La plupart des relations entretenues par les ML avec les acteurs du territoire (hors collectivités locales) sont de nature informelle (Figure 24, Tableau 18). Elles sont prépondérantes avec des structures ou projets liés à l'environnement (44,9 %), des associations culturelles (52,1 %) ou d'autres associations du territoire (56,3 %) ou encore avec d'autres monnaies locales du territoire (45,8 %). Peu de relations sont déployées

avec les associations de commerçants (26,5 %) ou des structures liées à l'emploi et à l'insertion ou des associations à dimension sociale.

Figure 24 – Liens avec des partenaires



Nota : 49 ML en circulation ayant répondu

On observe une faible évolution des partenariats au regard de l'enquête précédente. Le constat est le même, les ML se cantonnent à nouer des relations avec les structures avec lesquelles elles partagent une forte proximité de valeurs, sans s'ouvrir à de nouveaux partenaires moins proches. Cela s'observe tout particulièrement avec les acteurs institutionnels (office de tourisme, CRESS, CCI, CMA, Chambre de l'agriculture, PTCE) vis-à-vis desquels les ML n'entretiennent majoritairement pas de relation.

Tableau 18 – Liens aux acteurs du territoire

En %	Oui de manière formelle	Oui de manière informelle	Total oui	Pas encore mais c'est en projet	Non	Ne sait pas
Autres associations du territoire	27,0%	56,3%	83,3%	6,3%	10,4%	0,0%
Structures ou projets liés à l'environnement	30,6%	44,9%	75,5%	4,0%	16,3%	4,0%
Associations culturelles	16,7%	52,0%	68,8%	8,3%	22,9%	0,0%
Autres monnaies locales du territoire	20,8%	45,8%	66,7%	6,3%	27,0%	0,0%
Associations de commerçants	8,2%	26,5%	34,7%	28,6%	36,7%	0,0%

Associations à dimension sociale (centre social, régie de quartier, etc.)	14,3%	20,4%	34,7%	22,5%	40,8%	2,0%
Chambres régionales de l'ESS (CRESS)	10,6%	23,4%	34,0%	14,9%	51,0%	0,0%
Structures ou projets liés à l'emploi et à l'insertion	12,2%	18,4%	30,6%	14,3%	53,0%	2,0%
Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE)	6,4%	17,0%	23,4%	12,8%	57,5%	6,4%
Offices de tourisme	12,5%	8,3%	20,8%	31,3%	47,9%	0,0%
Chambres des métiers et de l'artisanat (CMA)	0,0%	10,4%	10,4%	25,0%	62,5%	2,1%
Chambres de commerce et d'industrie (CCI)	2,1%	6,4%	8,5%	23,4%	68,1%	0,0%
Chambres d'agriculture	0,0%	2,1%	2,1%	21,3%	76,6%	0,0%

Nota : réponses des monnaies en circulation ; entre 47 et 49 ML répondantes selon les items

Plus globalement, 43,8 % des ML n'entretiennent aucun lien avec les acteurs listés dans le tableau ci-dessus. 25,6 % des ML ayant répondu cultivent des liens informels et 12,5 % formels, soit un total de 38,1 %, avec un ou plusieurs de ces acteurs (Figure 24). Pour les 16,8 % ayant répondu « pas encore », elles ont cependant le projet de le faire. Lorsque les ML entretiennent formellement ou informellement des liens avec des acteurs, c'est en moyenne avec 6 acteurs différents (la médiane est à 5). Ces résultats illustrent les difficultés des ML à développer des liens avec les acteurs de leur territoire de circulation. Cela reste néanmoins supérieur aux résultats de la précédente enquête où seulement 23 % des ML entretenaient des relations avec au minimum trois partenaires. On observe donc un déploiement de nouveaux partenariats, limité mais positif.

6.3. Coopération et formes de soutien aux acteurs socioéconomiques du territoire

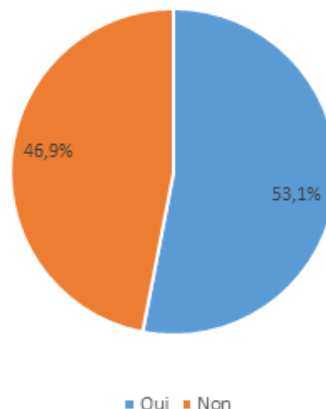
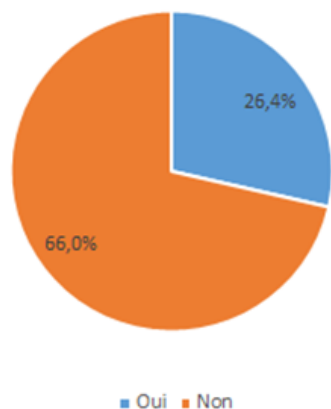
Cette section analyse les mécanismes de coopération générés par les ML ainsi que les formes de soutien aux acteurs du territoire (de façon temporaire ou pérenne).

Seules 26,4 % des ML (14) répondantes et en circulation ont été à l'initiative de nouvelles coopérations avec des acteurs du territoire (Figure 25). Parmi ces coopérations, nous pouvons citer des mutualisations autour de la mise en place du numérique pour des ML situées dans une même région, le déploiement d'actions de solidarités envers des publics cibles en lien avec des acteurs sociaux, le développement de nouvelles relations commerciales et partenariales et la mise en relation entre des acteurs d'une même filière ou d'un secteur d'activités, l'émergence d'un pôle territorial de coopération économique (PTCE), d'un projet alimentaire territorial (PAT) ou de tiers-lieux et enfin la constitution de collectifs en lien avec la transition.

Une courte majorité des ML répondantes et en circulation (53,1 %) sont parties prenantes de projets multi-acteurs sur leurs territoires (Figure 26). Cela témoigne d'une certaine faiblesse des ML à s'intégrer aux dynamiques territoriales. Parmi les projets, citons la participation des ML à des manifestations liées à l'ESS (mois de l'ESS par exemple), à la transition écologique, à l'alimentation ou à des manifestations culturelles.

Figure 25 - Initiation de nouvelles coopérations avec des acteurs du territoire

Figure 26 - Partie prenante de projets multi-acteurs sur votre territoire

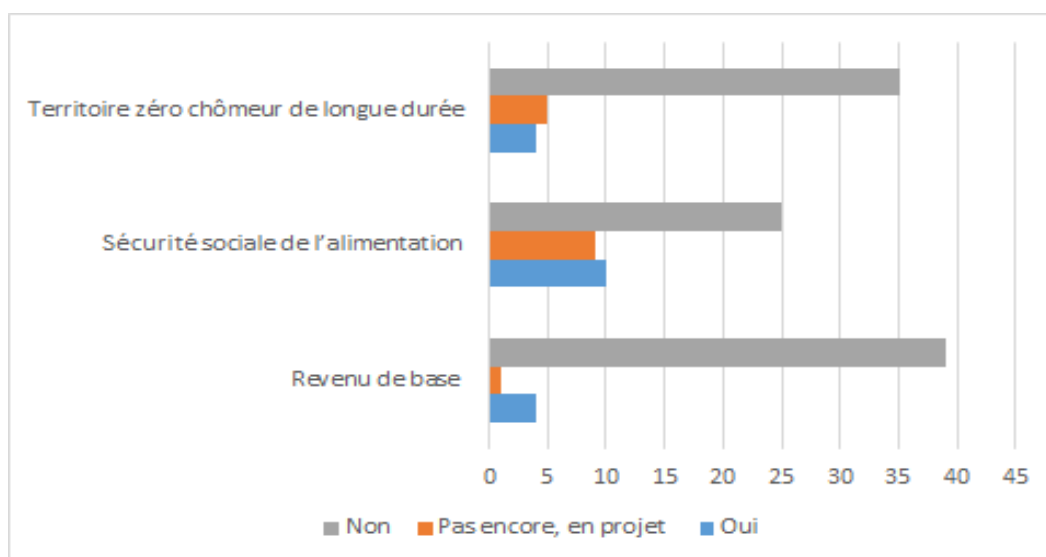


Nota : 53 ML en circulation répondantes

Nota : 42 ML en circulation répondantes

Les ML participent ainsi peu à d'autres actions déployées par des acteurs partageant des finalités pouvant être en adéquation avec les valeurs portées par les ML. C'est ainsi que seulement 4 ML participent à l'expérimentation territoire zéro chômeurs de longue durée et 4 ML au revenu de base alors que 10 ML participent à un projet lié à la sécurité sociale de l'alimentation (Figure 27). La sécurité sociale alimentaire constitue une initiative présentant un intérêt pour les ML puisque 9 ML ont le projet d'y participer.

Figure 27 - Participation à des actions



Nota : 44 ML en circulation répondantes

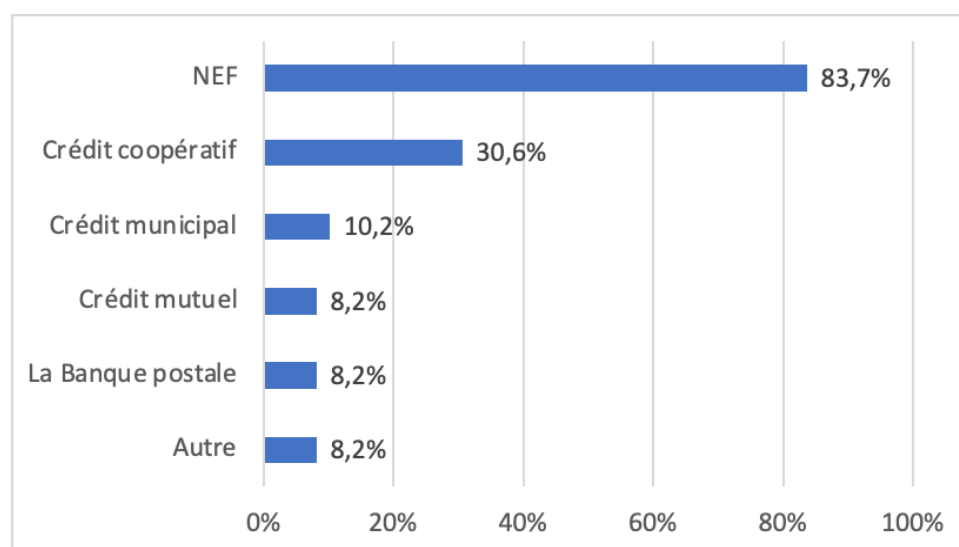
Certaines ML développent des dispositifs leur permettant d'allouer des ressources à des personnes morales (associations et/ou entreprises) ou à des personnes physiques soit via l'usage du fonds de réserve, soit via des dispositifs internes aux ML, soit à travers des partenariats (Tableau 19).

Le fonds de réserve des monnaies locales

Les ML conservent les euros échangés en unités de ML dans un fonds de réserve permettant l'éventuelle reconversion par les professionnels. Pour les 36 monnaies ayant répondu à cette question en 2022, le fonds de réserve couvre en moyenne 99,3 % de la masse monétaire en circulation, avec une médiane à 100 %. Les monnaies semblent donc maintenir un bon équilibre entre les deux grandeurs. On observe tout de même quelques divergences : six monnaies ont un fonds de réserve supérieur à 100 % de leur masse monétaire, avec un maximum à 115 % et cinq autres ont un fonds de réserve inférieur à 100 %, dont trois supérieur à 90 %. Les ordres de grandeur sont similaires en 2021 et 2020.

Les fonds de réserve sont majoritairement placés auprès de la NEF, mais 30% des ML traitent également avec le crédit coopératif (Figure 28). Cela s'explique en partie par la convention tripartite signée entre la NEF, le Mouvement SOL et le Réseau MLCC, par laquelle « la NEF s'engage à prêter au moins le double du fonds de garantie déposé par une association porteuse de projet de ML aux entrepreneurs adhérents de cette association mais aussi à assurer la visibilité des prêts accordés dans ce contexte ». Seules 18 ML soulignent directement le partenariat avec la NEF, alors que 83,7 % d'entre elles l'utilisent comme institution bancaire, les ML ne s'appropriant peut-être pas la convention comme un partenariat direct entre elles et la banque.

Figure 28 – Institutions financières recevant le fonds de réserve



Nota : 49 ML répondantes

Cinq des 41 ML ayant répondu à la question du fonds de réserve l'utilisent pour prendre des parts sociales dans d'autres organisations du territoire et quatre l'utilisent pour des dispositifs de soutien à leurs utilisateurs comme des prêts à taux zéro ou des

avances sur trésorerie pour les professionnels. Une monnaie déclare également mobiliser le fonds de réserve pour des soutiens à des acteurs extérieurs à la ML.

L'enquête visait aussi à identifier les dispositifs propres aux ML elles-mêmes, sur la base de ressources collectées (Tableau 19). Dans ce registre, 9 ML sur les 49 répondantes déclarent allouer des ressources à des associations partenaires et 7 ML à des publics en difficultés.

Tableau 19 – Allocation de ressources à des partenaires

	Affectation d'un pourcentage des sommes nanties en euros à des associations membres	Soutien à des publics en difficultés	Partenariat avec la NEF dans le cadre de la convention	Autre
Oui	9	7	18	1
Non	40	42	31	48

Nota : 49 ML en circulation répondantes

La plupart des ressources allouées sont proportionnées aux montants convertis en monnaie locale par les adhérents (à raison de 1, 2 ou 3 %), et couvertes soit par le prélèvement réalisé sur les reconversions, soit par la mobilisation du fonds de garantie (cf. ci-dessus). Concernant le soutien à des publics en difficultés, les ressources proviennent de mécanismes de solidarité interne (dons à l'arrondi, conversion bonifiée) ou de partenariats avec les acteurs publics (bonus social à la conversion ou expérimentation liées à un public cible fléché par la collectivité locale). Par comparaison avec la précédente enquête, on peut observer une légère croissance de ces dispositifs de soutien pouvant caractériser un renforcement des liens avec certains acteurs du territoire. Cependant ces logiques restent minoritaires.

Face à la crise sanitaire, certaines ML ont développé des mécanismes de soutien spécifiques pendant la pandémie. 19 ML, soit 38,8 % des répondantes, ont ainsi soit mis en place des actions de sensibilisation et communication auprès de leur réseau d'adhérents (groupe Facebook pour favoriser les liens consommateurs-producteurs, suivi renforcé des professionnels du réseau, information sur les dispositifs de soutien, etc.), soit octroyé des avantages monétaires et financiers (réadhésion gratuite, exonération des frais de reconversions, pause sur la fonte, microprêt en ML, préachat, etc.).

6.4. Liens avec les pouvoirs publics

Les relations entre ML et pouvoirs publics revêtent différentes caractéristiques. On observe tout d'abord que 83,1 % des monnaies en circulation ayant répondu entretiennent des liens avec les communes, viennent ensuite les régions (62,5 % des ML), puis les départements (52,1 %) et l'Etat (50 %) et enfin les EPCI (45,8 %) et les métropoles (43,8 %) (Tableau 20). Les ML nouent donc des relations avec les acteurs publics les plus proches d'eux, essentiellement via de la mise à disposition de locaux et de matériel et de soutien public à la fois moral mais également financier par subventions.

Ensuite, il ressort que la diversité des modes de relations est bien plus forte avec les communes qu'avec les autres acteurs publics car elles déploient un spectre plus large de coopération en intervenant sur toutes les modalités de liens. C'est également à cette échelle qu'est particulièrement développé l'usage en paiement des services publics en ML

ou en versement de ML. Modalités de coopération que l'on retrouve également à l'échelle de la coopération intercommunale (EPCI) et métropolitaine.

Tableau 20 – Nature des relations avec les pouvoirs publics

Type de pouvoirs publics Nature des liens	Com-munes	EPCI	Métro-pole	Dépar-tement	Ré-gion	État	Total des ML entre-tenant X relations
Soutien financier public par subvention	29,2 %	14,6 %	10,4 %	18,8 %	18,8 %	20,8 %	52,1 %*
Soutien financier public par appels à projets	6,3 %	2,1 %	4,2 %	12,5 %	14,6 %	8,3 %	35,4 %
Soutien financier public par financement de prestation	2,1 %	0 %	2,1 %	6,3 %	2,1 %	2,1 %	14,6 %
Mise à disposition de locaux et de matériel	43,8 %	0 %	2,1 %	0 %	0 %	0 %	45,8 %
Services publics locaux payables en ML	22,9 %	8,3 %	2,1 %	0 %	0 %	0 %	29,2 %
Dépenses des CL en ML	16,7 %	2,1 %	4,2 %	0 %	0 %	0 %	16,7 %
Collectivité ou institution publique à l'initiative de la ML	4,2 %	2,1 %	2,1 %	0 %	0 %	0 %	4,2 %
Soutien moral	37,5 %	14,6 %	10,4 %	8,3 %	8,3 %	0 %	45,8 %
Mise en relation avec d'autres acteurs du territoire	16,7 %	4,2 %	12,5 %	6,3 %	2,1 %	0 %	27,1 %
Participation à la gouvernance de l'association ou de l'organisme émetteur	6,3 %	2,1 %	4,2 %	2,1 %	0 %	0 %	10,4 %
Pas de relation	8,3 %	12,5 %	22,9 %	14,6 %	22,9 %	18,8 %	35,4 %
Conflits	2,1 %	0 %	2,1 %	2,1 %	4,2 %	0 %	4,2 %
Autres	6,3 %	2,1 %	6,3 %	4,2 %	2,1 %	2,1 %	10,4 %
Total des ML ayant au moins un lien avec...	81,3 % **	45,8 %	43,8 %	52,1 %	62,5 %	50 %	

Nota : réponses des 48 ML en circulation répondantes ; plusieurs réponses possibles. Lecture : *52,1 % des monnaies (26/51) ont un soutien financier public par subventions de la part d'une collectivité. **81,3 % des monnaies répondantes (37/51) ont des liens « positifs » avec une commune (liens = toutes les cases du tableau sauf « pas de relations » et « conflits »).

Enfin, à l'exception de 35,4 % des ML répondantes qui n'entretiennent aucune relation avec les pouvoirs publics et de 4,2 % ML qui sont en situation de conflit avec ces derniers, on peut distinguer sept modalités de soutien des pouvoirs publics à l'égard des ML : la mise à disposition de locaux et de matériel (45,8 % des ML), la mise en relations avec d'autres acteurs du territoire (27,1 %), le financement (31 ML ont un soutien financier soit 64,6 % des ML), la participation au circuit monétaire par la réception de paiements en ML (29,2 %) et la dépense en ML (16,7 %), un soutien moral (45,8 % des ML) et la participation à la gouvernance de l'association (10,4 %).

(1) La mise à disposition de locaux et de matériel et (2) le soutien moral

45,8 % des ML répondantes déclarent bénéficier de mise à disposition de locaux et de matériel. Cette modalité de soutien provient majoritairement des communes (43,8 %) ou de métropoles (2,1 %). 45,8 % des ML répondantes ont un soutien moral des pouvoirs publics essentiellement à l'échelle communale (37,5 %), intercommunale (14,6 %) puis métropolitaine (10,4 %).

Les pouvoirs publics qui ont impulsé et mis en œuvre un projet de monnaie locale ont joué ce rôle de facilitateur afin qu'un organisme tiers (association *ad hoc*) puisse endosser la gestion du projet. Cependant, cette modalité d'intervention reste rare dans la mesure où seulement 2 ML répondantes ont été initiées par des collectivités locales (commune et EPCI ou métropole). Les pouvoirs publics participent toujours à la gouvernance de la ML pour l'une d'entre elles.

(3) La mise en relations avec d'autres acteurs du territoire

Une deuxième modalité de soutien des pouvoirs publics consiste à favoriser la mise en relations avec d'autres acteurs du territoire. 27,1 % des ML bénéficient de ce soutien. Ce sont majoritairement les communes (16,7 %) et les métropoles (12,5 %) qui mobilisent ce mode de soutien et plus minoritairement les départements (6,3 %).

(4) Le financement des associations monétaires

Compte tenu de la faiblesse structurelle des ressources propres des ML (cf. 4.2), un financement public améliore leur capacité à développer leur activité et peut leur permettre de recruter des salariés permanents. Ainsi 64,6 % des ML (31 ML) ont un soutien financier majoritairement par subvention (52,1 % des ML), par appels à projets (35,4 %) ou à travers le financement d'une prestation (14,6 %). Les communes (29,2 %) et l'Etat (20,8 %)¹⁴ interviennent majoritairement en subvention alors que les régions le font par appels à projets (14,6 %) et que les départements financent plutôt des prestations (6,3 %). Le financement par subvention reste donc majoritaire.

Ce soutien financier des pouvoirs publics s'inscrit principalement dans deux types de politiques publiques (Figure 29). Pour 19 ML (soit 61,3 % des ML obtenant un soutien financier), ce soutien est justifié au titre de la politique en matière d'économie sociale et solidaire (ESS). Pour 17 ML (soit 54,8 % des ML), il est réalisé dans le cadre du soutien à l'économie de proximité, la relocalisation de l'économie, les circuits courts. 16 ML (soit 51,6 % des ML) obtiennent des financements au titre de l'environnement et de la transition écologique. 13 ML (41,9 % des ML) au titre de la politique de soutien au développement de la vie associative et enfin 10 ML (soit 32,3 % des ML) au titre de

¹⁴ Le financement de l'Etat est réalisé à travers le FDVA (Fonds de développement de la vie associative) ou le FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire). Ces financements permettent de financer la formation des bénévoles, le fonctionnement général des associations ou des projets innovants ainsi qu'une contribution à la rémunération d'emplois associatifs.

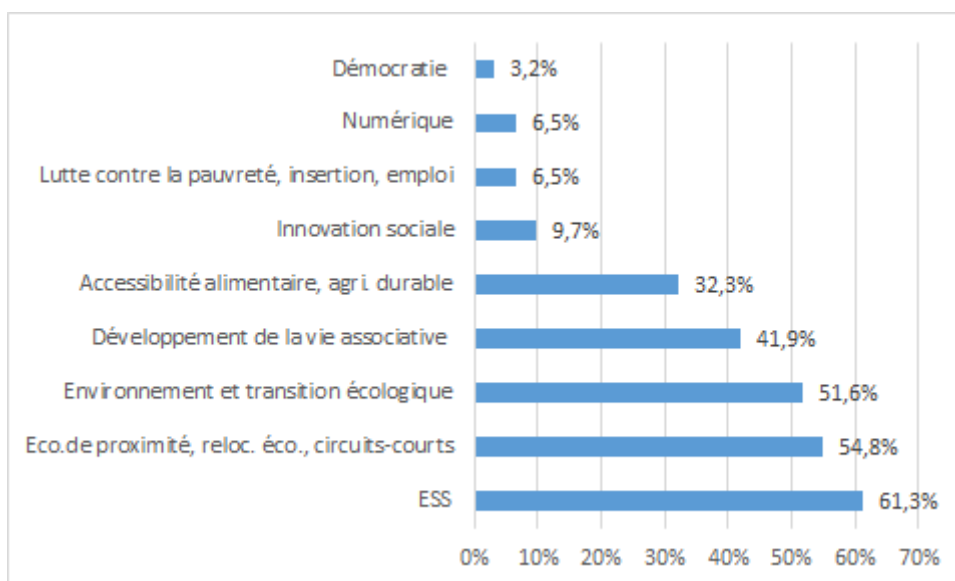
l'accessibilité alimentaire et de l'agriculture durable. Par comparaison avec la précédente enquête, les financements étaient concentrés en 2019-2020 sur le financement du projet, l'innovation et le développement de la vie associative ainsi que sur l'économie de proximité, la relocalisation, les circuits courts et l'ESS. On observe donc une diversification des mobiles de financement.

(5) La participation au circuit monétaire / 1 - réception

Une cinquième modalité de soutien consiste pour une collectivité à participer à la circulation monétaire, par la réception de paiement ou par la dépense en monnaie locale. Ces deux registres sont assez différents dans la pratique et ont tous deux fait l'objet à la fois de débats et d'expérimentation, bien que de manière plus conflictuelle pour le volet dépense.

L'acceptation de certains règlements en monnaie locale est le premier degré de cette participation au circuit monétaire. Cela concerne des services municipaux en régie comme des bibliothèques, des musées, des piscines, des événements sportifs, des salles de spectacle. Cela peut aussi concerner des services fournis par des sociétés d'économie mixte, comme les sociétés de transport en commun ou de vélos, qui ne sont pas soumis aux mêmes règles de comptabilité publique que les collectivités et leurs services en régie. Dans les faits, les résultats de l'enquête montrent que peu de collectivités territoriales participent directement à l'usage de la ML dans la mesure où seules 14 ML (soit 29,2 %) sont acceptées en paiement de services publics locaux. Cela dénote tout de même un intérêt accru des collectivités pour les ML dans la mesure où seulement 6 ML déclaraient ce mode de soutien dans la précédente enquête. Ce sont majoritairement les communes (22,9 %), les EPCI (8,3 %) et les métropoles (2,1 %) qui acceptent les ML comme moyens de paiement.

Figure 29 – Inscription dans les politiques publiques



Nota : réponses des 31 ML en circulation ayant obtenu un financement public (peu importe la modalité)

(6) La participation au circuit monétaire / 2 – dépense

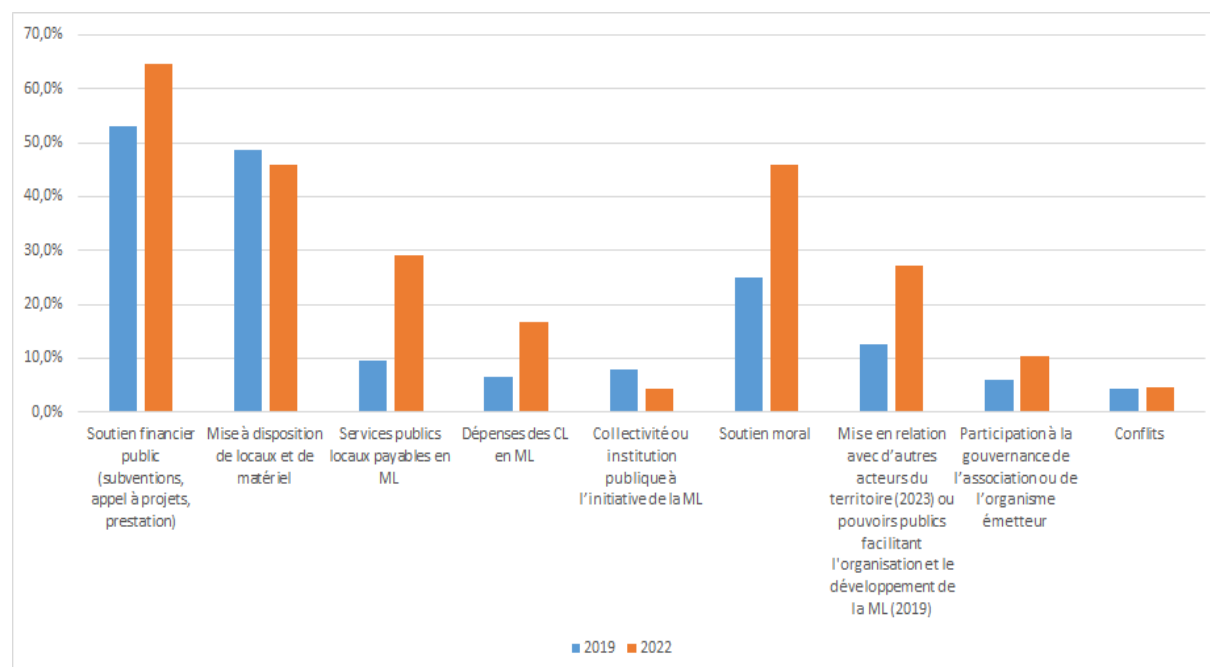
L'autre versant de la participation au circuit monétaire est celui de la réalisation de paiements en monnaie locale par la collectivité. Ce versant est tout aussi important que le précédent. Néanmoins, seulement 8 ML (soit 16,7 %) sont mobilisées par les collectivités territoriales pour leurs dépenses, ce qui représente néanmoins un doublement du nombre de ML utilisables comme dépense en comparaison de la précédente enquête. Ce sont majoritairement les communes (16,7 %), les EPCI (2,1 %) et les métropoles (4,2 %) qui utilisent les ML en paiement.

(7) participation à la gouvernance de l'association ou de l'organisme émetteur

On a vu plus haut la présence assez faible des collectivités dans la gouvernance des associations de ML (section 3.4). Seules 5 ML intègrent des pouvoirs publics dans leur gouvernance ; 4 de ces 5 ML sont aussi utilisées par les pouvoirs publics en paiement ou acceptées en paiement. Ce sont essentiellement les communes (pour 3 ML) et les métropoles (pour 2 ML) qui participent.

Par comparaison entre les résultats de 2019 et ceux de 2022, on constate majoritairement une participation accrue des acteurs publics aux ML (Figure 30).

Figure 30 - Nature des relations avec les pouvoirs publics. Comparaison 2019 et 2022



Nota : 2019 : réponses de 64 ML ; 2022 : réponses de 48 ML : plusieurs réponses possibles. L'enquête de 2019-202 ne distinguait pas les modalités de financement, nous avons donc regroupé pour l'enquête 2023 l'ensemble des modalités de soutiens financiers

Cette augmentation concerne quasiment toutes les formes de liens, du soutien financier (+11 pts) et moral (+20 pts), à la possibilité de payer des services publics locaux en ML (+13,4 pts), que les acteurs publics réalisent des dépenses en ML (+10,2 pts), ou

encore celui la mise en relation avec d'autres acteurs du territoire (+15 pts). Et enfin, notons la participation à la gouvernance (+4 pts). Seule la mise à disposition de matériel et de locaux est en très légère baisse de 2,7 points.

Cela atteste d'une sensibilité accrue des acteurs publics à l'usage des ML. Ainsi 25,7 % des répondants (soit 9 ML) notent un accueil favorable de la part des élus locaux à leur égard et des avancées dans la prise en compte de la monnaie locale (depuis le Covid en particulier), et bénéficient de partenariats ou à minima d'une écoute. Cependant, si certaines collectivités locales semblent plus ouvertes, 22,9 % des monnaies (soit 8 ML sur 35) estiment que les élus des collectivités locales font preuve de désintérêt pour la monnaie locale voire les ignorent en tant qu'acteurs du territoire et/ou que les politiques publiques locales à l'égard des monnaies locales sont inexistantes. Il y a donc des avis très partagés entre soutien et désintérêt qu'une étude sur les ancrages politiques des acteurs publics pourrait peut-être permettre d'éclairer.

Cela est renforcé par le fait que 54,3 % des répondants (soit 19 ML) estiment que les politiques publiques locales à leur égard sont insuffisantes, qu'elles manquent de soutien et d'actions concrètes en leur faveur et 48,6 % des répondants (17 ML) trouvent que les élus ne comprennent pas l'outil que représente la monnaie locale, qui est perçue comme gadget, et sous-estiment son potentiel et l'impact qu'elle pourrait avoir si elle était davantage soutenue par les collectivités.

Il y a également un large consensus sur le fait que les politiques nationales à l'égard des monnaies locales sont insuffisantes voire inexistantes pour 77,1 % des répondants (27 sur 35 ML), et 22,9 % (8 ML) trouvent que les politiques nationales en regard des monnaies locales sont trop rigides, notamment en ce qui concerne la possibilité pour les collectivités territoriales d'utiliser les monnaies locales comme moyen de paiement.

7. Défis et perspectives

Cette dernière section porte sur l'état de santé déclaré des ML (7.1) puis identifie un certain nombre de difficultés rencontrées par les ML non seulement en interne (7.2) mais aussi du point de vue de la circulation de la monnaie (7.3) ainsi que des perspectives (7.4).

Résumé

L'état de santé déclaré des ML est qualifié pour 37,3 % d'entre elles comme étant en croissance, pour 33,3 % comme en difficulté et 23,5 % des ML le déclarent comme stable mais fonctionnel. 5,9 % des ML répondantes annonce un arrêt proche ou une mise en veille de la ML.

En interne, les principales difficultés portent sur les ressources humaines. Les ML répondantes indiquent des difficultés à recruter et mobiliser des bénévoles et un gros manque de moyens humains voire un turnover important pour 88,9 % des répondants (39 ML). La deuxième difficulté identifiée porte sur les ressources monétaires avec 44,4 % des monnaies (20 ML) qui indiquent un manque de ressources et de moyens financiers. Du point de vue de la circulation de la monnaie, une majorité (28) des ML répondantes (soit 68,3 % des monnaies) mettent en lumière leurs difficultés à mailler leur territoire de circulation pour permettre une circulation de la monnaie, et des difficultés à créer un véritable réseau entre professionnels pour limiter la reconversion.

Face à ces difficultés, certaines associations cherchent à renforcer le dynamisme de leur ML. La première perspective soulevée vise une croissance des adhérents particuliers et/ou professionnels et/ou associatifs ainsi que le recrutement/remobilisation de

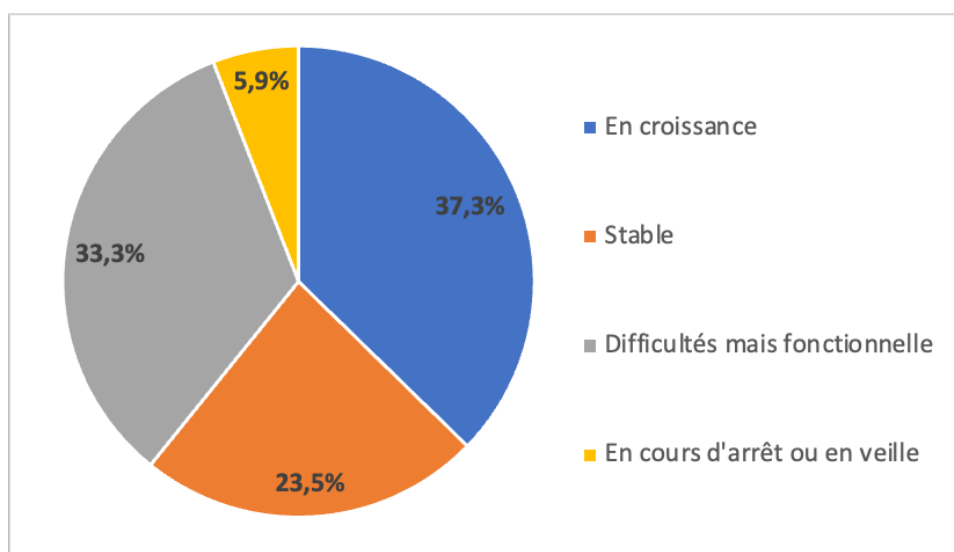
bénévoles pour 47,5 % des répondants (19 ML). 30 % (soit 12 ML) ont ensuite pour perspectives de développer le dynamisme de leur territoire de circulation (groupes locaux, intégration de nouveaux territoires, attention aux territoires un peu délaissés actuellement, etc.). Cependant, 2 ML envisagent un arrêt de la monnaie très prochainement.

7.1. État de santé

L'état de santé déclaré des ML est qualifié pour 37,3 % d'entre elles comme étant en croissance, pour 33,3 % comme en difficulté et 23,5 % des ML le déclarent comme stable mais fonctionnel (Figure 31). 5,9 % des ML répondantes annoncent un arrêt proche ou une mise en veille de la ML. Une des limites de ce recensement est de ne pas accéder aux monnaies s'étant arrêtées ou mises en veille entre les deux millésimes d'enquête.

Près d'un quart des ML répondantes déclarent avoir connu des conflits internes ayant modifié leur projet. On retrouve dans le détail de leurs commentaires, outre les conflits purement interpersonnels, des départs motivés par des divergences quant à la ligne politique et les objectifs des projets et pouvant se refléter dans des prises de décisions concrètes. Ainsi, les conflits émergent autour de débat sur des sujets divers allant des caractéristiques de l'instrument monétaire (frais de reconversion, numérisation) à la définition des objectifs du projet (taille optimale, sensibilisation vs circulation) en passant par la gouvernance et la démocratie interne et les stratégies de développement. Ces conflits se soldent par des départs de bénévoles, et parfois des fondateurs des monnaies, et peuvent résulter en de longue période de restructuration. Les départs ne font pas toujours suite à des conflits, l'engagement des bénévoles change également en fonction des parcours de vie. Le renouvellement des engagements et la continuité des équipes est donc un véritable enjeu.

Figure 31 – Dynamique auto-déclarée

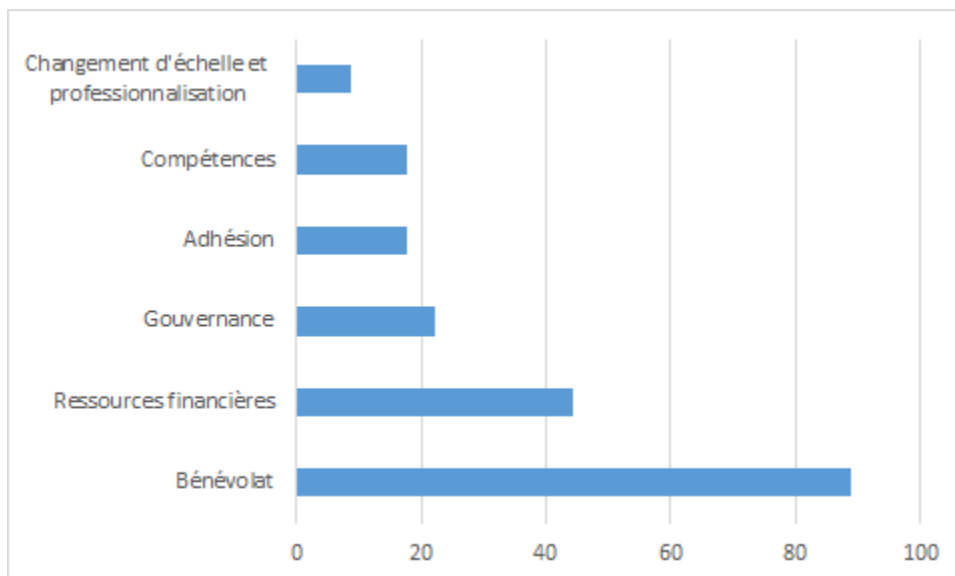


N=51

7.2. Difficultés internes rencontrées par les ML

En interne (Figure 32), les principales difficultés portent sur les ressources humaines. Sont ainsi soulevées des difficultés à recruter et mobiliser des bénévoles et un gros manque de moyens humains voire un turnover important pour 88,9 % des répondants (39 ML). Ces problématiques de ressources ont des conséquences sur la mobilisation de certaines compétences dans la mesure où 17,8 % des répondants (8 ML) indiquent avoir des difficultés pour mettre en œuvre certaines compétences (dont notamment les compétences informatiques, RH, juridiques) et que 17,8 % (soit 8) indiquent avoir du mal à attirer de nouveaux adhérents et à susciter les ré-adhésions mais également des difficultés au niveau de la gouvernance et de la répartition des responsabilités pour 22,2 % des répondants (10 ML). La deuxième difficulté identifiée porte sur les ressources financières, avec 44,4 % des répondants (20 ML) qui indiquent un manque de ressources et de moyens financiers, ce qui ne leur permet pas de recruter des salariés, tandis que 8,9 % (soit 4 ML) indiquent des difficultés liées au changement d'échelle de la monnaie et à la professionnalisation de la structure.

Figure 32 – Difficultés rencontrées par l'association en interne



Nota : réponses de 45 monnaies, plusieurs choix possibles

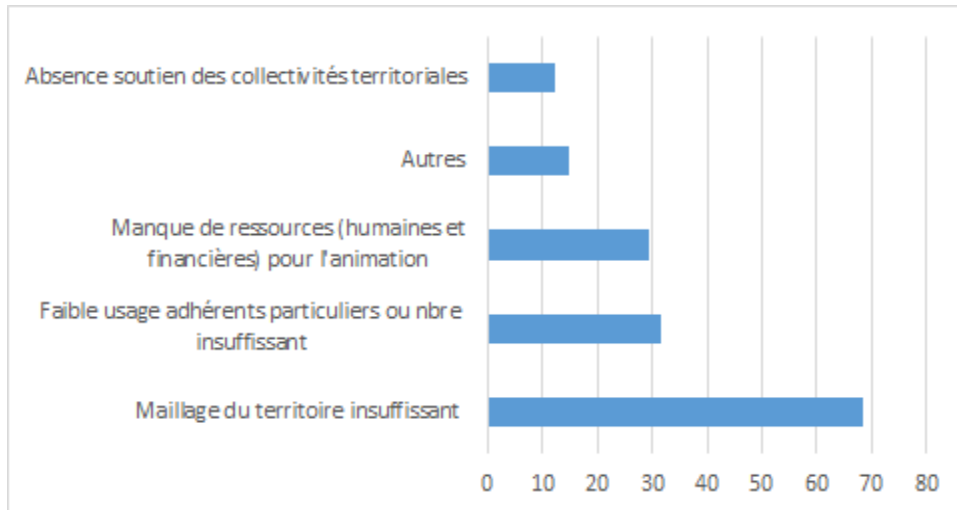
7.3. Difficultés au regard de la circulation de la ML

Du point de vue de la circulation de la monnaie (Figure 33), plus des deux tiers des ML répondantes (68,3 %, soit 28) mettent en lumière leurs difficultés à mailler leur territoire de circulation c'est -à -dire à créer un véritable réseau entre professionnels pour faciliter un usage B to B. Cela génère des demandes de conversion élevées par manque de débouchés pour les professionnels.

31,7 % des ML ayant répondu (soit 13 ML) soulignent la faiblesse du nombre d'adhérents particuliers et/ou à la faiblesse de l'usage par les particuliers, résultat qui semble en adéquation avec les données quantitatives collectées (cf. Infra). Pour 12 ML ayant répondu (29,3 %), c'est un manque de ressources humaines (bénévoles ou salariées) conduisant à une faible animation du réseau et un manque de communication

ou de visibilité de la monnaie locale qui expliquent leur difficulté à faire circuler la ML, tandis que pour 12,2 % des répondants (soit 5 ML) les difficultés tiennent au manque de soutien et de partenariats avec les collectivités locales. Enfin, 14,6 % (6 ML) indiquent d'autres difficultés : territoire trop vaste, absence de version numérique, gestion ou manque de comptoirs de change, etc.

Figure 33 - Principales difficultés rencontrées pour la circulation de la monnaie locale

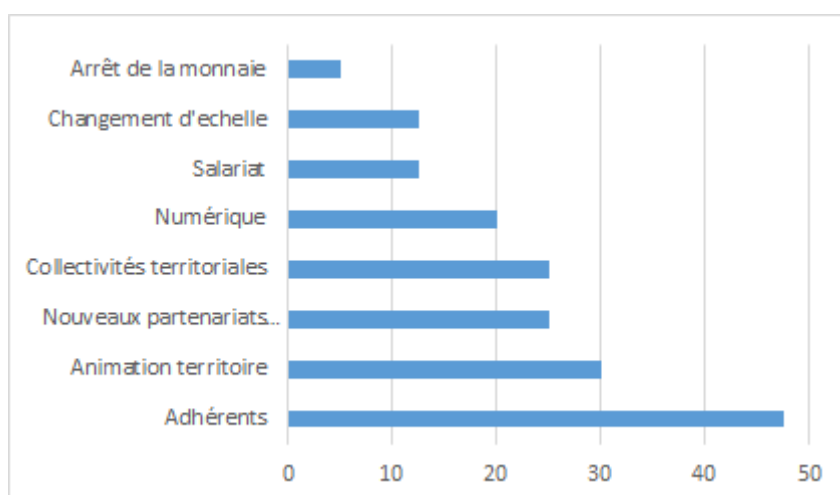


Nota : réponses de 41 ML en circulation ; plusieurs réponses possibles

7.4. Perspectives

Face à ces difficultés, les répondants sont en quête d'un nouveau souffle pour renforcer le dynamisme de leur ML (Figure 34). La première perspective relevée a ainsi pour objectif de faire croître le nombre d'adhérents particuliers et/ou professionnels et/ou associatifs, ainsi que de recruter et remobiliser des bénévoles, pour 47,5 % des répondants (soit 19 ML). 30 % des répondants (12 ML) ont ensuite pour perspectives de développer le dynamisme de leur territoire de circulation (groupes locaux, intégration de nouveaux territoires, attention aux territoires un peu délaissés actuellement, etc.). Dans cette logique, 25 % des répondants (10 ML) ont pour perspective de créer ou d'approfondir des partenariats avec des collectivités territoriales et 25 % (10 ML) ont pour perspective de développer de nouveaux partenariats avec des acteurs institutionnels ou associatifs, et de prendre part à des « actions » (sécurité alimentaire, transition écologique et sociale, ESS, etc). Par ailleurs, 20 % (8 ML) ont pour perspective le développement du format numérique de la monnaie. De plus, 10 ML évoquent des enjeux de professionnalisation, pour 5 d'entre elles par l'emploi de salariés, et pour 5 autres par un changement d'échelle ou un accompagnement au développement de leur association (programme PACE7, DLA – dispositif local d'accompagnement...). Enfin, 2 ML envisagent un arrêt de la monnaie très prochainement.

Figure 34 – Perspectives de développement de l'association au niveau local



Nota : réponses de 40 ML en circulation

Conclusion

Cette seconde enquête vient prolonger et infléchir la première édition de 2019-20. Elle fournit de nombreux enseignements à la fois sous forme d'image statique et sous forme d'étude longitudinale. On retrouve les mêmes constats d'une grande disparité des ML et de tâtonnements sur les règles de l'activité monétaire, leur insertion dans l'écosystème local, la gouvernance ou encore l'accomplissement des multiples tâches requises pour la ML. D'une enquête à l'autre, on note une inflexion très nette dans l'évolution du paysage des monnaies locales en France : la croissance rapide de leur nombre jusqu'en 2019 s'est arrêtée, et l'on observe à la fois un tassement et une consolidation.

Le tassement est dû à la fermeture et à la mise en veille de ML devant des difficultés croissantes à maintenir leur activité ou à l'étendre. Pour ces monnaies, la crise sanitaire de 2020-21 a sans doute représenté un obstacle important du fait d'une déperdition probable d'énergie bénévole et un éloignement dommageable des usagers, et cet obstacle, ajouté à un état de difficultés chroniques, n'a pas été surmonté. Une partie des ML se trouve en revanche dans une phase de consolidation, dans laquelle on trouve une dynamique de croissance du nombre d'usagers et de particuliers et surtout de masse monétaire. Celle-ci est stimulée par le déploiement rapide du format numérique aux côtés du papier. Il reste que les ML en croissance signalent tout de même des difficultés, le chemin restant semé d'embûches. Cette enquête montre que la croissance de la taille et la professionnalisation de certaines associations engendrent son lot de difficultés nouvelles, révélant des faiblesses qui sont déjà présentes mais moins importantes pour des ML de plus petite taille.

Face aux difficultés, les ML cherchent des relais et des appuis, via des dispositifs techniques porteurs (comme le numérique), des formes de mutualisation, de fédéralisation et de regroupement, des programmes d'accompagnement associatif voire de soutien au changement d'échelle et des appuis multiples provenant de collectivités.

Annexe – Les monnaies locales identifiées

Tableau 21 – Les monnaies locales identifiées pour l'enquête 2019-20 et l'enquête 2023

ML répondantes	Cluster 2022	ML répondantes	Cluster 2022
Abeille	2	Luciole	3
Agnel	3	Maillette	2
Aiga	3	Marcassol	A fermé
Aqui	2	Méreau	1
Babet	2	Miel	A fusionné (voir Gemme)
Bersak	Projet	Mige	0
Beunèze	0	Moneko	4
Bizh	1	Muse	3
Bou'SOL	A fermé	Nissart	2
Br'Ain	2	Ostréa	A fusionné (voir Gemme)
Bulle	5	Ourse	2
Buzuk	3	Passeur	0
Cagnole	3	Pêche	4
Cairn	2	Pezh	3
Céou	1	Pive	4
Cep	0	Plume	2
Cers	2	Pois	0
Chab	3	Projet création Drôme	Projet
Chouette	1	Pyrène	3
Cigogne	2	Racine	3
Commune	A fermé	Radis	1
Doume	4	Renoir	2
Elef	3	Retz'l	A fusionné (voir Moneko)
Eusko	6	Rollon	3
Fêve	2	Roue	4
Flamant	0	Rozo	3
Florain	3	Segal	3
Gabare	3	Sézu	1
Galais	3	Sol olympe	0
Galleco	3	Sol violette	3
Gatinelle	3	Sonantes	A fusionné (voir Moneko)
Gemme	2	Sonnante	3
Gentiane	2	Soudaqui	2
Gonette	5	Soudicy	4
Grain	0	Souriant	2
Graine	3	Stuck	4
Gwada	Projet	Tinda	3
Heol	2	Tissou	3
Krôco	A fermé	Touselle	2
Lien	3	Trêfle	2
Lignière	0	Vendeo	1
Lou pelou	3		

Nota : D'une enquête à l'autre, des ajustements ont été faits conduisant à supprimer de la liste des ML sans doute disparues avant l'enquête 2019-20 ainsi que le Léman du fait de l'absence de circulation significative en France). On a aussi modifié la base de calcul en passant d'une logique associations à une logique monnaies (cf section 1.2). Les clusters renvoient à une mesure synthétique de la taille des ML, telle qu'elle est expliquée en section 2.5. Les clusters mentionnés dans ce tableau sont donc des indices synthétiques calculés pour toutes les ML recensées, qu'elles aient été répondantes ou pas aux enquêtes 2019-20 et 2023. Il ne s'agit donc pas d'un résultat spécifique des questionnaires de ces enquêtes.

Références citées

Blanc Jérôme, Fare Marie, Lafuente-Sampietro Oriane (2020), *Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20* [Rapport], Lyon, Triangle - UMR 5206, Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, 56 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02535862>

Blanc Jérôme, Lakócai Csaba (2020), « Toward spatial analyses of local currencies: the case of France », *International Journal of Community Currency Research*, Winter, vol. 24, n° 1, p. 11-29.

Magnen Jean-Philippe, Fourel Christophe (2015), *D'autres monnaies pour une nouvelle prospérité* [Rapport], Paris, Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité et Secrétariat d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire, 76, 180, 46 p.